

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



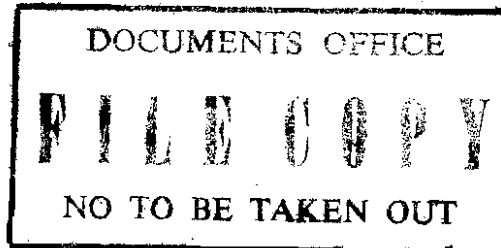
51.245

E/3727^x
E/CN.14/229
9 avril 1963



FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Trente-sixième session
Point de l'ordre du jour



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième session

Rapport annuel au Conseil économique et social, pour la période
du 4 mars 1962 au 2 mars 1963

* Cette édition du rapport est à distribution limitée. Une édition imprimée paraîtra comme Supplément No 10 des documents officiels de la trente-sixième session du Conseil économique et social.

63-1057

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1	1
PREMIERE PARTIE - TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUATRIEME SESSION	2-162	2
A - <u>Organisation du secrétariat</u>	2-11	2
Situation des effectifs	2- 8	2
Structure administrative du secrétariat	9-11	4
B - <u>Résumé des travaux accomplis</u>	12-141	5
Division du développement économique et social	14- 59	5
Projections et programmations	16- 19	6
Banque africaine de développement	20- 32	8
Aspects démographiques	33- 36	11
Cycle d'étude sur les problèmes démogra- phiques	37- 40	13
Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale	41- 43	14
Education	44	15
Urbanisation	45- 47	16
La situation sociale en Afrique	48- 49	17
Développement communautaire	50- 54	18
Protection sociale	55- 59	19
Division du commerce extérieur et des études	60- 79	20
Récapitulation et analyse des tendances actuelles	60- 66	20
Comité permanent du commerce	67- 73	23
Aperçu du commerce extérieur	74- 75	26
Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base	76	27
Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest	77	28
Un marché commun africain	78- 79	29

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles	80- 92	29
Industrie	81- 84	30
Transport	85- 87	32
Energie et ressources naturelles	88- 89	33
Habitat, construction et urbanisme	90- 92	34
Division mixte CEA/FAO de l'agriculture	93-105	35
Répartition et consommation des produits agricoles	98-102	38
Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture	103-105	40
Statistiques	106-119	40
Services consultatifs régionaux	108	42
Participation aux activités d'assistance technique	109	42
Consultations sous-régionales	110	43
Collaboration dans le dépouillement mécanographique des données statistiques	111	43
Réalisations en matière de normalisation et d'échanges de renseignements statistiques	112-116	44
Publications statistiques	117-119	45
Administration publique	120-122	46
Formation professionnelle	123-141	47
Institut africain de développement économique et de planification	123-127	47
Formation des statisticiens	128-129	49
Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques	130-132	50
Cours de formation en pratique commerciale organisés conjointement par la CEA et le GATT	133-134	50
Stage de formation de spécialistes en politique de développement communautaire	135	51
Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes dans les pays d'Afrique occidentale d'expression anglaise	136-139	52

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
Formation en cours de service	140-141	53
C - <u>Relations avec les institutions spécialisées</u>		54
<u>et autres organisations</u>	142-162	54
Institutions spécialisées	142-157	54
Organisation internationale du Travail (OIT)	142	54
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) .	143-150	54
Organisation des Nations Unies pour l'édu- cation, la science et la culture (UNESCO)	151	56
Organisation de l'aviation civile inter- nationale (OACI)	152	57
Organisation mondiale de la santé (OMS) ..	153	57
Banque internationale pour la reconstruc- tion et le développement (BIRD) et Banque interaméricaine de développement	154	58
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	155	58
Fonds spécial	156	58
Programme alimentaire mondial (PAM)	157	59
Organisations intergouvernementales	158-160	59
Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ICITO/GATT)	159	60
Communauté économique européenne (CEE) ...	160	60
Organisations non gouvernementales	161-162	60
Chambre de commerce internationale	161	60
Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV)	162	60

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
PARTIE II - CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION	163-305	61
A - <u>Participation aux séances et organisation des travaux</u>	163-177	61
Séance d'ouverture	163	61
Membres et participants aux séances	164-172	61
Pouvoirs	173	63
Election du Bureau	174	63
Organisation des travaux	175-177	63
B - <u>Ordre du jour</u>	178-179	64
C - <u>Compte rendu des débats</u>	180-305	69
Membres et membres associés de la Commission	191-204	74
Situation et tendances économiques et sociales en Afrique	205-215	78
Institut africain de développement économique et de planification	216-237	88
Création d'une banque africaine de développement	238-241	94
Développement économique et social	242-271	96
Aspects généraux des principes et de la programmation du développement	242-243	96
Administration publique	244-249	99
Développement communautaire et protection sociale	250-256	100
Habitat, urbanisme et urbanisation	257-259	102
Ressources industrielles et développement industriel	260-261	103
Transports et communications	262-263	105
Problèmes agricoles	264-271	106
Problèmes monétaires, financiers, de commerce extérieur et de produits de base	272-277	110
Assistance internationale à l'Afrique	278-283	114
Statistiques	284-286	115
Formation professionnelle	287-289	118

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
Application des décisions sur la décentralisation des activités économi- ques et sociales des Nations Unies et le renforcement des commissions écono- miques régionales	290-292	118
Problèmes de personnel de la Commission ..	293-295	119
Programme de travail et priorités	296-300	121
Date et lieu de la sixième session	301-302	125
Adoption du rapport et clôture de la ses- sion	303-305	125
PARTIE III - RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA CINQUIEME SESSION		127
PARTIE IV - PROJETS DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		154
PARTIE V - PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITES POUR 1963-1964	306-316	156
A - <u>Observations sur le programme de travail et l'ordre de priorités</u>		156
B - <u>Liste annotée des projets pour 1963-1964</u>		161
I - Développement économique et social		161
II - Etudes et revues économiques et analy- ses des tendances économiques actuelles		182
III - Industrie, transports, ressources naturelles et habitat		195
IV - Agriculture		219
V - Statistique		227
VI - Administration publique		232
VII - Formation professionnelle		241

(vi)

ANNEXES

- I. Liste des délégations et des observateurs à la cinquième session de la Commission
- II. Liste des publications et des principaux documents parus depuis la quatrième session de la Commission

INTRODUCTION

1. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a, lors de sa 99e séance, tenue le 2 mars 1963, adopté à l'unanimité le présent rapport annuel qui porte sur la période du 4 mars 1962 au 2 mars 1963. Elle l'adresse au Conseil économique et social pour qu'il l'examine à sa trente-cinquième session, conformément au paragraphe 18 du mandat de la Commission, qui dispose qu'elle "présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires"^{1/}

^{1/} L'activité antérieure de la Commission et de ses organes subsidiaires fait l'objet des rapports suivants au Conseil économique et social: rapport sur la première session (29 décembre 1958-6 janvier 1959)

Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément no 10 (E/3201)/, rapport annuel (7 janvier 1959-6 février 1960) /ibid., trentième session, Supplément no 10 (E/3320)/, rapport annuel (7 février 1960-18 février 1961) /ibid., trente-deuxième session, Supplément no 10 (E/3452/Rev.1)/, et rapport annuel (19 février 1961-3 mars 1962) /ibid., trente-quatrième session, Supplément no 10 (E/3586)/.

PREMIERE PARTIE

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUATRIEME SESSION

A. Organisation du secrétariat

Situation des effectifs

2. Lors de sa quatrième session, la Commission a manifesté un grand intérêt pour la situation des effectifs du secrétariat. La Commission a adopté la résolution 51(IV) portant création d'un Comité de recrutement et de formation du personnel, chargé d'aider le Secrétaire exécutif à établir et à mettre en oeuvre un programme à long terme d'africanisation, à s'assurer auprès des membres africains de la Commission que le secrétariat bénéficie d'un apport régulier de personnel africain compétent, nommé à titre permanent ou détaché pour des périodes raisonnables, et à mettre au point un programme de formation du personnel à tous les échelons. Ce Comité comprend les représentants de sept pays d'Afrique membres de la Commission: Congo (Léopoldville), Dahomey, Ethiopie, Madagascar, Mali, Maroc et Nigéria.
3. Le Secrétaire exécutif a accueilli avec faveur l'éventualité de l'assistance dont il doit bénéficier auprès de ce Comité, tout en réservant cependant, conformément au règlement, les prérogatives du Secrétaire général pour les nominations.
4. En adoptant la résolution 50(IV) sur la décentralisation des travaux économiques et sociaux des Nations Unies et le renforcement des commissions régionales, la Commission a apporté son appui aux plans de renforcement de son secrétariat.
5. Entre temps, le recrutement du personnel, administrateurs et autres, a progressé à un rythme beaucoup plus rapide qu'au cours des années précédentes. A la fin de 1960, les membres du personnel du cadre des administrateurs étaient au nombre de 42, pour un effectif total de 105 fonctionnaires; à la fin de 1961, leur nombre avait passé à 46, pour un effectif total de 160; à la fin de 1962, il était de 80 pour un effectif d'environ 240 personnes.

En dehors de la section de traduction, près de 50 pour 100 du personnel de la catégorie des administrateurs sont africains. Le tableau des effectifs approuvé pour 1963 comporte, si l'on exclut la section de traduction, 106 postes; pour tous les postes vacants, sauf six, des engagements sont conclus ou des propositions fermes de candidatures ont été faites au Siège.

6. On constatera que le nombre des fonctionnaires du cadre des administrateurs a pratiquement doublé pendant l'année et il est probable qu'à partir du début de 1963 tous les postes vacants de cette catégorie seront pourvus. En outre, la proportion des membres africains continuera d'augmenter.

7. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a détaché quatre de ses fonctionnaires auprès du secrétariat de la CEA. Un statisticien régional de la FAO pour l'Afrique occupe déjà son poste à Addis-Abéba et est aidé dans sa tâche par un conseiller régional en statistique agricole. La Direction des opérations de l'assistance technique a fourni les services de 18 conseillers régionaux. D'après les prévisions, 28 conseillers régionaux seront détachés auprès du secrétariat dès le début ou au cours de 1963.

8. Les crédits ouverts pour les postes qui sont demeurés totalement ou partiellement vacants en 1962, ont été pleinement utilisés pour engager des consultants à court terme ou pour emprunter à d'autres organismes des Nations Unies des fonctionnaires expérimentés qui se sont consacrés à des études spéciales ou qui ont exécuté des travaux particuliers. Le Secrétaire exécutif saisit cette occasion de remercier vivement le Sous-Secrétaire du Département des affaires économiques et sociales à New York et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe d'avoir généreusement prêté des membres de leur personnel malgré la lourde tâche assumée par leurs propres départements. Cette aide a été particulièrement efficace pour la mise au point des programmes de travail dans le secteur de l'industrie, des ressources naturelles et du logement. Elle a également été importante pour l'exécution des programmes de travail dans le secteur du commerce et des produits de base.

STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU SECRETARIAT

9. Au cours de l'année, le Secrétaire exécutif a approuvé une réorganisation de la structure administrative du secrétariat, qui se compose dorénavant des éléments suivants:

- a) Le cabinet du Secrétaire exécutif.
- b) La division du développement économique et social, qui comprend trois sections: projections et programmation, problèmes et politiques de développement et affaires sociales.
- c) La division du commerce extérieur et des études, qui comprend une Section des études économiques et une Section du commerce extérieur.
- d) La division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles, qui comprend quatre Sections distinctes: industrie; transports; énergie et ressources naturelles; habitat, construction et urbanisme.
- e) La division mixte CEA/FAO de l'agriculture.
- f) La division statistique, qui comprend quatre sections: comptabilité nationale, services consultatifs, commerce extérieur et atelier mécanographique.
- g) La division des services administratifs, des conférences et des services généraux, qui comprend un Service du personnel, un Service financier, une Section de traduction, une Bibliothèque, un Bureau des documents, un Service de l'enregistrement, un Central dactylographique et un Groupe de reproduction des documents.

10. Un Service de coordination de l'assistance technique a été créé au sein du Cabinet du Secrétaire exécutif.

11. On a également créé un Service d'administration publique dont le personnel se compose, pour le moment, de conseillers régionaux engagés sur des crédits de la DOAT.

B. Résumé des travaux accomplis

12. Pendant l'année sur laquelle porte ce rapport, une vingtaine de réunions ont été organisées et des participants sont venus de la plupart des pays africains. Le secrétariat a continué de fournir des services consultatifs à divers pays africains. Il apporte également une aide croissante aux gouvernements pour l'élaboration des projets à soumettre à l'Assistance technique et au Fonds spécial, il donne des instructions aux experts de l'assistance technique et les aide dans leur tâche en commentant et en évaluant leurs rapports. Conformément à la politique de décentralisation suivie par l'Assemblée générale, il est à prévoir que ce genre d'activité se développera dans l'avenir.

13. Au cours de l'année précédente, le Secrétaire exécutif a été chargé des opérations de l'ONU au Congo. Son adjoint spécial a été nommé représentant de l'ONU au Katanga depuis juin 1962.

DIVISION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

14. La Division du développement économique et social, qui comprend les anciennes Sections du développement économique et de la recherche sociale et l'ancien Service du développement communautaire et de la protection sociale, est chargée de la recherche et des opérations dans le domaine général du développement économique et social. Pour des raisons administratives, elle est divisée en trois sections: a) projections et programmation; b) problèmes et politiques du développement; c) affaires sociales. Cette nouvelle répartition des travaux tient compte de la nature à la fois économique et sociale de la plupart des projets. La Division peut ainsi mettre en oeuvre chaque projet avec des équipes de spécialistes provenant des trois sections.

15. Au cours de l'année passée, la Division a terminé un certain nombre d'études dont la plupart avaient trait aux réunions et cycles d'étude suivants: Réunion d'experts sur la planification économique intégrale, Cycle d'étude sur l'urbanisation en Afrique, Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale et la deuxième session du Comité

permanent de la protection sociale et du développement communautaire. De plus, un cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques a été organisé à Addis-Abéba, tandis qu'un cours de formation sous-régionale pour les questions de développement communautaire était organisé à Tunis. La Division, aidée par ses conseillers régionaux, a participé aux activités d'assistance technique relevant de sa compétence et elle fournit sur demande, des services consultatifs à un certain nombre de gouvernements. Ces activités ont été particulièrement marquées dans le domaine du développement communautaire et de la protection sociale, mais on organise dans d'autres domaines les services nécessaires. Enfin, des progrès marqués ont été accomplis au cours de l'année précédente dans l'établissement de deux institutions importantes: la banque africaine de développement (voir paragraphes 20 à 32) et l'institut africain de développement économique et de planification (voir paragraphes 123 à 127).

Projections et programmation

16. Conformément à la résolution 1708(XVI) et 1718 (XVI) de l'Assemblée générale, un centre régional des projections et de la programmation économique a été créé dans la Division du développement économique et social. Ce centre régional, qui collaborera étroitement avec le Centre international créé à New York dans le Département des affaires économiques et sociales, a entrepris une analyse systématique des plans de développement africains et a mené des travaux expérimentaux sur les projections à long terme des tendances économiques en Afrique - dans le contexte des projections des tendances économiques mondiales - afin de faciliter l'élaboration de plus économiques nationaux. On a pris les mesures nécessaires pour établir et maintenir des contacts étroits entre le centre régional et les services nationaux de planification de pays africains.

17. L'action dans ce domaine a également été orientée par les recommandations du Groupe de travail sur le développement économique et social, qui s'est réuni en janvier 1962, et par la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale, convoquée en octobre 1962. Cette dernière

réunion a été organisée directement par le secrétariat et les services nationaux de planification de plusieurs pays. Parmi la documentation présentée figuraient un document du Secrétariat et 10 documents établis par les experts eux-mêmes pour décrire les méthodes et moyens de planification appliqués dans leur pays.

18. De l'avis de ces experts, la planification intégrale, c'est-à-dire les méthodes et moyens de planification destinés à coordonner les divers éléments de plans de développement, devraient être appliqués par les pays africains pour accélérer le rythme d'un développement social et économique équilibré. Ils ont reconnu la grande utilité des modèles globaux de croissance qui permettent de déterminer les objectifs préliminaires des principaux agrégats dans un cadre cohérent. Les experts ont constaté que les pays africains utilisaient diverses méthodes pour harmoniser le développement projeté dans les divers secteurs de l'économie et qu'en général ces méthodes comportaient une série d'adaptations, pour les objectifs sectoriels et pour les objectifs généraux avant l'élaboration des plans définitifs. D'autres travaux seront nécessaires pour vérifier dans quelle mesure des modèles plus détaillés comportant la définition simultanée d'un grand nombre de variables sont applicables en Afrique.

19. Les experts ont insisté sur le fait que la planification ne devait pas devenir un exercice théorique. Avant de procéder à une planification intégrale, il faut procéder à une analyse approfondie de la structure économique et sociale existant dans chaque pays, et, en même temps, déterminer les objectifs généraux du développement économique et social. De plus, une fois établies les grandes lignes des plans, il faut consacrer un temps considérable à une nouvelle analyse des projets actuels et à l'élaboration des nouveaux projets. Enfin les experts ont insisté sur l'importance qu'ils attachent à la continuité des mesures d'exécution des plans. Ces tâches doivent être confiées à des organismes gouvernementaux compétents, dotés de pouvoirs suffisants pour leur permettre de les mener à bien.

Banque africaine de développement

20. Après avoir examiné les documents présentés par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/129 et Add.1) en application de la résolution 27(III), la Commission, lors de sa quatrième session, a adopté la résolution 52(IV), qui accepte le principe de la création d'une banque africaine de développement, sous réserve des résultats d'une enquête confiée à un comité de neuf membres, constitué de représentants du Cameroun, de l'Ethiopie, de la Guinée, du Libéria, du Mali, de la Nigéria, du Soudan, du Tanganyika et de la Tunisie. Le Comité des Neuf a reçu mandat:

- a) de consulter les services gouvernementaux et autres sur la création de cette banque,
- b) d'étudier la structure financière et administrative de la future banque, et la nature et la portée de ses opérations,
- c) de rédiger un projet de statuts,
- d) de faire des recommandations sur le choix du siège de la banque et
- e) de soumettre à l'examen des gouvernements membres, en octobre 1962, un rapport général avec documents à l'appui. Aux termes de cette résolution, le Secrétaire exécutif est prié de réunir une Conférence des ministres des finances et autres représentants intéressés des Etats membres et membres associés, pour étudier le rapport du Comité des Neuf et prendre les mesures définitives en vue de la création de la banque.

21. Le Comité des Neuf n'a pas pu respecter les délais impartis par la résolution, mais il a terminé ses travaux en janvier 1963, après avoir tenu trois sessions (Monrovia 18-22 juin 1962, Douala 24-27 septembre 1962 et Casablanca 12-24 janvier 1963), délibéré avec des gouvernements et institutions de pays africains et non africains, approuvé un projet de statuts et fait des recommandations sur le choix du siège. Le premier projet de statuts a été établi sous la direction d'un sous-comité de quatre membres qui aura tenu trois réunions (Douala 24 septembre 1962, Genève 3-10 novembre 1962 et Casablanca 7-14 janvier 1963).

22. Le Comité des Neuf a décidé que les consultations africaines devraient précéder les consultations avec les gouvernements non africains. Ces consultations ont été menées par trois équipes qui se sont rendues dans 34 pays africains, en août et septembre 1962. De plus, des experts ont été envoyés par le Comité des Neuf en Algérie, en janvier 1963. Les consultations avec les pays non africains ont été confiées à deux équipes qui se sont rendues dans les 14 pays suivants en octobre et novembre 1962: Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

23. Les consultations engagées avec les pays africains ont permis de dégager un accord de principe sur le projet de création d'une banque africaine de développement, considérée comme un moyen réaliste de fortifier la solidarité africaine et comme un instrument utile pour l'accélération de l'expansion économique et sociale du continent. Néanmoins, des divergences de vues se sont manifestées sur les modalités de cette création.

24. Les gouvernements consultés ont tous estimé que la banque africaine de développement devrait fournir des capitaux supplémentaires pour le financement de projets réalisés en Afrique, sans que les courants de fonds provenant de pays ou d'établissements non africains, aux termes des accords bilatéraux actuels, s'en trouvent pour autant détournés ou arrêtés. Ils ont dans l'ensemble admis que la banque devrait être une institution africaine et que les membres de son conseil des gouverneurs et de son conseil d'administration devraient être africains, ainsi que son Directeur général et directeur adjoint. La banque pourrait rechercher des contributions de sources non africaines sous forme de prêts ou de subventions.

25. La plupart des gouvernements consultés ont indiqué que la banque devrait financer des projets d'infrastructure et des projets productifs en orientant les prêts consentis à des taux de faveur vers la première catégorie de projets. Certains ont également pensé que la banque pourrait jouer un grand rôle en facilitant les investissements privés nécessaires, tant africains qu'étrangers.

26. Le Comité, ayant analysé les résultats de ces entretiens et consultations, a conclu que la création de la banque rencontrait un appui général et que des vues pratiquement identiques avaient été formulées sur un certain nombre de points importants. Il s'est déclaré persuadé que les divergences de vues exprimées pourraient être aplanies lors de la rédaction des statuts. Enfin le Comité a estimé que les opinions exprimées au cours des consultations avaient un caractère provisoire et qu'on ne pouvait attendre de positions fermes qu'après la mise au point du projet d'ensemble des statuts.

27. Les gouvernements non africains consultés ont accueilli avec satisfaction l'initiative prise par les gouvernements africains pour établir une banque de développement. Ils ont tous envisagé la possibilité d'une collaboration et plusieurs ont manifesté le désir d'étudier les voies et moyens d'aider la banque dès sa création. Cependant, dans l'ensemble, ils ont estimé que des mesures ou des engagements précis impliquant la responsabilité de leur gouvernement ne pourraient être pris avant la création de la Banque et la publication de ses statuts.

28. La plupart des gouvernements consultés ont souligné la nécessité d'établir la plus grande coopération possible entre la banque et les établissements financiers actuels et d'éviter les chevauchements d'activités; ils ont admis que la banque devrait avoir pour tâche essentielle de mobiliser des ressources et des services supplémentaires pour l'Afrique. A leur avis, les projets multilatéraux devraient bénéficier d'une priorité et les activités de la banque devraient faciliter et soutenir l'expansion harmonieuse du continent africain.

29. Le sous-comité a étudié les principaux éléments des statuts, en fonction des consultations tenues avec les gouvernements africains et non africains; il a mis au point des instructions d'ordre général à l'intention des experts juridiques qui préparent les textes provisoires. Ces textes seront présentés à l'examen du sous-comité lors de sa dernière session, et seront ensuite soumis au Comité des Neuf.

30. Au cours des consultations, de nombreux gouvernements africains ont fait savoir qu'ils désireraient que la banque ait son siège sur leur territoire. Le Comité a donc décidé d'envoyer une lettre aux gouvernements africains, en précisant quelles sont les installations et services nécessaires au siège de la banque et en demandant aux gouvernements intéressés de lui faire savoir les moyens qu'ils mettent ou pourront mettre à la disposition de la banque dans leur pays.

31. Lors de sa dernière session à Casablanca, du 12 au 24 janvier 1963, le Comité des Neuf a étudié un rapport provisoire du sous-comité de rédaction, et a adopté un projet des statuts de la banque ainsi que les dispositions régissant sa structure administrative et financière; il a également examiné des propositions sur les nouvelles mesures intéressant la banque qu'il conviendrait de prendre avant et après la Conférence des ministres des finances, ainsi que des propositions sur cette Conférence. Le Comité a adopté son rapport définitif, à sa cinquième session, pour présentation à la Conférence des ministres des finances.

32. Dans cette tâche le Comité a été aidé par des experts recrutés par le Secrétaire exécutif conformément à la résolution 52(IV) et par des fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales de New-York et du Bureau de l'assistance technique, détachés en application de la résolution 874(XXXIII) de l'ECOSOC, aux termes de laquelle le Secrétaire général devait prêter au Secrétaire exécutif l'appui administratif et technique nécessaire pour le projet de création de la banque. A sa dix-septième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une demande de crédits pour financer l'action du Comité des Neuf, conformément à l'espoir exprimé par l'ECOSOC dans sa résolution 874(XXXIII).

Aspects démographiques

33. Deux études analytiques ont été terminées au cours de l'année précédente. La première, soumise au Groupe de travail sur les problèmes de l'urbanisation, analyse les "tendances et facteurs démographiques" de l'urbanisation et les changements survenus au cours des dernières années

dans les populations rurales et urbaines des pays africains. Les divers éléments de cette étude sont les suivants: effets de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et la migration des campagnes vers les villes d'après la composition par âge et par sexe de la population; les problèmes causés par l'hypertrophie des agglomérations urbaines; les mesures destinées à réduire les transferts de population des zones rurales vers les grands centres urbains. La deuxième étude était intitulée "localisation de la population, migration interne et urbanisation en Afrique". Elle passait en revue les facteurs de la migration interne en Afrique et les facteurs qui déterminent la répartition de la population, ainsi que les causes de l'urbanisation et de la concentration urbaine, en fonction de la croissance démographique et des différences de niveau de vie; elle étudiait ensuite le moyen de mesurer la migration interne, son volume et ses caractéristiques et les méthodes de projections de la localisation de la population.

34. De plus, une étude sur "la fécondité, la mortalité, la croissance démographique et la migration internationale", commencée au Siège à New-York, a été terminée par le secrétariat. Dans cette étude, on a essayé de déterminer d'après les données disponibles et des estimations les taux récents de fécondité, de mortalité et de croissance démographique dans un grand nombre de pays africains, et de dégager les tendances les plus probables de ces variables démographiques. On s'est également servi des documents établis par des experts extérieurs au secrétariat, à l'intention du Cycle d'étude sur les problèmes démographiques en Afrique.

35. Les éléments de base du manuel statistique sur la population ont été en grande partie réunis. On envisage d'analyser les données et de publier les résultats progressivement, selon un ordre de priorité, en les révisant d'après les données plus récentes.

36. Le secrétariat a terminé le rassemblement des données disponibles pour procéder à une projection de la population des pays africains. On a commencé à analyser ces données et à les utiliser pour les projections de populations que nécessitent les projections africaines et les analyses des plans de développement (voir paragraphe 16).

Cycle d'étude sur les problèmes démographiques

37. Le Cycle d'étude sur les problèmes démographiques en Afrique s'est réuni au Caire du 29 octobre au 10 novembre 1962. Son rapport (E/CN.14/186), a été soumis à la Commission à sa cinquième session. Trente et un représentants originaires de 21 pays, 10 observateurs délégués par quatre pays, trois institutions spécialisées des Nations Unies, et des fonctionnaires du Siège à New-York et du secrétariat de la Commission, ont assisté à ce Cycle d'étude.

38. Une des premières tâches des participants a été de passer en revue les problèmes démographiques dans leurs rapports avec la planification économique et sociale des pays du continent. Après avoir étudié ces problèmes et les questions de politique générale, ainsi que les problèmes de densité en fonction des ressources naturelles, et la rapide croissance démographique due aux taux élevés de natalité et aux taux de mortalité rapidement décroissants, les participants ont conclu que les incidences économiques des taux actuels et futurs de croissance démographique et de l'augmentation de la migration des campagnes vers les villes n'avaient fait l'objet, jusqu'à présent, que de très rares études. Les gouvernements africains devraient donc intensifier leurs programmes de recherche démographique pour remédier aux insuffisances des données actuellement disponibles en matière d'analyses et de projections démographiques. Il a été décidé qu'il faudrait faire les meilleures projections possibles dans les circonstances actuelles sur les aspects quantitatifs qui sont nécessaires pour déterminer la politique générale et faire une planification.

39. Le Cycle d'étude a également examiné la nécessité d'élargir et d'améliorer les statistiques démographiques de base et de faire une appréciation quantitative. L'un des principaux obstacles dans ce domaine tient à l'absence de registres d'état civil satisfaisants. Les participants se sont déclarés convaincus que leur amélioration était essentielle et devait bénéficier d'une priorité. Des progrès importants ont été réalisés dans les statistiques portant sur les chiffres, la localisation et la composition de la population, grâce aux recensements et aux sondages effectués

dans divers pays au cours de ces dernières années. Il reste néanmoins à combler de grandes lacunes. La migration a été considérée comme un aspect important sur lequel on ne dispose encore que de données très médiocres. Si le développement des statistiques démographiques se poursuit à un rythme satisfaisant, la recherche démographique de base est beaucoup plus lente. Il a donc été décidé que les gouvernements africains devraient orienter leurs études démographiques vers les questions de politique et de planification du développement

40. Les participants ont ensuite étudié la possibilité d'instaurer une coopération régionale pour combler les lacunes de l'analyse démographique et pour assurer la formation de personnel spécialisé. Ils ont estimé qu'il fallait continuer les services consultatifs, l'échange de renseignements et d'expériences en organisant des cycles d'étude et par d'autres moyens. Ils ont également suggéré de centraliser des échantillons de cartes perforées provenant des recensements de population et autres enquêtes démographiques, afin de centraliser la classification et les analyses des problèmes démographiques qui présentent un intérêt commun pour une région ou une sous-région. Pendant le Cycle d'étude, on a annoncé la création, dans un proche avenir, d'un centre démographique sous-régional au Caire. On s'occupe actuellement de créer un deuxième centre qui desservirait les pays africains anglophones. Le Cycle d'étude a insisté sur la nécessité d'ouvrir au plus tôt un centre de formation pour des stagiaires de pays africains francophones.

Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale

41. En application des résolutions 26(III) et 44(IV) de la Commission, les travaux se sont poursuivis sur l'étude des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale. Une étude sur les dépenses de l'Etat dans leurs rapports avec la discrimination raciale a été entreprise comme suite au rapport général présenté en 1962 à la Commission, à sa quatrième session, et, notamment, en réponse à la résolution 44(IV) qui réclamait des études détaillées sur les problèmes de la

discrimination raciale dans des secteurs d'importance aussi cruciale que ceux de l'investissement humain, du rythme d'expansion, du taux de croissance, de l'ampleur des marchés intérieurs, du développement des industries nationales, des structures de l'industrialisation, des dépenses de l'Etat et des mesures de sécurité sociale. Cette étude doit permettre de déceler les inégalités entre groupes ethniques qui se traduisent dans le budget des services sociaux par une différenciation fondée sur des raisons raciales; elle doit également déterminer les conséquences de cette inégalité sur l'équilibre du développement économique des pays en cause.

42. Le rassemblement des matériaux nécessaires à cette étude s'est révélé extrêmement ardu, d'autant plus qu'il n'existe aucune documentation appropriée qui soit immédiatement utilisable pour une analyse des conséquences de la discrimination raciale. Le secrétariat n'a donc pas été en mesure d'achever cette étude sous la forme prévue à l'origine en temps opportun pour la présente session.

43. Aux termes de la résolution 44(IV), la Commission avait en outre demandé au Secrétaire exécutif d'appeler l'attention des Membres des Nations Unies sur les répercussions économiques et sociales de ce grave problème et de diffuser les résultats des études qui sont ou seront entreprises sur cette question. Pour répondre à ce vœu, le secrétariat a pris les dispositions nécessaires pour publier, après révision, le premier rapport (E/CN.14/132) qui sera distribué aux pays membres.

Education

44. Une Conférence des ministres et directeurs africains de l'éducation a été organisée à Paris à la fin de mars 1962, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Commission économique pour l'Afrique. Le secrétariat avait participé à la préparation de documents pour cette conférence, ainsi qu'à d'autres activités entreprises à la suite de la conférence des Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, tenue à Addis-Abéba en mai 1961. En outre, des représentants de la Commission ont assisté à

une réunion d'experts sur l'enseignement secondaire dans les Etats arabes, organisée à Tunis en août 1962, ainsi qu'à la Conférence sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique, qui a eu lieu à Tananarive en septembre 1962. Des délibérations sont en cours avec l'UNESCO au sujet de nouvelles études sur les incidences sociales des programmes d'enseignement dans les pays africains et sur les moyens d'harmoniser ces programmes avec les plans généraux de développement.

Urbanisation

45. Un cycle d'étude sur l'urbanisation en Afrique a eu lieu du 26 avril au 5 mai 1962 à Addis-Abéba, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, de l'UNESCO et de l'OMS. L'organisation de ce Cycle d'étude a été l'aboutissement de près de deux années de travaux préparatoires, aux cours desquelles des missions ont été envoyées sur place et une masse considérable de documentation, en grande partie inédite, a été rassemblée au siège de la Commission où elle constitue d'ores et déjà le noyau d'un fonds commun de renseignements sur l'urbanisation. En janvier 1962, le Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire a donné des conseils pour l'organisation du Cycle d'étude qui a étudié le thème de l'urbanisation à sa première session tenue en février 1962.

46. Trente-trois gouvernements avaient envoyé des représentants, pour l'étude des problèmes urbains avec le personnel des organisations qui avaient préparé en commun le Cycle d'étude et avec 23 experts spécialement désignés pour la circonstance. Le secrétariat de la Commission a présenté cinq rapports d'intérêt général, illustrés d'un grand nombre de plans, de cartes, de graphiques et de schémas, pour la plupart inédits. Les aspects particuliers des problèmes urbains étaient traités dans une vingtaine de rapports présentés par des consultants et par les organisations qui avaient préparé la réunion.

47. Le Cycle d'étude a examiné toute une série de sujets; il a formulé un certain nombre de recommandations dont l'application doit certainement

contribuer à améliorer les conditions particulières aux villes d'Afrique. Il a recommandé, par exemple, que les gouvernements créent des centres spéciaux voués à l'étude et à la planification de la croissance des villes et qu'ils coordonnent à tous les échelons les activités et les services consacrés au développement urbain. Il a aussi recommandé que des recherches soient entreprises sur la démographie, les possibilités industrielles et la désorganisation sociale. Enfin il a affirmé qu'une planification minutieuse était essentielle pour que le développement des villes se déroule à l'avenir dans de meilleures conditions; les méthodes de planification, qui ont donné lieu à des discussions très approfondies, ont fait ensuite l'objet de diverses recommandations.

La situation sociale en Afrique

48. Le secrétariat a fait procéder dans deux pays à des enquêtes nationales sur les niveaux de vie. Ces enquêtes devaient analyser les données statistiques recueillies sur les niveaux de vie et fournir aux gouvernements des indications sur les méthodes qui permettent de développer cette documentation pour en dégager des principes directeurs applicables à la planification et à la programmation du développement social. Elles ont permis de constater qu'il existait une masse considérable de renseignements sur les différents éléments des niveaux de vie portant notamment sur l'éducation, la santé, l'alimentation et le logement, mais que toute cette documentation n'était nullement coordonnée si bien qu'il arrivait souvent qu'un service administratif ne soit pas au courant de ce qui existait dans un autre service.

49. Pour le rapport sur la situation sociale dans le monde, un chapitre consacré à l'Afrique a été rédigé par le personnel de la Section de recherche sociale du secrétariat. Les travaux préparatoires entrepris pour la rédaction de ce chapitre ont montré qu'il serait absolument indispensable que le secrétariat obtienne régulièrement des informations sur les tendances et les programmes d'ordre social pour pouvoir fonder ses recherches et son action pratique sur des assises aussi fermes que possible.

Développement communautaire

50. Le Programme de travail et priorités de la Commission pour 1962-1963 dans le domaine du développement communautaire se reflète dans la résolution 48(IV), adoptée par la Commission lors de sa 74e séance plénière le 28 février 1962, sur la recommandation des experts du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire. Le Comité permanent créé par la résolution 26(III) s'est réuni pour la première fois en février 1962.

51. En exécution du Programme de travail, un conseiller régional a entrepris au Maroc et en Nigéria un examen critique des activités des Nations Unies relevant de l'assistance technique, dans le domaine du développement communautaire. Cette étude porte sur le rôle que le développement communautaire peut jouer dans l'amélioration des communautés et le développement rural. Elle traite aussi de l'organisation et de la planification des programmes de développement communautaire et de leur intégration dans un plan général de développement.

52. Le Bureau de documentation sur le développement communautaire et la protection sociale a recueilli et diffusé à propos de l'Afrique une importante documentation sur le développement communautaire et la protection sociale et certains sujets connexes; il s'agit en particulier de publications des Nations Unies, de l'UNESCO, de l'OIT et de la FAO et de documents d'information communiqués par les divers pays sur leurs programmes nationaux de développement communautaire et de protection sociale.

53. Conformément à une recommandation du Cycle d'étude sur le logement à bon marché (activité qui s'inscrit dans le cadre des programmes de développement communautaire en Afrique) réuni à Tunis en octobre 1961, le secrétariat a entrepris en 1962 une enquête dans 11 pays d'Afrique sur les problèmes d'aménagement et de réaménagement des villages et des petites collectivités, en consacrant une attention toute particulière à l'auto-assistance (travaux de construction et d'aménagement à la charge des intéressés eux-mêmes). Le rapport a examiné particulièrement les aspects ruraux et urbains des programmes d'habitations à bon marché, qui portent sur la

technique et l'organisation, la contribution des efforts de la population à la construction des habitations et autres installations communautaires, la contribution des autres services et des pouvoirs publics.

54. La deuxième réunion du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire a eu lieu du 4 au 9 février à Léopoldville. Les experts invités à prendre part à la session ont examiné les rapports et documents établis par le secrétariat et par des consultants sur les activités et problèmes relatifs au développement communautaire, à la protection sociale et à l'urbanisation; ils ont conseillé le Secrétaire exécutif sur le programme de travaux à réaliser dans ces domaines.

Protection sociale

55. Un Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale a eu lieu à Abidjan du 11 au 21 avril 1962, conformément à un vœu exprimé par la Commission lors de sa troisième session. Les experts ont rédigé sur leurs délibérations un rapport, qui figure parmi les documents présentés à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/169).

56. Le Colloque a mis l'accent sur une de ses recommandations tendant à ce que les pouvoirs publics prennent en charge la planification et l'élaboration des programmes nationaux de protection sociale, en tenant compte des besoins et des aspirations des collectivités, comme du rôle que pourraient jouer des organisations bénévoles. Il a indiqué la grande importance qu'il attachait à la coordination des activités des pouvoirs publics et des organisations bénévoles.

57. Le Colloque d'experts a estimé nécessaire d'accorder la priorité à la formation du personnel, à tous les échelons, et il a approuvé sans réserve le projet qui prévoit l'organisation, pour le début de 1963, d'un cycle d'étude sur la formation du personnel des services sociaux.

58. Au cours de l'année, le secrétariat a entrepris la préparation de ce cycle d'étude en prenant des contacts avec les gouvernements et en se fondant sur les réponses à un questionnaire envoyé à tous les pays membres

en 1961 pour recueillir des renseignements sur l'organisation des services sociaux et sur les programmes de formation actuellement mis en oeuvre. Ces réponses ont fait l'objet d'une analyse dont le texte a été présenté comme document de travail au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, lors de sa deuxième réunion. Il a également été saisi d'un certain nombre d'autres documents de travail.

59. Le secrétariat a continué pendant toute l'année à collaborer étroitement avec les bureaux africains du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour des projets qui prévoient le concours de cette organisation en faveur des services de protection sociale. Au nombre de ces projets figure le projet-pilote de développement communautaire urbain entrepris au cours de l'année par la municipalité d'Addis-Abéba, à la suite de l'enquête sur la possibilité d'appliquer les techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique et de l'enquête sur les structures sociales d'Addis-Abéba réalisée par l'University College de la ville, avec le concours de la Commission. Le secrétariat a également fait bénéficier un certain nombre de gouvernements des services de conseillers sur l'organisation et l'administration des programmes de protection sociale.

DIVISION DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES ETUDES

Récapitulation et analyse des tendances actuelles

60. Deux numéros du Bulletin économique pour l'Afrique ont été publiés entre la quatrième et la cinquième session. Le numéro de juin 1962 (vol.II, no.2) comprend les versions révisées des documents suivants rédigés par le Groupe de travail sur le développement économique et social réuni en janvier 1962: Le développement économique en Afrique: objectifs et possibilités; La planification du développement économique en Afrique; Notes sur une méthode de planification générale en Afrique tropicale; Facteurs démographiques intéressant le développement social et économique en Afrique; Problèmes de planification du développement social en relation avec le développement économique; Aspects sociaux du développement économique. Ces articles sont précédés d'une introduction qui traite des principaux thèmes étudiés par le Groupe de travail.

61. Trois des documents cités ci-dessus (les deuxième, troisième et quatrième) ayant déjà fait l'objet d'une analyse dans le rapport de la quatrième session de la Commission (paragraphe 23, 24 et 45), on se bornera ici à consacrer quelques lignes aux trois autres. Le premier de ces articles: Le développement économique en Afrique: objectifs et possibilités, porte essentiellement sur une analyse comparative d'une quinzaine de pays d'Afrique, d'après certains indices relatifs à la structure de la production et des échanges, au niveau de l'infrastructure, au taux de formation de capital et enfin au rôle de l'Etat et à ses effets. Pour rendre les comparaisons plus significatives par référence aux étapes du développement économique, on a ajouté aux tableaux la structure de l'économie mexicaine en 1950, car on admet que le Mexique a atteint à cette période, la phase du démarrage.

62. Les deux articles sociaux, complémentaires l'un de l'autre, traitent de nombreux aspects de la planification du développement social dans ses rapports avec la planification du développement économique. Ils s'efforcent en particulier d'aborder le développement social plus particulièrement quantitatif, en examinant l'expérience acquise dans la mesure statistique et un certain nombre d'autres sujets, tels que le critère qui préside à la répartition des fonds publics affectés au développement social, le financement des programmes sociaux, la coordination du développement économique et du développement social, etc.

63. Le numéro de février 1962 du Bulletin économique pour l'Afrique (vol.III, no.1) a publié deux articles spéciaux qui portaient sur la situation de l'industrie et sur les perspectives d'industrialisation en Afrique. Comme pour les années précédentes, la première partie du Bulletin était consacrée à une analyse descriptive des éléments de l'évolution récente du commerce africain, fondée en partie sur le document E/CN.14/STC/2 présenté à la première réunion du Comité permanent du commerce.

64. Selon ce Bulletin, la conjoncture économique a été, en 1961, considérablement moins favorable que les années précédentes à l'expansion des échanges internationaux. En valeur, les exportations mondiales, dont le

taux de progression avait atteint près de 12 pour 100 en 1960, n'ont accusé en 1961 qu'un accroissement modéré, à peine supérieur à 4 pour 100. Les exportations des régions évoluées ont progressé à un rythme plus rapide que le total des exportations mondiales, alors que celles des pays sous-développés n'ont permis d'enregistrer pratiquement aucun progrès. Les exportations du continent africain se sont mieux comportées que celles de l'Amérique latine et de l'Asie du sud-est, encore que le taux de progression enregistré ait été radicalement plus faible que celui de l'année précédente (2 pour 100 seulement, contre 8 pour 100 en 1960). Pour les importations, les variations ont été plus frappantes encore, si l'on considère qu'en 1960 les importations africaines ont accusé une progression de 10 pour 100, alors que l'année 1961 a été marquée par un fléchissement caractérisé de la valeur totale des importations de la région. Le Bulletin signale que l'évolution défavorable qui a caractérisé la conjoncture commerciale du continent africain entre 1960 et 1961 s'explique surtout par des facteurs cycliques extérieurs, encore qu'il soit possible que certains facteurs intérieurs non périodiques aient contribué à ce fléchissement. Les tendances à long terme des prix pratiqués pour les principaux produits africains d'exportation restent extrêmement incertaines, si bien que, dans la structure économique actuelle, les augmentations de la production ne semblent pas devoir rapporter des avantages proportionnels au continent africain, sous forme d'entrées de devises étrangères. Le Bulletin contient un exposé plus détaillé des perspectives à court et à long terme des principaux produits africains d'exportation.

65. Dans le domaine des échanges internationaux, les travaux de la Commission se sont axés principalement sur la préparation et l'organisation de la première réunion du Comité permanent du commerce, créé en application de la résolution 28(III) approuvée par la troisième session de la Commission. On trouvera ci-après une relation succincte de la première session de ce Comité.

66. En dehors des travaux entrepris pour la première session du Comité permanent du commerce, les activités consacrées par le secrétariat aux

questions de commerce international comprenaient l'organisation de la réunion du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'ouest, qui fait l'objet d'un bref compte rendu au paragraphe 77 sur des consultations avec des fonctionnaires de divers pays et des experts au service de plusieurs organisations économiques internationales et sur la constitution d'une documentation. Pour ces activités, le secrétariat a bénéficié du précieux concours de la Commission économique pour l'Europe, du GATT, de la Chambre de commerce internationale et d'autres organismes. De même le secrétariat a bénéficié de l'assistance de consultants.

Comité permanent du commerce

67. Le Comité permanent du commerce s'est réuni pour la première fois du 12 au 20 septembre 1962 au siège de la Commission. Soixante deux participants et observateurs étaient présents, dont les représentants de 23 pays membres et membres associés, de neuf pays observateurs et de quatre organisations intergouvernementales. Le rapport de cette première réunion du Comité permanent du commerce a été présenté à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/174).

68. Au cours de cette première réunion, le Comité avait comme tâche primordiale de passer en revue les multiples aspects du vaste domaine du commerce et des problèmes de politique commerciale auxquels les pays d'Afrique ont à faire face, l'objectif étant de mettre sur pied une méthode commune de travail pour contrôler et coordonner les activités des organes subsidiaires du Comité et donner des instructions générales applicables aux travaux du secrétariat dans le domaine du commerce.

69. Les participants étaient saisis de 17 documents. Les trois principaux d'entre eux traitaient respectivement de l'évolution récente du commerce extérieur africain (E/CN.14/STC/2), de l'intégration européenne et de ses répercussions sur le commerce extérieur africain (E/CN.14/STC/4), et du commerce africain avec les économies planifiées (E/CN.14/STC/5).

70. L'ordre du jour de la première session comprenait trois points essentiels: relations commerciales des pays africains avec les autres continents,

échanges intra-africains et développement du commerce. On n'y a guère parlé des problèmes liés à la création d'une Communauté économique européenne, le Comité ayant admis que la question était à ce stade encore assez imprécise en raison des négociations en cours sur une nouvelle convention d'association et entre la Communauté économique européenne et le Royaume-Uni. Pour ce qui est du commerce proprement dit, l'intérêt des participants s'est concentré surtout sur les échanges intra-africains. A ce propos, le Comité a souligné qu'il faudrait rechercher les moyens de coordonner les projets et les programmes du Comité permanent du commerce, d'une part, et du groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, d'autre part.

71. Il est également ressorti des discussions que la question des échanges avec l'Asie soulevait plusieurs éventualités importantes et que l'on pouvait prévoir une progression rapide des exportations de la plupart des produits africains. Quant aux moyens de stimuler les échanges, un certain nombre de questions de caractère plus technique ont été soulevées: le commerce d'Etat, les conventions commerciales à long terme, les foires et expositions, les services d'information commerciale et les stages de formation sur les méthodes de stimulation des échanges. Le Comité a reconnu qu'il n'était guère probable que les possibilités offertes à l'expansion des échanges puissent se concrétiser automatiquement. Il a également examiné les problèmes de la stabilisation des produits de base. Pour la discussion de ce point de l'ordre du jour, il avait été saisi du rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205), qui est analysé au paragraphe 76. Le Comité a reconnu qu'il était essentiel de mettre fin à la tendance à la baisse que manifestent les prix des produits de base, en raison surtout du rôle important que jouent les exportations primaires dans le développement économique. Les participants ont estimé que la stabilisation des produits de base ne pourra être obtenue que sur le plan mondial et que les problèmes propres aux produits de base, dont le caractère est hautement technique, nécessitent une étude minutieuse de la part des organismes créés spécialement pour procéder à des études et à des consultations dans ce domaine.

72. ~~Après une discussion approfondie sur ces divers problèmes~~, le Comité permanent a recommandé:

- a) que le Secrétaire exécutif suive les travaux entrepris par les organismes internationaux pour déterminer les incidences des groupements régionaux sur les pays sous-développés, en suggérant d'autre part que l'on examine la possibilité d'instituer un comité spécial pour l'étude de ces problèmes;
- b) que le secrétariat continue à se tenir au courant de l'évolution du commerce avec les économies planifiées, en s'attachant particulièrement à l'expérience acquise par les pays africains;
- c) qu'il entreprenne une étude des échanges réciproques de l'Afrique et de l'Asie, en collaboration si possible avec la CEAEO;
- d) qu'à l'occasion de sa cinquième session, la Commission procède à la création d'un comité permanent des transports;
- e) que le secrétariat entreprenne une enquête sur les échanges intra-africains aussi bien dans le cadre du continent tout entier que dans le cadre des sous-régions;
- f) qu'il procède à des études sur le commerce d'Etat et sur les accords commerciaux à long terme, en se fondant sur les renseignements et les analyses fournis par ceux des gouvernements qui ont pu acquérir une expérience notable dans ces domaines;
- g) que les problèmes liés aux dispositions à prendre en vue de l'organisation d'une foire commerciale africaine fasse l'objet d'une étude et qu'à cette fin un groupe d'experts soit institué pour apporter son concours au secrétariat;
- h) que le Secrétaire exécutif prenne contact avec les gouvernements africains, afin que des dispositions opérantes soient prises pour permettre au secrétariat d'être régulièrement informé par les divers gouvernements eux-mêmes des événements importants intéressant leur commerce;

- i) que l'on distribue un questionnaire destiné à recueillir des renseignements sur les services d'information économique fonctionnant dans les pays d'Afrique;
- j) que l'on envisage la possibilité d'établir un programme de formation en cours d'emploi, à la Section du commerce extérieur de la Commission économique pour l'Afrique et d'organiser des stages de formation professionnelle à l'intention des petits commerçants;
- k) que le Secrétaire exécutif reste en contact étroit avec les organismes créés pour procéder à des études et à des consultations sur les problèmes des produits de base, afin de faire rapport à la prochaine session sur les événements marquants qui intéressent la stabilisation des produits de base;
- l) que la prochaine session du Comité permanent du commerce ait lieu entre le 15 novembre et le 16 décembre 1963 à Niamey (Niger).

73. Le secrétariat a pris des dispositions pour mettre en oeuvre ces recommandations. En particulier, il est entré en contact avec la Chambre de commerce internationale pour solliciter son concours dans la préparation d'une étude sur une éventuelle foire commerciale africaine; il a adressé des questionnaires aux gouvernements, en prévision de l'étude approfondie qu'il doit entreprendre sur les accords commerciaux et les accords de paiements à long terme en vigueur en Afrique; il a communiqué aux gouvernements une liste de publications et de périodiques commerciaux qui présentent un intérêt immédiat pour les pays d'Afrique, afin de faciliter la création ou l'amélioration de services nationaux d'information économique.

Aperçu du commerce extérieur

74. Trois numéros du bulletin intitulé Aperçu du commerce extérieur ont été publiés en 1962. La plus grande partie des renseignements qui figurent dans ce bulletin, tels que conclusion d'accords commerciaux et d'accords de paiements, modifications des tarifs et des contingents, réglementation

des devises, commercialisation des produits agricoles, création d'organismes de commerce d'Etat, étaient extraits des journaux et périodiques. Jusqu'ici, le secrétariat n'a pas accès aux sources qui ne font l'objet d'aucune publication. Il a fait une démarche auprès des gouvernements des pays membres et membres associés pour que ceux-ci désignent des correspondants permanents de ce bulletin dans tous les pays d'Afrique.

75. Chaque numéro de l'Aperçu du commerce extérieur contient un article d'actualité intéressant les gouvernements africains. Le premier numéro comprenait un article descriptif et circonstancié sur les entreprises importantes d'unification économique tentées en 1961 parmi les pays d'Afrique, qui ont abouti par exemple à l'institution de l'OAMCE, du Groupe de Casablanca et du Groupe de Monrovia. Le deuxième numéro passait en revue un certain nombre des réalisations les plus importantes intervenues dans le domaine des tarifs entre 1960 et 1962. Quant au troisième numéro, il présentait une récapitulation statistique des courants d'échanges intra-africains.

Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base

76. Dans sa résolution 25(III), la Commission économique pour l'Afrique priait le Secrétaire exécutif de convoquer une réunion des pays africains de production primaire pour l'examen de la situation des produits agricoles d'exportation qui les intéressent le plus. La documentation rassemblée pour cette réunion, organisée en coopération avec la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et avec l'aide du Département des affaires économiques et sociales du Siège, se composait d'un document sur les offices nationaux de commercialisation et les fonds de stabilisation des cours des pays africains ainsi que d'un certain nombre de monographies sur des produits de base. Des invitations avaient été adressées à 20 pays membres et membres associés. Dix-sept d'entre eux étaient représentés à cette Réunion, à laquelle participaient en outre les représentants de trois gouvernements observateurs et de trois organisations intergouvernementales. Les délibérations ont porté sur les mesures de stabilisation des produits de base susceptibles d'être prises simultanément sur les plans national,

international, sous-régional et régional. Les participants ont passé en revue les mesures nationales de stabilisation effectivement en vigueur; ils ont en outre procédé à un examen critique des mesures internationales relatives aux produits qui peuvent présenter de l'intérêt pour les pays d'Afrique. Ils ont étudié d'autre part les possibilités d'une action commune des pays d'Afrique dans les domaines de la production et de la commercialisation. La principale des conclusions énoncées dans le rapport, soumis à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/205), est qu'il faut aborder sur le plan mondial les problèmes que les pays africains ont à résoudre au sujet des produits de base.

Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest

77. Le Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale, qui s'est réuni à Dakar (Sénégal) en 1961 sous les auspices du Comité permanent du commerce, avait recommandé qu'un petit groupe d'experts entreprenne une étude approfondie du trafic de transit en Afrique de l'ouest. Ce Groupe d'experts s'est réuni à Accra en décembre 1962. La documentation se composait d'une étude du secrétariat sur les problèmes du transit douanier des marchandises en Afrique de l'ouest, ainsi que d'études présentées par les experts. Passant en revue les arrangements en vigueur pour le transit dans la sous-région et étudiant les problèmes à résoudre dans ce domaine, le Groupe d'experts a adopté des recommandations sur:

- a) la liberté de transit,
- b) l'extension du système de déclaration sommaire des marchandises,
- c) un modèle de déclaration-soumission pour le transit,
- d) les changements administratifs désirables en matière de cautionnements douaniers,
- e) les entrepôts,
- f) l'adoption et la mise en application d'une convention TIR. La Commission a été saisie du rapport du Groupe d'experts (E/CN.14/206).

Un marché commun africain

78. Le Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, qui s'est réuni en décembre 1962, a fortement recommandé que le Secrétaire exécutif soit prié d'accélérer la préparation des études de base sur les problèmes et mesures qu'implique la création d'un marché commun africain, dans un cadre régional et sous-régional. Le sujet lui-même n'était certes pas nouveau pour le secrétariat mais c'était la première fois qu'une recommandation de ce genre est formulée aussi explicitement. Cette recommandation a été approuvée par la Commission, à sa cinquième session; son application nécessitera un important travail supplémentaire étalé sur plusieurs années, comparable à celui qu'a entrepris le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine pour la création d'un marché commun de l'Amérique latine.

79. Il convient cependant de souligner que plusieurs projets déjà menés à bien par le secrétariat ou sur le point de l'être peuvent être considérés comme des éléments de ce travail préparatoire. On peut citer à titre d'exemple certaines réalisations dans le domaine des échanges africains, notamment le Groupe de travail des douanes convoqué en 1961 ou le Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest, réuni en décembre 1962. Il en est de même de diverses études et, notamment, celles qui ont trait aux grands aspects des problèmes liés au développement des échanges intra-africains à l'échelon sous-régional et panafricain (projet 12-01 du Programme de travail et priorités pour 1963-1964). Ces exemples, auxquels il faut ajouter quelques autres projets relatifs au commerce, à l'industrie et aux transports, etc. montrent que le secrétariat, devançant les événements, avait déjà pris l'initiative de travaux qui devaient logiquement l'amener aux grandes questions liées à l'éventuel établissement d'un marché commun africain.

DIVISION DE L'INDUSTRIE, DES TRANSPORTS
ET DES RESSOURCES NATURELLES

80. On se rappellera que l'an dernier cette Division était encore embryonnaire. Des mesures énergiques ont été prises pour étoffer ses effectifs et

établir un programme détaillé de travail vers la fin de 1961, mais le Directeur de la Division n'était pas libre et n'a pu assumer des fonctions permanentes avant mai 1962. La préoccupation dominante, au cours de toute cette année, a été le recrutement du personnel qui a été renforcé par des consultants à court terme et par du personnel d'autres bureaux des Nations Unies prêté pour de brèves périodes. Des progrès notables ont été réalisés et la situation se présente ainsi à l'heure actuelle: pour tous les postes prévus dans la Division, au tableau des effectifs autorisés pour 1963, les nouveaux fonctionnaires ont pris leurs fonctions, ont été nommés et doivent arriver prochainement ou ont vu leur nomination recommandée. Sept conseillers régionaux fournis par la Direction des opérations d'assistance technique seront attachés à la Division au début ou dans le courant de 1963 et l'on doit encore faire appel à quelques spécialistes consultants à court terme. Il y a donc lieu de penser que l'effectif autorisé pour 1963 sera complet vers le milieu de cette même année.

Industrie

81. A sa quatrième session, la Commission a adopté pour l'industrie un programme de travail étendu, encore qu'assez général dans ses termes; elle a également décidé de créer un Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles. Comme la Commission entendait donner un caractère éminemment prioritaire à son travail dans ce secteur, il a été décidé de fixer à décembre 1962 la première réunion du Comité. La Section de l'industrie a concentré ses efforts sur la préparation d'une étude préliminaire de base à l'intention du Comité intitulée Développement industriel en Afrique - situation et perspectives (E/CN.14/INR/1). Cette étude visait principalement à faire le point des tendances générales de l'industrialisation pendant la dernière décennie, ainsi qu'à appeler l'attention du Comité sur les possibilités énormes et concrètes d'expansion industrielle de l'Afrique au cours des dix prochaines années; en second lieu, elle devait permettre de dégager les grandes lignes d'un programme de travail détaillé pour le secrétariat de la commission.

82. Cette étude révèle que de larges possibilités de substitution des importations s'offrent à presque tous les pays africains, notamment grâce à une transformation plus poussée de produits agricoles bruts, ainsi que d'autres matières premières et minéraux, pour augmenter la valeur unitaire des exportations. Cependant les efforts ont été délibérément orientés sur la possibilité de lancer dès maintenant toute une série d'industries stratégiques modernes. Comme les marchés de la plupart des pays africains sont de dimensions limitées et nécessitent des investissements considérables, on n'a cessé de souligner la nécessité d'une coopération sous-régionale pour créer ou agrandir de telles industries. Après deux chapitres d'introduction sur la situation économique en Afrique et la situation actuelle de la croissance industrielle, visant notamment à prouver que l'on pouvait compter objectivement sur la possibilité de réduire, en un temps relativement court, l'écart entre les niveaux actuels d'industrialisation des pays africains et ceux des pays de l'Europe occidentale par exemple, l'étude offrait un premier examen de l'état actuel de la planification industrielle en Afrique. La partie centrale du document se composait d'études préliminaires sur les réalisations récentes et les perspectives d'expansion dans quelques grandes industries choisies: sidérurgie, métaux non-ferreux, construction mécanique et électrique, produits chimiques et engrais, textiles.

83. Faute d'atteindre le quorum requis, le Comité s'est constitué en Groupe de travail plénier, qui a constitué un sous-groupe de travail des ressources naturelles dont il sera question plus loin. Le Comité s'est rallié sans réticences aux vues fondamentales du secrétariat et il a adopté un programme de travail de grande envergure pour l'industrie et les ressources. Des projets permanents, dont l'exécution s'est poursuivie dans interruption pendant toute l'année dernière, portent sur l'établissement d'un inventaire des industries africaines et le rassemblement de données statistiques destinées à la publication. On a beaucoup insisté sur la nécessité de développer la recherche industrielle, l'enseignement technique et la formation à tous les niveaux, en collaboration avec le

Centre de développement industriel des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées. Les principaux éléments du programme devront consister en des enquêtes sur les possibilités de coopération sous-régionale en vue d'une intégration équilibrée des plans de développement industriel en une série d'études plus poussées traitant des possibilités de création d'industries stratégiques modernes sur une base sous-régionale, partout où ce sera possible.

84. Plusieurs autres documents plus courts ont été établis à l'intention du Comité, la plupart d'entre eux émanant d'institutions spécialisées qui y exposent leurs programmes de travail dans le domaine de l'industrie et des ressources naturelles. Les représentants de ces institutions ont joué un rôle considérable au cours des échanges de vues, qu'il s'agisse du Commissaire au développement industriel des Nations Unies ou du Directeur de la Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat de la Commission économique pour l'Europe. Leur participation à la réunion témoignait de l'expansion et de l'intégration croissantes du programme de développement industriel qui intéresse toute la famille des Nations Unies.

Transport

85. Pendant l'année, le secrétariat a beaucoup progressé dans le rassemblement des données, statistiques et autres, sur les transports par mer, air, route et rail. En application de la résolution 60(IV), un économiste spécialisé dans les questions de transport et un ingénieur du génie civil se sont rendus dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest pour y étudier l'action à entreprendre dans le domaine des transports quand le bureau sous-régional de la Commission à Niamey sera installé. Ils ont recueilli une abondante documentation en vue d'une étude de base destinée à déterminer l'équilibre nécessaire qui doit être maintenu entre les diverses formes de transport pour que l'on puisse opérer une coordination efficace non seulement entre modes de transport mais aussi entre pays et faciliter ainsi une harmonieuse expansion des transports.

86. La Section des transports a consacré une grande partie de son temps à la préparation d'une Conférence sur les problèmes de transport de l'Afrique de l'est, qui s'est réunie à Addis-Abéba du 29 octobre au 9 novembre 1962 où elle a été suivie par de nombreux représentants, tant des gouvernements que des organisations internationales. Neuf documents et documents de travail avaient été préparés par le secrétariat pour cette Conférence et d'autres études ont été soumises à l'examen des délégués au cours de la réunion. La Conférence avait essentiellement pour tâche d'étudier les problèmes de trafic sous-régional et le contrôle du trafic, la nécessité d'une coordination des divers modes de transport et les dispositions à prendre pour créer un réseau sous-régional de routes à grande circulation. Trois groupes de travail spéciaux réunis pendant la Conférence ont présenté une série de recommandations adoptées par la suite, qui portaient sur la politique à adopter en matière de transports, sur les aspects techniques des transports, ainsi que sur l'aviation civile et le tourisme. Un programme de travail considérable portant sur les problèmes de transport de la sous-région a été adopté.

87. Le document E/CN.14/194 donne un compte rendu plus complet des autres activités réalisées dans le domaine des transports au cours de l'année 1962. On y verra que l'élaboration d'un programme plus vaste et les moyens de le mettre en oeuvre ont longuement retenu l'attention de la Conférence.

Energie et ressources naturelles

88. Les préparatifs d'une Réunion sur l'énergie électrique, qui doit avoir lieu à Addis-Abéba du 21 au 31 octobre 1963, sont déjà fort avancés. Cette réunion a principalement pour objet de faciliter les contacts entre fonctionnaires et experts qui ont à connaître des problèmes d'énergie, et particulièrement d'énergie électrique en Afrique, de faciliter des échanges de vues sur les ressources énergétiques de l'Afrique et leur degré d'utilisation; d'évaluer l'accroissement prévisible de la demande d'énergie électrique ainsi que les moyens d'y faire face; de fournir des documents de caractère méthodologique et économique propres à faciliter la résolution

des problèmes d'intérêt commun qui se posent dans certains pays. On peut s'attendre qu'un programme permanent d'action dans ce domaine sera entrepris; on procédera ensuite à un examen plus détaillé d'autres problèmes relatifs à l'énergie en général et à l'énergie électrique.

89. Les préparatifs de la Conférence cartographique des Nations Unies pour l'Afrique sont eux aussi très avancés; cette Conférence aura lieu à Nairobi en juillet 1963. Les travaux sur les ressources minérales et hydrauliques en sont encore à leurs débuts, car la Section énergie et ressources naturelles, dont des diverses unités s'occuperont de l'énergie, des ressources minérales, des ressources hydrauliques et de l'hydrologie et de la cartographie, ne fait que se constituer. Un programme de travail, détaillé et à long terme, sur les minéraux et sur les ressources hydrauliques et l'hydrologie, a été élaboré d'après les suggestions émises par le secrétariat et par le sous-groupe de travail du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, adoptées ultérieurement par le Groupe de travail plénier. Il est particulièrement nécessaire de maintenir dans ces domaines une coopération aussi étroite que possible entre les organisations internationales et autres organismes intéressés, la Commission jouant de plus en plus le rôle d'agent de coordination.

Habitat, construction et urbanisme

90. Une Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique a été organisée du 9 au 18 janvier 1963, conformément aux termes de la résolution 53(IV); elle avait pour objectif de permettre des échanges de vues sur la situation actuelle de l'habitat, de définir les grands problèmes et les conditions nécessaires de leur solution; de suggérer des moyens de formuler et d'appliquer des politiques nationales de l'habitat; de recommander lors de la cinquième session un programme de travail et des arrangements permanents, dans le cadre de la Commission pour l'examen des problèmes de logement et autres problèmes connexes.

91. Une enquête préliminaire sur l'habitat en Afrique - problèmes et politiques (E/CN.14/HOUPA/3) a été préparée et soumise à l'examen de cette Réunion. Elle est en grande partie fondée sur les renseignements que les fonctionnaires de la Commission économique pour l'Europe et du Département des affaires économiques et sociales ont recueillis sur place dans divers pays africains. Le secrétariat a soumis à la Réunion pour examen prioritaire des suggestions relatives à un éventuel programme de travail à long terme sur l'habitat, la construction et l'urbanisme.

92. Une Section de l'habitat, de la construction et de l'urbanisme, est maintenant créée au sein de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles; elle travaillera en étroite liaison avec la Division du développement économique et social qui s'occupe des aspects sociologiques de l'habitat et de la contribution que les mesures de développement communautaire apportent aux activités d'autoconstruction.

DIVISION MIXTE CEA-FAO DE L'AGRICULTURE

Progrès et réalisations dans le domaine de l'agriculture

93. Grâce à l'amélioration de la situation des effectifs du secrétariat et aux possibilités d'obtenir sur place des renseignements de base, quelques progrès ont été enregistrés dans le rassemblement systématique d'une documentation sur la situation de l'agriculture dans les pays de la région. La Division a entrepris des études de base sur un certain nombre des pays les plus importants et elle a commencé d'établir des archives qui rassemblent les renseignements courants. Ces archives constitueront pour la région une source de documentation qui pourra être utilisée pour la préparation des visites à effectuer dans les divers pays et aussi comme base pour déterminer les différentes contributions à l'enquête économique à long terme sur l'Afrique dont la préparation est en cours pour 1963-1964. Dans le domaine des produits agricoles qui présentent un intérêt spécial pour l'Afrique, la Division continue à recueillir des renseignements sur les tendances actuelles de la production, du commerce et des prix. Un fonctionnaire de la Division a été détaché pendant trois mois à Rome auprès

de la Division des produits de la FAO, afin d'acquérir l'expérience des méthodes de cette Organisation, connaître les sources où elle puise ses renseignements et assurer une meilleure coordination dans ce domaine.

94. La documentation préparée par la Division comprend un certain nombre de brèves communications destinées à la cinquième session, qui portent en particulier sur le cheptel (E/CN.14/198), le crédit agricole (E/CN.14/200) et l'irrigation (E/CN.14/201); des contacts ont été pris avec la FAO à Rome pour que celle-ci fournisse des documents sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture (E/CN.14/181), sur l'utilisation des excédents agricoles (E/CN.14/195), la lutte contre le criquet pèlerin (E/CN.14/199) et les tendances de la production du bois en Afrique (E/CN.14/197). En outre, la Division a préparé en mai 1962 des documents destinés au centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique; ces documents traitent des bases économiques, des problèmes de crédit dans la réforme agraire et de la commercialisation, des rapports entre le crédit et les services de vulgarisation, enfin de la place du crédit agricole dans les plans nationaux. La Division a préparé des notes sur les produits pour le Bulletin économique pour l'Afrique (E/CN.14/202). L'année écoulée a été marquée par une nouvelle réalisation: la publication du Bulletin de l'économie agricole en Afrique. Ce Bulletin doit paraître deux ou trois fois par an. Le premier numéro est sorti en septembre 1962 et le numéro 2 en janvier 1963.

95. En relation avec les programmes de développement et la planification agricole, la Division continue de recueillir des renseignements sur les programmes de développement agricoles des différents pays. Plusieurs de ses fonctionnaires ont prêté leur concours à la préparation du chapitre agricole du plan de développement de l'Ethiopie pour 1962-1967, en travaillant auprès du Comité de planification et des Sous-Comités de commercialisation et de sylviculture; ils ont également contribué à la rédaction du projet de ce plan. Un fonctionnaire de la Division a participé à la première Conférence de la FAO sur la planification du développement agricole dans la région africaine qui a eu lieu à Tunis en novembre 1962.

96. Dans le cours de l'année, la principale entreprise où il soit question de facteurs qui favorisent le passage des exploitants agricoles dans le secteur monétaire a été le Centre de perfectionnement du crédit agricole, organisé conjointement par la Commission et la FAO en mai 1962; son rapport a été soumis à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/200). La Division mixte de l'agriculture a fourni le directeur, le secrétaire et le secrétaire adjoint de ce centre, a communiqué les documents mentionnés au paragraphe 94, a dirigé les débats sur un certain nombre de points de l'ordre du jour et a contribué à la rédaction du rapport. Le secrétariat, en collaboration avec la FAO, a entrepris de préparer la création d'un centre mixte de développement consacré aux politiques agraires pour l'Afrique occidentale, qui complètera le centre analogue organisé en 1960 pour l'Afrique de l'est et du centre. Il est prévu d'organiser au Sierra Leone en 1963 le centre de l'Afrique de l'ouest. Un autre projet d'amélioration du rendement commercial des producteurs africains est né de la résolution 56(IV) de la Commission, qui demandait la préparation d'une réunion consacrée à la production animale. Comme le précise le document E/CN.14/198, les dispositions préliminaires prises pour convoquer un petit groupe d'experts en 1962 ont été suspendues, après réception d'une note de la FAO qui propose d'insérer, sous les auspices de la Commission, les aspects économiques et sociaux de la production animale à l'ordre du jour d'une conférence de développement consacrée à la production et à la santé animales, prévue pour 1963. L'ordre du jour et les documents de cette conférence sont en cours de préparation. Un autre facteur important qui intervient dans l'augmentation du rendement agricole a été étudié pendant l'année; il s'agit de l'irrigation. Un consultant a visité un certain nombre de pays du nord et de l'est de l'Afrique pour étudier les éléments économiques et sociaux associés aux projets d'irrigation en cours d'exécution. Un rapport préliminaire a été présenté à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/201); le rapport définitif sera communiqué prochainement aux gouvernements.

97. L'étude sur les perspectives du marché du bois en Afrique se poursuit par l'intermédiaire d'un consultant qui travaille en liaison étroite avec le siège de la FAO. Cette étude doit permettre de déterminer le niveau actuel de la consommation des produits forestiers dans les pays d'Afrique et le niveau prévu en 1975, puis en l'an 2000; les chiffres ainsi obtenus pourront servir de base aux programmes d'exploitation des forêts. Un rapport a été présenté à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/197). En 1961, des questionnaires d'ordre général ont été établis; ils seront distribués aux gouvernements, auxquels ils serviront de guide pour l'organisation de leurs enquêtes. Dans quelques cas, les résultats des enquêtes sont déjà disponibles et l'on travaille à les rassembler. La Division envoie dans certaines zones des fonctionnaires chargés de jouer le rôle de conseillers; des experts internationaux prêtent leur concours sur place aux services forestiers qu'assistent également les services nationaux de statistique. L'enquête dure plus longtemps qu'on ne l'avait prévu en raison du caractère complexe des problèmes qui se posent, mais on pense recueillir des résultats partiels en 1963 au plus tard. La résolution 46(IV) a souligné l'importance de cette enquête et de l'établissement d'un inventaire du capital forestier. Elle a aussi réclamé que l'on aborde la question sur le plan sous-régional, en particulier, en prévoyant des conférences sous-régionales. Le document E/CN.14/197/Add.1 contient une liste des réunions prévues pour un proche avenir, qui traiteront de ces questions.

Répartition et consommation des produits agricoles

98. La Division poursuit l'examen, par produit, des tendances qui caractérisent le niveau et la destination des exportations agricoles.

99. L'enquête sur le cheptel entreprise en Ethiopie en 1961 a été menée à bien; ses résultats serviront à guider les éventuels fournisseurs de bétail pour l'exportation. Un document d'ordre général, établi par un consultant de la Commission, indique les méthodes applicables aux enquêtes sur le cheptel dans les zones semi-nomades; sa communication aux gouvernements est en cours.

100. La Division a participé activement à la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base, tenue à Lagos du 30 juillet au 6 août 1962, en application de la résolution 25(III). Des renseignements sur cette Réunion sont donnés au paragraphe 76. La Division avait préalablement recueilli des renseignements techniques sur les offices nationaux de commercialisation et sur les caisses de stabilisation des prix existants dans les pays d'Afrique; ces renseignements ont servi de base à l'un des principaux documents soumis pour discussion. Elle avait pris des dispositions avec la FAO pour la préparation d'une série d'études sur les produits de base, tels que les noix palmistes, l'huile de palme, le coton, le café, le cacao, le sisal et le caoutchouc. En collaboration avec la FAO, un fonctionnaire de la Division a préparé une étude sur l'arachide et l'huile d'arachide et un autre a joué le rôle de secrétaire de la réunion.

101. Avec la collaboration de la Section de commercialisation de la FAO, la Division procède aussi au rassemblement et à l'analyse des renseignements relatifs aux offices de commercialisation et autres organisations apparentées, pour la préparation d'un manuel consacré à l'organisation des offices de commercialisation et à leurs opérations. A ce sujet, des membres du secrétariat se sont rendus au Kenya, en Somalie, au Tanganyika, en Ouganda, au Nyassaland et en Rhodésie du Sud.

102. La Division n'a entrepris aucune nouvelle activité directe sur les niveaux de la consommation alimentaire mais un de ses fonctionnaires a participé à des missions de prospection envoyées en République de Somalie et au Tanganyika en août et en septembre 1962, sous les auspices du Programme alimentaire mondial. A la suite de ces missions, deux projets pilotes de développement économique et social fondés en particulier sur une assistance alimentaire ont été proposés pour la Somalie, et un autre projet analogue pour le Tanganyika^{2/}.

^{2/} Le Programme alimentaire mondial; rapport sur l'utilisation des excédents alimentaires, (E/CN.14/195).

Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture

103. Dans le domaine de l'agriculture, l'assistance fournie aux pays d'Afrique dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et avec l'aide du Fonds spécial, est administrée par le siège de la FAO. Au titre du projet 34-01, la Division mixte de l'agriculture est consultée sur les programmes et projets envisagés. Des experts de la FAO spécialistes de la planification et de la commercialisation de la production agricole dans les pays d'Afrique sont rattachés à la Division; des rapports sont échangés avec les bureaux régionaux de la FAO établis à Accra et au Caire.

104. Le présent rapport a déjà traité de l'assistance directe fournie au Gouvernement éthiopien pour la préparation du chapitre de son plan quinquennal consacré à l'agriculture et pour la mise en oeuvre d'enquêtes sur le cheptel dans le sud du pays. La Division a eu des entretiens et des échanges de correspondance avec le Gouvernement du Tanganyika sur la réorganisation des offices de commercialisation des produits agricoles, et avec le Gouvernement du Kenya à propos d'une étude des débouchés dans la région de l'Océan Indien. Une étude sur les possibilités qu'offre la faune sauvage, du point de vue notamment du tourisme et de la production de viande, devait être entreprise en collaboration avec l'East African Institute of Social Research mais n'a pas encore débuté car il est difficile de trouver un expert qualifié pour cette tâche. Il a déjà été question du projet d'assistance à la République de Somalie et au Tanganyika au titre du Programme mondial de l'alimentation. La Division a fourni des renseignements sur les produits de base et sur les problèmes de commercialisation à diverses administrations du Gouvernement éthiopien.

105. Au sein du secrétariat, la Division reste constamment en liaison très étroite avec le Service de coordination de l'assistance technique.

STATISTIQUES

106. En août 1962, la Section de statistique du secrétariat a été réorganisée et érigée en Division, qui comprend désormais deux Sections composées chacune de plusieurs services. Cette transformation avait été rendue

nécessaire par le développement ininterrompu, en étendue et en profondeur, des activités statistiques de la Commission. Une de ces deux Sections s'occupe actuellement de la coordination des statistiques économiques et sociales courantes, l'autre Section se consacrant aux problèmes liés au développement des statistiques et à l'assistance technique correspondante dans la région, notamment du service consultatif régional. Ces remaniements ont permis de préparer un programme de travail qui prévoit entre la Commission et la DOAT de l'ONU d'une part et les gouvernements africains d'autre part, une collaboration pour la solution des problèmes administratifs de ces derniers. De plus, comme certains problèmes se posent aussi à d'autres régions, il se pourrait que certains projets interrégionaux soient mis en oeuvre, et les connaissances et suggestions pratiques dégagées à cette occasion seraient d'une grande utilité pour l'Afrique.

107. L'objectif essentiel de la Division est d'apporter son concours aux divers pays d'Afrique afin d'intensifier le développement de leurs statistiques jusqu'au point où ils seront en mesure d'appliquer les techniques de la planification du développement et où ils disposeront de données statistiques suffisantes pour qu'ils puissent prendre des décisions de politique générale dans le domaine du développement économique et social. Une note sur le développement des statistiques a été soumise à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/219). Avec ces objectifs en vue, la Division édifie progressivement un appareil dont les rouages seront les suivants: a) des services consultatifs régionaux; b) une participation active aux interventions d'assistance technique des Nations Unies en Afrique et c) l'organisation de consultations permanentes avec les pays d'Afrique. Dernier point, qui n'est pas le moins important, la Division dirige un programme intensif d'activités de formation professionnelle, qui fait l'objet d'une analyse particulière^{3/}.

^{3/} Voir les paragraphes 128 et 129 ci-après et le document E/CN.14/224.

Services consultatifs régionaux

108. Ces services, qui ont vu le jour il y a moins de deux ans, ont démarré assez lentement mais leur activité s'est accélérée considérablement pendant l'année écoulée. Elle consiste à mettre à la disposition des gouvernements africains, dans des délais relativement courts, des services consultatifs assumés par des experts détachés pour des périodes de courte durée, spécialisés dans les divers aspects particuliers des statistiques. Ces services consultatifs sont destinés à compléter les affectations normales de longue durée des experts de l'assistance technique et à satisfaire à des besoins particuliers, dans les cas où ces affectations sont impossibles ou ne se prêtent pas aux circonstances. Ces services reposent sur une équipe comprenant trois fonctionnaires résidents et cinq conseillers régionaux nommés au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies. Pendant l'année, ce personnel a été envoyé dans 13 pays de la région, au titre d'une vingtaine d'affectations de durées diverses allant d'une quinzaine de jours à plusieurs mois et parfois plus. Ces experts ont fourni des conseils sur des questions relatives aux recensements démographiques, à l'enregistrement des événements de l'état civil, à la comptabilité nationale, à la comptabilité publique, aux statistiques du commerce extérieur, aux ménages, à la main-d'oeuvre, aux enquêtes par sondage à buts multiples et autres. En certains endroits, on leur a demandé d'examiner les programmes nationaux de statistique et les besoins d'assistance technique. Trois des conseillers régionaux ont participé à l'enseignement donné dans les centres de formation professionnelle organisés en Afrique sous les auspices des Nations Unies.

Participation aux activités d'assistance technique

109. Outre les visites faites périodiquement dans les pays d'Afrique par les conseillers régionaux, le secrétariat a mis en oeuvre pendant l'année un large programme de visites (intéressant plus de 30 pays) auquel plusieurs membres de son personnel permanent ont été affectés; ces visites avaient pour objet la détermination des besoins d'assistance technique des divers pays et la mise au point des programmes nationaux pour 1963-1964. Confor-

mément à l'accord conclu avec le Bureau de statistique et la Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies, le secrétariat de la Commission a assumé pour la première fois l'an dernier une responsabilité accrue en donnant des instructions aux experts statisticiens affectés au service de pays africains au titre du programme d'assistance technique. En 1962, environ 25 experts ont reçu des instructions de fonctionnaires du secrétariat, à l'occasion soit de visites au siège de la Commission, soit de rencontres ailleurs. Pour que cette nouvelle méthode donne les meilleurs résultats, le secrétariat est resté en contact par correspondance, avec ces experts et a suivi régulièrement leurs rapports de situation. On considère que cette nouvelle méthode permettra aux experts d'acquérir une base plus solide pour assurer leurs fonctions et accroître la valeur des services qu'ils rendent, en même temps qu'elle renforcera les possibilités offertes à la Commission de collaborer avec les pays où ils sont affectés.

Consultations sous-régionales

110. Conformément à une recommandation de la deuxième Conférence des statisticiens africains, le secrétariat, depuis la dernière session de la Commission, a engagé des consultations avec les chefs des services de statistique des pays appartenant aux sous-régions ouest, nord et est de l'Afrique. Ces consultations avaient pour objet d'assurer la coordination des programmes de formation des statisticiens et des assistants techniques et de permettre un échange de renseignements destinés à faire connaître les réalisations récentes en matière de statistiques. La Commission a été saisie d'une note sur ces consultations (E/CN.14/220) à sa cinquième session.

Collaboration dans le dépouillement mécanographique des données statistiques

111. On s'est particulièrement intéressé à la coopération dans le dépouillement mécanographique des données statistiques. La Division de la statistique met au point les deux projets qui figurent au programme de tra-

vail de la Commission sous la référence 41-03. Elle a prêté son concours au gouvernement d'un pays et elle se propose maintenant de mettre les services de l'atelier de mécanographie de la Commission à la disposition d'autres pays pour le dépouillement des données chiffrées relatives au commerce extérieur et aux résultats de diverses enquêtes. D'autre part, le secrétariat suit de très près les progrès techniques enregistrés pour les machines électroniques de dépouillement des données statistiques et il travaille à un rapport sur les applications de ces machines qui pourraient présenter un intérêt pour les pays d'Afrique. Ce rapport doit être soumis à la troisième Conférence des statisticiens africains.

Réalisations en matière de normalisation et d'échanges
de renseignements statistiques

112. En 1962, le bulletin Informations statistiques a été publié, tous les trois mois, en dépit de difficultés techniques dues à l'insuffisance des possibilités d'impression.

113. Le secrétariat travaille à la rédaction de manuels consacrés aux méthodes à appliquer pour résoudre les problèmes que posent les recensements et les registres d'état civil, dans les conditions particulières à l'Afrique; ces manuels doivent être présentés à la troisième Conférence des statisticiens africains. Faute de personnel spécialisé, il a dû ajourner la rédaction de manuels exposant les méthodes à appliquer pour les enquêtes sur les ménages et pour la comptabilité nationale.

114. Un Colloque sur les statistiques industrielles, organisé sous les auspices de la Commission et du Bureau de statistique des Nations Unies, a eu lieu du 18 au 27 juillet 1962 à Addis-Abéba. Les participants, au nombre de 18, représentaient 14 pays qui travaillent sur le secteur des statistiques industrielles. Ce Colloque avait été organisé pour susciter l'occasion d'un échange de connaissances empiriques sur les objectifs, la teneur et les méthodes des enquêtes de portée générale qui sont organisées à des intervalles variables, sur le secteur industriel de l'économie. Le rapport de ce Colloque a été présenté à la Commission, à sa cinquième

session (E/CN.14/173). Les participants se sont occupés des enquêtes de portée générale qu'organiseront les pays de la région dans le cadre du Programme mondial de statistiques industrielles de base prévu pour 1963, ainsi qu'à l'adaptation aux conditions particulières à l'Afrique des recommandations de la Commission de statistique pour les enquêtes de ce genre.

115. En septembre 1962, un groupe d'experts s'est réuni pendant 10 jours à Addis-Abéba pour examiner un système intermédiaire de comptabilité nationale adapté aux besoins internes des pays d'Afrique, et destiné spécialement au développement et à la planification. Les travaux correspondants, dont la nature relève encore largement de la recherche, ont contribué dans une notable mesure à mettre en lumière la nécessité d'obtenir des renseignements statistiques pour pouvoir exécuter les travaux de planification. Le rapport de ce groupe d'étude a été présenté à la Commission à sa cinquième session (E/CN.14/221).

116. Toutes les réunions consacrées depuis 1959 aux statistiques et aux affaires économiques ont permis au secrétariat d'acquérir, auprès des pays africains, une expérience directe de la progression des statistiques par rapport aux techniques de planification. Il convient de mentionner que la question des besoins en matière de statistique a suscité des discussions animées entre les statisticiens et les experts en planification (Groupe de travail sur le développement économique et social, janvier 1961, et Groupe de travail des planificateurs, octobre 1962). Le moment est venu de résumer et diffuser l'expérience ainsi acquise et ce pourrait être un des principaux sujets de discussion lors de la troisième Conférence des statisticiens africains. Le document E/CN.14/219, présenté à la Commission à sa cinquième session, constitue un premier essai de définition de ce problème.

Publications statistiques

117. Deux annexes statistiques ont été incorporées au Bulletin économique pour l'Afrique. En outre, à la suite des recommandations pressantes de la

Commission, un progrès d'importance majeure a été enregistré dans la publication des statistiques du commerce extérieur:

- La série A donne l'orientation des échanges entre les pays africains. Trois numéros ont été publiés en 1962: décembre 1961, juin 1962 et décembre 1962.
- La série B donne une classification détaillée, à entrées multiples, des importations et des exportations, par groupes de produits et par pays d'origine ou de destination. Les chiffres, exprimés en dollars des Etats-Unis, sont établis selon une nomenclature uniforme (CTCI révisée), ce qui permet une analyse approfondie des échanges africains. Une série comprenant deux brochures a été publiée sur les statistiques commerciales de 1960 et une autre sur les statistiques de 1961. L'aire géographique qu'englobe la série B sera progressivement élargie en 1963. Enfin, un numéro spécial consacré aux échanges intra-africains, a été publié pour les années 1960 et 1961.

118. Un nouveau service a été créé pour dépouiller les données relatives aux statistiques industrielles. Le secrétariat espère que cette nouvelle fonction pourra progresser de pair avec les besoins croissants de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles.

119. Enfin, l'établissement de la série consacrée à la comptabilité nationale progresse pour 15 pays conformément aux instructions formulées par le Groupe de travail de la comptabilité nationale. Les travaux correspondants seront publiés en 1963 et 1964 en plusieurs brochures, en même temps que le manuel consacré aux statistiques démographiques.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

120. En application de la résolution 1709(XVI) de l'Assemblée générale sur la décentralisation des travaux économiques et sociaux des Nations Unies et le renforcement des commissions économiques régionales, des dispositions ont été prises au début de 1962, en vue de la création au sein de la Commission économique pour l'Afrique d'un Service d'administration publique.

121. Le Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains, dont le rapport a été soumis à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/180), a eu pour origine le projet Ol-11 adopté par la Commission à sa troisième session et qui prévoyait l'étude de certains des problèmes administratifs les plus urgents qui se posent aux gouvernements africains. Un conseiller, qui a pris ses fonctions à la Commission le 1er juillet 1962, a été immédiatement affecté à l'organisation du Cycle d'étude qui a eu lieu du 2 au 11 octobre 1962. Auparavant, dès le mois d'avril, un autre expert au service du Gouvernement éthiopien avait été détaché à temps partiel auprès de la Commission, pour établir les plans préliminaires de ce Cycle d'étude.

122. Le rapport de ce Cycle d'étude constitue pour les gouvernements africains, la Commission et le Département des affaires économiques et sociales au Siège, un guide qui peut être utilisé pour la recherche de solutions aux problèmes administratifs les plus urgents qui se posent aux gouvernements africains.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Institut africain de développement économique et de planification

123. A la suite de l'impulsion communiquée par la Commission à ce projet lors de sa quatrième session, les progrès enregistrés ont été rapides. En mai et juin 1962, le secrétariat a pris des contacts préliminaires avec les gouvernements du Sénégal et de la République Arabe Unie en vue de la préparation de la première session du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification. Cette réunion a eu lieu au mois de juin 1962 à Dakar et son rapport a été présenté à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/172). Ainsi qu'il ressort de ce document, le Comité a donné au secrétariat des instructions précises sur le programme des activités de l'institut, sur l'échelonnement de ces activités et sur la préparation d'une première évaluation des problèmes financiers qui se poseront. Le groupe d'experts dont parle la résolution 58(IV) s'est également réuni en même temps que le Comité et a

établi un programme préliminaire des études applicables aux principales matières que l'institut doit enseigner (voir Annexe I du rapport ci-dessus).

124. Sur la base du rapport établi par le Comité, le secrétariat a préparé un projet de budget pour l'institut, qu'il a envoyé aux six pays représentés au Comité en même temps que le texte d'une requête sollicitant l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies. Ce projet a été ratifié d'abord par le Gouvernement sénégalais en octobre 1962, puis par les autres pays d'Afrique. Selon le calendrier des travaux établi par le Comité des Six, l'institut, dont le siège sera Dakar, pourrait commencer à enseigner les principales matières de son programme en octobre 1963 mais il faut pour cela que le Fonds spécial des Nations Unies approuve le projet, lors de la session de son Conseil d'administration en mai 1963.

125. Des dispositions sont prises activement pour faciliter la mise en train de cet institut. En novembre et décembre 1962, des fonctionnaires de la Commission et un fonctionnaire de l'UNESCO ont visité un certain nombre de pays d'Afrique afin de procéder à une présélection des étudiants appelés à suivre les premiers cours. Cette mission était destinée à permettre au secrétariat d'affecter le crédit de 60.000 dollars mis à la disposition de l'institut au titre du budget de l'assistance technique de 1962 pour l'octroi de bourses d'études. En outre, un certain nombre de chargés de cours ont été engagés pour constituer une équipe de "démarrage"; ils auront à préparer les matériaux sur lesquels l'institut fondera son enseignement.

126. Le secrétariat a brièvement examiné à trois reprises (juin, juillet et décembre 1962) avec l'OIT, l'UNESCO et l'OMS, les problèmes de coordination avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Il espère que des fonctionnaires de ces organisations participeront en 1963 au rassemblement préliminaire des matériaux destinés à l'enseignement de l'institut.

127. Un rapport consacré aux progrès réalisés sur la voie de la création de l'institut a été présenté à la Commission à sa cinquième session (E/CN.14/203). Des propositions sur le statut de l'institut et les questions financières figurent également dans ce rapport.

Formation des statisticiens

128. Au cours de l'année écoulée, la formation des statisticiens a continué à figurer au nombre des projets les plus importants inscrits au programme de travail du secrétariat. La nécessité des programmes de formation intensive aux disciplines statistiques procède actuellement de l'obligation urgente de remplacer le personnel expatrié par un personnel national dans les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance, de la pénurie généralisée d'agents des échelons intermédiaires dans la plupart des pays d'Afrique et des besoins nouveaux qu'implique le développement rapide des organes statistiques. Pour répondre au moins en partie, à ces besoins, les Nations Unies, avec la collaboration des Gouvernements du Cameroun, de l'Ethiopie et du Ghana, ont créé, l'an dernier, trois centres de formation à plein temps du personnel des échelons intermédiaires, établis et fonctionnant respectivement à Yaoundé, Addis-Abéba et Achimota; soixante-cinq stagiaires sont inscrits à ces trois centres; ils viennent de 16 pays du nord, de l'est, de l'ouest et du sud de l'Afrique. En outre, par la fourniture de personnel et de bourses d'études, les Nations Unies ont prêté leur concours au Gouvernement de la Côte-d'Ivoire pour la création à Abidjan d'un autre centre de formation des statisticiens des échelons intermédiaires. Seize stagiaires supplémentaires, représentant cinq pays, y sont inscrits. Ainsi, pendant l'année scolaire en cours, plus de 80 élèves poursuivent des études auprès de ces quatre centres. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que deux centres établis avec l'assistance des Nations Unies fonctionnent à l'échelon national, à Lagos (Nigeria) et à Dar-es-Salaam (Tanganyika).

129. Quant à la formation des statisticiens des échelons supérieurs, l'ONU continue à fournir son appui à l'institut marocain de statistique de Rabat, dont l'enseignement dure deux ans. Pour l'année scolaire 1962-1963, les étudiants inscrits sont au nombre de 80. En outre, le secrétariat encourage l'enseignement des disciplines statistiques dans plusieurs collèges et instituts africains et accorde son appui à cet effet; il augmente les crédits prévus pour l'octroi de bourses à cet échelon. Il espère ainsi que la formation de statisticiens dans le cadre de l'université fera des progrès très rapides.

Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains
en sciences économiques

130. Le deuxième cours d'été consacré à l'enseignement des disciplines du développement économique aux étudiants africains, organisé conjointement par la Commission et l'AID des Etats-Unis, a eu lieu du 18 juillet au 31 août à Addis-Abéba (Ethiopie). Ce stage répondait à un vœu de la résolution 17(II) de la Commission, sur laquelle repose le projet permanent 61-04 du programme de travail et de priorités pour l'exercice 1962-1963. La Commission avait examiné cette question au titre du point 12 de l'ordre du jour de sa quatrième session. Ce cours a pour objectifs principaux: d'enseigner intensivement les sciences économiques dans leur rapport avec le développement; de familiariser les étudiants avec les similitudes et les diversités des problèmes auxquels les pays d'Afrique ont à faire face dans les efforts qu'ils consacrent à leur développement économique; enfin d'offrir à des étudiants africains de différentes nationalités la possibilité de procéder ensemble à l'examen de leurs problèmes.
131. Trente étudiants africains représentant 14 pays ont participé à ce cours. Leur niveau universitaire était comparable, dans l'ensemble, à celui des étudiants qui fréquentent les universités européennes ou américaines.
132. Le programme des cours comprenait cinq matières fondamentales: économie du développement, planification et programmation, aspects monétaires, financiers et internationaux du développement économique, problèmes structurels et régionaux, économie agricole. Les étudiants devaient chaque semaine assister à 15 heures de cours également réparties en conférence et discussions. En dehors des quatre professeurs chargés de l'enseignement, neuf fonctionnaires du secrétariat ont donné des conférences qui traitaient des aspects particuliers du développement économique de l'Afrique.

Cours de formation en pratique commerciale organisés
conjointement par la Commission et le GATT

133. Avec l'aide financière de la Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies et l'appui du secrétariat de la Commission,

Le secrétariat du GATT a organisé en 1962, deux cours sur le commerce extérieur et la pratique commerciale en Afrique; l'un s'adressait aux fonctionnaires de langue française de l'Afrique Occidentale et Equatoriale et l'autre était offert aux fonctionnaires de langue anglaise par les gouvernements des Etats et territoires d'Afrique Orientale. Le premier cours a eu lieu à Dakar et il a été suivi par 18 participants de huit pays, tandis que le second était suivi à Dar-es-Salaam par 15 participants de sept pays.

134. Ces cours, d'une durée de trois semaines, visaient surtout à favoriser des échanges de vues à la fois sur les divers aspects de la politique commerciale et sur des problèmes commerciaux pratiques propres au pays où le cours avait lieu. Le programme comprenait donc des activités théoriques et pratiques mais les problèmes étaient envisagés en fonction de situations concrètes et de faits, et l'on avait prévu des déplacements et des entretiens avec des personnes qui s'occupaient effectivement de la production et de la commercialisation de produits destinés à l'exportation.

Stage de formation de spécialistes en politique
de développement communautaire

135. Conformément à l'une des recommandations essentielles du Cycle d'étude sur le développement communautaire, qui s'est déroulé à Addis-Abéba en septembre 1959, et dans le cadre des projets hautement prioritaires inscrits au Programme de travail pour 1962-1963, le second stage de formation de spécialistes en politique de développement communautaire a eu lieu à Tunis du 26 novembre au 21 décembre 1962. Ce stage était organisé en premier lieu pour les pays arabes du nord de l'Afrique, de langue tant anglaise que française, mais des spécialistes d'Ethiopie et de Somalie y ont également pris part. Il groupait au total vingt-trois participants. Comme le stage précédemment organisé à Dakar en novembre 1961 pour les pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale, ce stage était consacré à la formation de spécialistes du développement communautaire de rang administratif élevé appelés à jouer le rôle de conseillers, de directeurs ou de

planificateurs dans leurs propres pays, conformément au souhait exprimé par les Etats membres de la Commission qui voient dans le développement communautaire un des moyens les plus propres à stimuler les individus et à les intégrer toujours davantage dans la vie nationale. Un troisième stage de formation est prévu en 1963 pour les ressortissants de l'Afrique de l'est.

Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes
dans les pays d'Afrique occidentale d'expression anglaise

136. Pour donner suite à une recommandation du groupe de travail des douanes d'Afrique Occidentale, réuni à Dakar, en octobre 1961, le secrétariat s'est chargé d'organiser un cours de formation pour les fonctionnaires des douanes, dans les pays d'expression anglaise de l'Afrique de l'ouest qui a eu lieu à Lagos (Nigéria) du 2 octobre au 24 novembre 1962. L'on espère qu'il sera le premier d'une série de cours du même genre destinés à accroître et entretenir l'efficacité des fonctionnaires subalternes des administrations douanières, et par conséquent faciliter les relations commerciales entre pays de la sous-région, susciter un esprit sous-régional chez ces fonctionnaires et en même temps encourager les fonctionnaires de pays voisins à collaborer entre eux.

137. Dix-sept stagiaires de quatre pays d'Afrique de l'ouest ont suivi ce cours, dont la plupart occupaient dans leurs administrations nationales des postes de responsabilité. Ils avaient généralement une formation universitaire qui leur permettait de bénéficier d'un cours de niveau supérieur.

138. Le programme du cours de formation portait sur l'ensemble des activités douanières. Il débutait par une vue générale du problème pour toute l'Afrique de l'ouest, les sujets d'étude étant la géographie économique, les problèmes d'administration douanière intéressant la sous-région et les accords bilatéraux entre pays voisins sur les questions douanières. Les étudiants ont ensuite abordé d'autres sujets techniques du domaine douanier: politique de taxation, nomenclatures douanières, législation, organisation, régimes divers, questions financières, technologie et mesures contre la

contrebande. Les exposés étaient coupés d'échanges de vues, d'examens critiques et de démonstrations pratiques sur le terrain. Enfin, à la demande de la Nigéria, pays hôte, on avait incorporé dans le programme une brève section sur les techniques modernes de gestion.

139. Le directeur du cours avait été désigné par le secrétariat, qui s'était aussi chargé d'une partie des activités pédagogiques et du travail administratif. La responsabilité des activités pédagogiques restantes était assumée par des fonctionnaires du pays hôte. Un rapport plus détaillé a été soumis à la Commission, à sa cinquième session (E/CN.14/226).

Formation en cours de service

140. Pendant la période 1962-1963, on a pris de nouvelles dispositions pour faire bénéficier des économistes africains d'une formation en cours de service au sein de l'Organisation des Nations Unies. En plus du programme principal de formation d'économistes africains au Siège des Nations Unies, le Secrétaire exécutif a pris les mesures nécessaires pour que trois stagiaires soient attachés à la Commission économique pour l'Europe pendant l'année 1962; en outre, il a inauguré au siège de la Commission un programme de formation en cours de service au titre duquel deux stagiaires acquièrent actuellement une précieuse expérience pour leur activité future.

141. Des plans précis ont été établis pour une extension considérable de ce programme. Fait important, un fonctionnaire à plein temps responsable du service de formation des cadres a été attaché au cabinet du Secrétaire exécutif. On compte aussi, dès le début du programme de formation de 1963-1964, sur une aide financière octroyée par la Direction des opérations d'assistance technique pour faciliter l'expansion prévue du programme. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe et celui de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient se sont déclarés prêts à accueillir un plus grand nombre de stagiaires de la région africaine pendant l'an prochain. En conséquence, le Secrétaire exécutif a invité les gouvernements membres et membres associés à désigner des candidats à cette formation en cours d'emploi, soit au siège de la Commission, soit à la Commission économique pour l'Europe, soit à la CEAEO.

C. Relations avec les institutions spécialisées
et d'autres organisations

Organisation internationale du Travail (OIT)

142. L'organisation internationale du Travail a apporté une contribution précieuse au secrétariat. Elle a notamment aidé dans une large mesure le conseiller régional de la Commission sur les questions de politique sociale, lors de la rédaction d'un chapitre sur les conditions sociales en Afrique destiné au rapport sur la situation sociale dans le monde de 1963. Le statisticien régional de l'OIT en Afrique a rendu visite au secrétariat afin de coordonner des politiques et des programmes de travail communs avec la Division des statistiques; il a également donné des cours sur les statistiques de la main-d'oeuvre aux centres de formation statistique d'Addis-Abéba et d'Achimota, au Ghana. La Commission et l'OIT ont organisé conjointement un Cycle d'étude sur l'urbanisation, qui a eu lieu à Addis-Abéba du 25 avril au 5 mai 1962; l'OIT a assisté en tant qu'observateur à la réunion du Groupe de travail plénier du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification, à celle du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique et au Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture (FAO)

143. Le secrétariat entretient d'étroites relations de travail avec la FAO, par l'intermédiaire de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, créée en 1959 conformément à l'accord intervenu entre le Secrétaire exécutif et le Directeur général de la FAO. Cette collaboration a revêtu des formes diverses. La FAO et la Commission ont décidé d'organiser conjointement un centre d'étude sur le développement du crédit agricole, qui a eu lieu à Addis-Abéba en mai 1962. La Division mixte était également représentée à la première réunion de la FAO sur le développement de la

planification agricole en Afrique, qui s'est tenue à Tunis en novembre 1962. La FAO a rédigé pour la cinquième session de la Commission, des documents sur la situation alimentaire et agricole en Afrique (E/CN.14/181) et sur la lutte contre le criquet pèlerin (E/CN.14/199).

144. Les deux organisations ont pris conjointement des dispositions pour fixer la rémunération et les frais de voyage d'un consultant chargé d'étudier les aspects économiques et sociaux de projets d'irrigation en Afrique. Au siège de la FAO, un consultant de la Commission se consacre en collaboration avec la Division des forêts et produits forestiers de la FAO, à l'étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique (Projet 31-10). La Division des produits de la FAO a contribué à l'élaboration de plusieurs études de produits, destinées à la réunion sur la stabilisation des prix qui s'est tenue à Lagos en 1962.

145. Le spécialiste du développement rural affecté auprès de la Division mixte en 1961 pour étudier les questions relatives au crédit rural et à la vulgarisation a été transféré au cours de l'année; il doit toutefois être remplacé prochainement par un autre fonctionnaire spécialiste de ces questions. En 1962, la FAO a créé dans la Division mixte un poste permanent de spécialiste de la commercialisation.

146. La Commission est restée en contact avec les bureaux régionaux de la FAO pour l'Afrique et le Proche-Orient. Le Directeur de la Division mixte de l'agriculture a assisté à des réunions organisées à Rome, en janvier 1962, pour donner des instructions aux représentants de la FAO dans divers pays.

147. La collaboration s'est poursuivie entre la Commission et la FAO dans le domaine des statistiques agricoles. Le statisticien régional de la FAO pour l'Afrique, qui travaille au siège de la Commission a donné des cours au centre de formation statistique du secrétariat à Addis-Abéba. Les conseillers régionaux sur les questions de statistiques nommés respectivement par la Commission et la FAO entretiennent d'étroites relations de travail pour l'organisation des missions et la fourniture directe de

services consultatifs. Des négociations ont eu lieu entre la Commission et la FAO pour organiser conjointement, en 1963, une réunion consacrée à des enquêtes sur la consommation alimentaire.

148. Les statisticiens de l'assistance technique détachés par la FAO auprès des gouvernements africains collaborent également aux enquêtes sur le terrain effectuées pour l'étude des tendances et des perspectives du bois qui comprend des sondages individuels dans les ménages.

149. Le 22 juin 1962, la FAO a convoqué à Tunis la première session de la Commission de statistiques agricoles pour l'Afrique à laquelle la Commission a envoyé un observateur. Cette Commission a un caractère permanent. Elle pose donc des problèmes de coordination afin d'éviter des chevauchements d'activités et des doubles emplois avec la Conférence des statisticiens africains. La Division des statistiques de la FAO et le secrétariat étudient la solution de ce problème. Les résultats de leurs discussions seront communiqués à la Commission, à sa sixième session.

150. La FAO a été représentée à un certain nombre de réunions organisées par la Commission et notamment à celle du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale, organisée à Abidjan du 11 au 20 avril 1962 par le Service du développement communautaire et de la protection sociale de la Commission, au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, organisés au Caire en octobre-novembre 1962, à la réunion du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles et au Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains; elle a également pris part aux discussions sur la création d'un institut africain de développement économique et de planification.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture (UNESCO)

151. La Commission a entretenu d'étroites relations de travail avec l'UNESCO. Elles ont organisé, conjointement une Conférence des ministres

africains de l'éducation, qui s'est tenue à Paris en mars 1962. Depuis lors, cette collaboration s'est poursuivie pour la mise en oeuvre des mesures préconisées par la Conférence en question. L'UNESCO a également été associée à l'organisation du Cycle d'étude sur l'urbanisation, qui a eu lieu en mai 1962 et a assisté à un certain nombre de réunions de la Commission notamment à celles du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification, du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains et du Cycle d'étude du Caire sur les problèmes de population en Afrique. L'UNESCO a également détaché du personnel de mission pour enseigner dans les centres de formation statistique de la Commission.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

152. L'OACI a envoyé un représentant au Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains, qui s'est tenu à Addis-Abéba du 2 au 11 octobre 1962. Elle a également envoyé un représentant à la Conférence des transports d'Afrique orientale qui a eu lieu à Addis-Abéba du 29 octobre au 9 novembre 1962.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

153. Des représentants de la Commission et de l'OMS ont examiné en détail la possibilité de prévoir des consultations afin d'organiser une enquête sur les cas de tuberculose à Addis-Abéba et d'exploiter les données statistiques qui en découleraient. Ils ont pris toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le statisticien régional de l'OMS pour le Proche-Orient est venu à Addis-Abéba pour des consultations et il a donné des cours au centre de formation statistique. L'OMS a non seulement participé à l'organisation du Cycle d'étude sur l'urbanisation qui a eu lieu en avril mais a également apporté une contribution aux réunions suivantes auxquelles elle a assisté: Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale, réunions du Comité

permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification, du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles et du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement
(BIRD) et Banque interaméricaine de développement

154. Le Comité des Neuf chargé de l'établissement d'une banque africaine de développement et créé en vertu de la résolution 52(IV), a reçu une aide utile de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de la Banque interaméricaine de développement. Un fonctionnaire, détaché par la BIRD, a collaboré, comme consultant, aux travaux relatifs à la création de la banque, et des fonctionnaires de la Banque interaméricaine de développement ont participé en qualité d'observateurs à la première session du Comité et à la seconde session du Sous-Comité. L'un des groupes créé par le Comité pour procéder à des délibérations avec les gouvernements et les institutions de pays non africains, a organisé des entretiens avec des fonctionnaires de la BIRD et de la Banque interaméricaine de développement, lors de sa visite à Washington D.C.

AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

155. Le secrétariat a collaboré étroitement avec le FISE en assistant un certain nombre de pays dans la planification et la formulation de projets de protection sociale pour lesquels le FISE fournit une assistance. De son côté, le FISE a envoyé des représentants à la réunion, à Abidjan, du Groupe d'experts de la Commission sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale.

Fonds spécial

156. Les relations de travail avec le Fonds spécial ont consisté essentiellement à évaluer des projets de financement régional présentés par le Fonds spécial et à présenter des observations à leur sujet.

Programme alimentaire mondial (PAM)

157. La Commission a commencé à participer au Programme alimentaire mondial en août 1962, date à laquelle un membre de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture s'est joint à une mission chargée d'examiner en République de Somalie et au Tanganyika quels projets particuliers permettraient d'utiliser les excédents alimentaires afin de développer l'économie, d'améliorer le niveau de nutrition des populations et de distribuer des secours d'urgence. Le document E/CN.14/195 contient des détails supplémentaires sur les travaux du PAM.

Organisations intergouvernementales

158. Conformément au paragraphe 13 de son mandat, la Commission s'est maintenue en liaison étroite avec la Conférence des Etats indépendants d'Afrique, le Comité économique de la Ligue des Etats arabes et la Commission de coopération technique en Afrique (CCTA) ainsi qu'avec l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) à l'échelon des secrétariats. Les relations de travail entre la Commission de coopération technique en Afrique (CCTA) et l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) se sont développées de façon notable. De plus en plus, des représentants des gouvernements de ces organisations et des représentants du secrétariat de la Commission assistent aux réunions convoquées par l'une ou par l'autre de ces organisations. De hauts fonctionnaires des secrétariats examinent à fond les moyens d'éviter tout double emploi éventuel et de collaborer de façon efficace à l'exécution des programmes de travail du secrétariat, de la CCTA et de l'OAMCE. Une réunion entre le Secrétaire exécutif et les secrétaires généraux de la CCTA et de l'OAMCE, qui doit avoir lieu dans un proche avenir, permettra sans doute d'adopter de nouvelles mesures de collaboration et de coordination. Il convient de noter que si l'on veut que la collaboration entre la Commission et les autres organisations intergouvernementales soit vraiment efficace, il ne suffit pas que leurs secrétariats poursuivent des relations étroites de travail; il faut aussi que les gouvernements membres fassent résolument des efforts dans ce sens.

Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ICITO/GATT)

159. Avec l'assistance du secrétariat du GATT, deux cours de formation sur les questions de commerce extérieur et de politique commerciale ont été organisés en 1962, l'un à Dakar pour les fonctionnaires d'expression française, l'autre à Dar-es-Salaam pour ceux d'expression anglaise. Le secrétariat du GATT a également rédigé un document analysant la formation sur les questions de politique commerciale, à l'intention de la première session du Comité permanent du commerce.

Communauté économique européenne (CEE)

160. Une collaboration de plus en plus étroite s'est instaurée au cours de l'année entre le secrétariat de la Commission et le personnel de la Communauté économique européenne, en raison de l'intérêt croissant que suscite l'influence de la Communauté sur le développement économique et le commerce africains. Le secrétariat et la Communauté ont également collaboré à des programmes de formation destinés à des économistes et à des statisticiens africains.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Chambre de commerce internationale

161. La Chambre de commerce internationale a rédigé l'un des documents d'information à l'intention de la première session du Comité permanent du commerce, qui expose les problèmes d'actualités soulevés par les foires et les expositions commerciales internationales.

Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV)

162. L'UIV a envoyé un représentant au Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains qui a eu lieu à Addis-Abéba du 2 au 11 octobre 1962.

PARTIE II

CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION

A. Participation aux séances et organisations des travaux

SEANCE D'OUVERTURE

163. La cinquième session s'est ouverte le 18 février 1963 au Palais de la Nation à Léopoldville, Congo, par un message de Son Excellence M. Kasa-Vubu, Président de la République, un message de U Thant, Secrétaire général des Nations Unies, une déclaration de M. Philippe de Seynes, Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, et une déclaration de M. R. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission.

MEMBRES ET PARTICIPANTS AUX SEANCES

164. Des représentants des membres de la Commission énumérés ci-après, ont participé aux travaux de la session : Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Dahomey, Ethiopie, Espagne, France, Gabon, Ghana, Guinée, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Arabe Unie, République Centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tanganyika, Tchad, Togo et Tunisie. La côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Portugal et la République Sud-Africaine n'étaient pas représentés.

165. Parmi les membres associés, le Bassoutoland, le Betchouanaland, la Gambie, le Kenya et Zanzibar étaient représentés. La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et le Swaziland n'étaient pas représentés.

166. Des représentants des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unie énumérés ci-après, qui ne sont pas membres de la Commission, ont assisté à la cinquième session : Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Hongrie, Israel, Japon, Liban, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques Socialistes Soviétiques et Yougoslavie. Des

représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Hongrie, de l'Inde, d'Israël, du Liban, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS et de la Yougoslavie ont participé aux débats, conformément au paragraphe 10 du mandat de la Commission.

167. Des observateurs de la République fédérale d'Allemagne et de la Confédération Helvétique étaient présents.

168. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, les institutions spécialisées suivantes étaient représentées à la session: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Union internationale des télécommunications (UIT). Un représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a également assisté à la session.

169. Le Bureau de l'assistance technique (BAT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) étaient aussi représentés à la session.

170. Des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes: Commission de coopération technique en Afrique (CCTA), Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) étaient présents, conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission.

171. Conformément au paragraphe 14 du mandat de la Commission, les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées: Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des syndicats chrétiens, Fédération syndicale mondiale, Organisation internationale des employeurs, Union catholique internationale de service social, Conseil international des femmes, Fédération routière internationale, Union internationale des transports routiers, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Fédération mondiale des anciens combattants, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Fédération internationale des femmes juristes.

172. La liste des représentants et observateurs figure à l'annexe I du présent rapport.

POUVOIRS

173. Les pouvoirs des représentants ont été examinés par le Président et le Vice-Président, conformément à l'article 13 du règlement intérieur, et trouvés en bonne et due forme.

ELECTION DU BUREAU

174. Conformément à l'article 14 de son règlement intérieur, la Commission a élu son bureau le 19 février 1963, à sa 83e séance. A l'unanimité, elle a élu Président M. Jacques Massa, Congo (Léopoldville), premier Vice-Président et Président du Comité des questions économiques M. Paul Bomani (Tanganyika) et deuxième Vice-Président et Président du Comité des questions sociales et des questions diverses M. Louis Kandé (Sénégal).

ORGANISATION DES TRAVAUX

175. Conformément à la procédure adoptée lors des trois précédentes sessions de la Commission, un Comité composé des représentants des membres et membres associés a été convoqué pour examiner le projet de programme de travail qui serait présenté à la cinquième session. Ce Comité a tenu sa première séance le mercredi 13 février au Palais de la Nation à Léopoldville. Il a tenu en tout six séances et a terminé ses travaux le 16 février. M. Doukkali Ahmed (Maroc) a été élu Président à l'unanimité et M. Jean-Pierre Simba (Congo, Léopoldville) Vice-Président. Les conclusions auxquelles le Comité a abouti sont énoncées dans le rapport qu'il a adopté à sa dernière séance (E/CN.14/231).

176. Conformément aux dispositions de la résolution 62(IV), la Commission a institué deux Comité pléniers : le Comité économique et le Comité social, qui ont examiné les points de l'ordre du jour indiqués au paragraphe 179.

Le premier Vice-Président et le deuxième Vice-Président de la cinquième session ont cumulé les fonctions de Président du Comité économique et de Président du Comité social respectivement. Le Comité économique

a élu M. Lissouba (Congo-Brazzaville) aux fonctions de Vice-Président et M. Doukkali (Maroc) aux fonctions de rapporteur. Il a également élu son propre Comité de rédaction dont ont été membres le Congo (Brazzaville), le Dahomey, le Kenya et Zanzibar, Madagascar, le Maroc et la Nigéria. Le Comité social a élu M. Aidi (Algérie) à la Vice-Présidence et M. Wright (Sierra Leone) aux fonctions de rapporteur. Son Comité de rédaction a été constitué comme suit : Ghana, Niger, Sénégal, Soudan et Tchad. La présidence en a été confiée au rapporteur (Sierra Leone). Le Comité économique et le Comité social ont soumis à la Commission des rapports de leurs débats et les recommandations incorporées dans ces rapports; les rapports et les recommandations approuvées par la Commission ont été repris dans le présent rapport de la cinquième session dont ils sont partie intégrante.

177. A sa 91e séance, la Commission, sur la proposition du Président, a accepté de composer comme suit le Comité de rédaction des séances de Commission : Algérie, Congo (Léopoldville), Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya et Zanzibar, Libéria, Mali, Maroc, Nigéria, République Arabe Unie, Sénégal, Tanganyika et Tunisie. Pour que les membres du Comité de rédaction ne se trouvent pas surchargés, il a été décidé que le quorum du Comité de rédaction serait constitué par cinq membres.

B. Ordre du jour

178. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire révisé préparé par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/176/Rev.2). Après un échange de vues au cours duquel quelques amendements ont été présentés, elle a à sa 83e séance, adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Discours d'ouverture.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux de la session (E/CN.14/185)
5. Membres et membres associés de la Commission :

a) Accueil des nouveaux membres :

- b) E/CN.14/178 - Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 42(IV);
- c) E/CN.14/183 - Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution recommandés par la Commission à sa quatrième session.

6. Situation et tendances économiques et sociales en Afrique :

- a) E/CN.14/179 et Corr.1 (anglais seulement) et Corr.2 et Add.1 - Rapport du Secrétaire exécutif sur les travaux du secrétariat entre la quatrième et la cinquième session de la Commission;
- b) E/CN.14/202 et Corr.1 - Bulletin économique pour l'Afrique, vol. III, n°.1, partie A : tendances économiques actuelles ;
- c) E/CN.14/181 et Corr.1 - La situation alimentaire et agricole en Afrique.

7. Institut africain de développement économique et de planification :

- a) E/CN.14/172 - Rapport de la première réunion du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification;
- b) E/CN.14/203 - Rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de l'institut africain de développement et de planification.

8. Banque africaine de développement :

- E/CN.14/204 et Add.1 - Rapport sur les progrès vers la création d'une banque africaine de développement.

9. Développement économique et social :

- a) Aspects généraux des principes et de la programmation du développement :
 - i) E/CN.14/171 - Bulletin économique pour l'Afrique, vol. II, no 2;
 - ii) E/CN.14/202 - Bulletin économique pour l'Afrique, vol. III, no 1, Partie B;
 - iii) E/CN.14/182 - Rapport de la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale;
- b) Administration publique :
 - E/CN.14/180 - Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains;
- c) Aspects sociaux du développement économique, du développement communautaire et de la protection sociale :

- i) E/CN.14/186 - Rapport du Cycle d'étude des Nations Unies sur les problèmes de population en Afrique;
 - ii) E/CN.14/187 et Corr.1 (français seulement) et Add.1 - Rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur les travaux de sa deuxième session;
 - iii) E/CN.14/188 - Rapport sur les activités du développement communautaire de la Commission économique pour l'Afrique en 1962;
 - iv) E/CN.14/169 - Rapport du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale;
 - v) E/CN.14/189 et Corr.1 (anglais seulement) - Les dépenses publiques et la discrimination raciale;
 - vi) Z/CN.14/208 - Développement de l'enseignement en Afrique - Mise en oeuvre du plan d'Addis-Abéba;
- d) Logement, urbanisme et urbanisation :
- i) E/CN.14/170 et Add.1 - Rapport du Cycle d'étude sur l'urbanisation en Afrique;
 - ii) E/CN.14/191 - Rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique;
- e) Ressources industrielles et développement industriel :
- E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1 - Rapport du Groupe de travail du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles;
- f) Transports et communications :
- E/CN.14/193 - Rapport de la Conférence des transports d'Afrique Orientale;
 - E/CN.14/194 et Add.1 - Rapport sur d'autres activités relatives aux transports;
- g) Problèmes agricoles :
- i) E/CN.14/195 - Programme alimentaire mondial - rapport à la Commission économique pour l'Afrique;
 - ii) E/CN.14/197 et Add.1 - Rapport d'activité sur l'étude des tendances du bois en Afrique;
 - iii) E/CN.14/198 - Rapport d'avancement sur l'amélioration de la production animale;

- iv) E/CN.14/199 et Add.1 - Rapport sur la lutte contre le criquet pèlerin;
 - v) E/CN.14/200 - Rapport sur le Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique;
 - vi) E/CN.14/201 - Rapport résumé sur les programmes d'irrigation en Afrique.
10. Problèmes monétaires, financiers, de commerce extérieur et de produits de base :
- a) E/CN.14/174 et Corr.1 et Add.1 et 2 - Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session;
 - b) E/CN.14/205 - Rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base;
 - c) E/CN.14/206 et Add.1 - Rapport du Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest;
 - d) E/CN.14/207 - Document d'information sur l'évolution récente des groupements économiques de l'Europe occidentale;
 - e) E/CN.14/190 - Note sur la résolution 57(IV) de la Commission.
11. Assistance internationale à l'Afrique :
- a) E/CN.14/209 - Assistance économique internationale à l'Afrique;
 - b) E/CN.14/210 - Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la CEA au titre du Programme élargi et du Programme ordinaire;
 - c) E/CN.14/211 - Banque internationale pour la reconstruction et le développement - activités d'assistance technique en Afrique, 1961-1962;
 - d) E/CN.14/212 - Activités d'assistance technique du Fonds monétaire international en Afrique;
 - e) E/CN.14/213 - Contribution du FISE aux projets d'hygiène et de protection de l'enfance en Afrique;
 - f) E/CN.14/214 et Add.1 - Document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique;
 - g) E/CN.14/215 - Organisation météorologique mondiale - activités d'assistance technique en Afrique;
 - h) E/CN.14/216 - Activités de l'Union internationale des télécommunications en matière d'assistance technique en Afrique au cours de l'année 1962;

- i) E/CN.14/217 - Organisation mondiale de la santé - activités internationales d'assistance en Afrique;
- j) E/CN.14/196 - L'énergie atomique en Afrique.

12. Statistiques :

- a) E/CN.14/219 - Note sur le développement statistique;
- b) E/CN.14/220 - Rapport sur les consultations régionales de 1962;
- c) E/CN.14/221 - Rapport du Groupe de travail sur l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains;
- d) E/CN.14/173 - Rapport du Colloque sur les statistiques industrielles.

13. Formation :

- a) E/CN.14/222 - Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques;
- b) E/CN.14/223 - Formation en cours d'emploi;
- c) E/CN.14/224 - Rapport sur les centres de formation statistique;
- d) E/CN.14/225 et Add.1 (français seulement) - Rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire;
- e) E/CN.14/226 - Rapport sur le stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'ouest;
- f) E/CN.14/218 - Le rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique.

14. Application des décisions sur la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et le renforcement des commissions économiques régionales :

- a) E/CN.14/227 - Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général pour appliquer la résolution 50(IV);
- b) E/CN.14/228 - Rapport sur les bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

15. Problèmes de personnel de la Commission économique pour l'Afrique.

16. Programme de travail et priorités :

- a) E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3 - Programme de travail et priorités pour 1963-1964;
- b) E/CN.14/231 - Rapport du Comité du programme de travail et des priorités à la cinquième session;
- c) E/CN.14/232 et Add.1 et Add.1/Corr.1 - Résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social à ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, à la reprise de sa trente-quatrième session et par l'Assemblée générale à sa dix-septième session;
- d) E/CN.14/184 - Note du Secrétaire exécutif sur le contrôle et la limitation de la documentation;
- e) E/CN.14/177 - Comités permanents.

17. Date et lieu de la sixième session.

18. Rapport annuel au Conseil économique et social.

179. Il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient examinés comme suit :

A discuter en séance plénière : points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 16, 17. et 18;

Comité 1 (économique) : points 9(a), 9(e), 9(f), 9(g), 10 et 12;

Comité 2 (social) : points 9(b), 9(c), 9(d), 13, 14 et 15.

C. Compte rendu des débats

180. Dans son allocution inaugurale, le Président de la République a souhaité la bienvenue à tous les participants et a exprimé sa satisfaction de voir la session se tenir à Léopoldville. Il a déclaré que l'acceptation par la Commission l'an dernier de l'invitation de son pays constituait en soi un acte de foi dans sa lutte pour l'unité et la paix. La session s'ouvre au moment de la réunification du Congo et c'est là un bon présage pour l'avenir. Il a remercié les divers gouvernements qui ont exposé leurs enfants en envoyant des forces armées pour participer à la lutte du Congo et il a également adressé ses remerciements à l'Organisation

des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour leur assistance concertée au Gouvernement congolais. Il a exprimé tout particulièrement sa gratitude à M. R. Gardiner qui, durant l'année écoulée, a rempli avec un inlassable dévouement à la fois les fonctions de Chef des opérations des Nations Unies au Congo et de Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Par sa situation géographique au coeur de l'Afrique, le Congo pourrait servir de point de convergence des efforts de tous les pays africains oeuvrant ensemble pour le bien-être du continent. Parlant des travaux de la Commission, le Président Kasa-Vubu a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans la voie de l'établissement d'une banque africaine de développement et de l'institut de formation de Dakar. Il a terminé en souhaitant la pleine réussite de la session au cours de laquelle tout sera mis en oeuvre pour le bien-être du continent africain tout entier.

181. Le Prédident provisoire, M. Oumar Baba Diarra (Mali) a remercié le Président Kasa-Vubu d'avoir ouvert lui-même la séance malgré ses nombreuses obligations. Il a souhaité la bienvenue aux représentants et a émis le voeu qu'ils travaillent dans un esprit d'unité et d'harmonie pour l'Afrique et les Africains. Les représentants n'ont pas à soutenir une cause personnelle; ils sont chargés de promouvoir les intérêts de leur pays qui sont partie intégrante des intérêts du continent africain tout entier. La décision de tenir la cinquième session à Léopoldville a été sage et si toutes les voix dissidentes se taisent, le continent africain sera sûr de triompher dans sa lutte pour une collaboration fructueuse et pour la paix entre ses Etats.

182. M. de Seynes, Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, a remercié le Gouvernement du Congo de recevoir la cinquième session et d'avoir accompli le miracle d'être prêt pour la date d'ouverture. Il a également exprimé ses remerciements au Président du Sénat et au Président de la Chambre des représentants pour leur collaboration aux préparatifs et pour avoir bien voulu accepter la tenue de cette réunion au Palais de la Nation. Il a ensuite donné lecture d'un message de U Thant, Secrétaire

général, exprimant son regret de ne pouvoir être présent et souhaitant à la Commission plein succès dans ses travaux. Dans ce message, U Thant rappelle que depuis la quatrième session quatre Etats africains ont accédé à l'indépendance de sorte que le nombre des Etats Membres de l'organisation mondiale travaillant en partenaires égaux a été porté à 110. La Commission économique pour l'Afrique, la plus récente des commissions régionales, a été gênée dans son activité par des difficultés de recrutement. Depuis l'année dernière, elle est privée des services de son Secrétaire exécutif qui a exercé la charge de Chef des opérations des Nations Unies au Congo avec une rare combinaison d'intelligence, de dévouement et de patience. On peut espérer que sous peu il pourra reprendre ses activités de Secrétaire exécutif de la Commission et qu'un Secrétaire exécutif adjoint africain sera nommé. Grâce à l'imagination et aux efforts de ceux qui ont eu à s'occuper de ses travaux, la Commission a pu renforcer ses cadres et élargir son programme. Il convient de noter spécialement la création de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles et les projets de création de la banque africaine de développement et de l'institut de développement économique et de planification de Dakar. En conclusion, il est dit dans le message du Secrétaire général que la construction d'un monde dont la misère et la crainte seraient bannies est une tâche collective à laquelle les Africains et les autres peuples du monde seront appelés à contribuer; si la vitalité et les aspirations des nouvelles nations sont alliées à l'expérience et aux connaissances techniques des pays économiquement développés, on pourra envisager l'avenir avec optimisme.

183. La lecture du message du Secrétaire général a été suivie d'un discours du Secrétaire exécutif. Après avoir souhaité la bienvenue aux représentants, M. Gardiner a félicité les délégations de l'Algérie, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda qui participent pour la première fois à la session en qualité de membres de la Commission. Il a remercié également le Gouvernement du Congo de son hospitalité et a rappelé qu'en accueillant la cinquième session, ce Gouvernement lui donne l'occasion, en sa qualité de Secrétaire exécutif, de rétablir le contact avec son personnel.

184. La Commission a déployé ses efforts à la fois dans le domaine de l'agriculture, à laquelle se consacrent encore la plupart des peuples africains, et dans d'autres domaines où les programmes d'ordre économique et d'ordre social vont de pair. Dans le domaine de l'industrie, chaque Etat africain doit, en collaboration avec ses voisins, s'attacher à développer son potentiel industriel, ce qui fait ressortir le rôle que seule la Commission peut remplir et qui consiste à canaliser l'assistance multilatérale et à harmoniser l'assistance bilatérale entre les Etats. M. Gardiner a mentionné particulièrement deux projets à long terme, entrepris récemment par la Commission en collaboration avec les institutions apparentées aux Nations Unies, à savoir, la création de l'institut de formation à Dakar et celle de la banque africaine de développement.

185. Evoquant la situation en matière de recrutement du personnel, le Secrétaire exécutif a souligné que l'effectif des administrateurs a été porté à quatre-vingt-cinq, dont près de la moitié sont africains. L'africanisation de la Commission est une preuve que les Africains progressent en savoir-faire et en expérience, mais l'expansion de la Commission pourrait être accélérée si l'on faisait appel aux expériences les plus diverses empruntées à toutes les parties du monde.

186. Le Secrétaire exécutif a rappelé que les institutions spécialisées sont en mesure d'offrir aux pays africains une assistance technique d'une grande diversité, et cela avec l'aide des représentants permanents des Nations Unies qui travaillent en étroite collaboration avec la Commission. En terminant, le Secrétaire exécutif a exprimé l'espoir que la présente session concentrerait son attention sur les problèmes d'ordre pratique, problèmes qu'il faudra résoudre pour que les peuples africains s'engagent vers l'avenir qu'ils ont mérité et qu'ils peuvent se donner.

187. Le Président provisoire a donné ensuite lecture de messages de vœux du Premier Ministre de la Fédération de la Nigéria, du Président du Conseil de l'URSS et des Présidents des Etats-Unis d'Amérique et de la République algérienne démocratique et populaire.

188. Un projet de résolution présenté et approuvé à l'unanimité, [voir résolution 67(V); Partie III du présent rapport] la Commission a exprimé sa gratitude au Président et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) pour les efforts et les sacrifices qu'ils ont consentis pour l'organisation de la cinquième session. Elle a présenté des félicitations particulières au Président de la République, pour le message empreint de qualités d'homme d'Etat qu'il a prononcé à la cinquième session. Une délégation composée du Président et du Vice-Président de la Commission ainsi que d'un représentant de l'Algérie et d'un représentant du Kenya et de Zanzibar ont présenté cette résolution au Président de la République.

189. Ayant exercé la présidence l'année précédente, le Président provisoire s'est déclaré très optimiste quant aux perspectives de la cinquième session. Il s'est félicité de la bonne volonté et de l'esprit de coopération qui règnent parmi les délégations africaines dont les membres ont toujours été guidés par un idéal commun - l'intérêt de l'Afrique. L'esprit d'unité a progressé du stade de la spéculation à celui de l'action positive. La Conférence des Chefs d'Etats africains, qui doit se réunir prochainement à Addis-Abéba, ne peut être que le présage du développement d'organisations africaines communes et de l'établissement de normes communes pour l'ensemble du continent. Il a comparé la session à un lever de rideau sur cette Conférence dont le succès dépend dans une large mesure du travail accompli par les participants. La Commission, qui a l'avantage de rassembler tous les Etats africains indépendants ou non, devra se tenir à la hauteur de ses responsabilités. Elle est en effet une commission économique dont la tâche est de trouver des solutions aux problèmes du développement rapide et harmonieux d'un continent qui n'a déjà que trop longtemps attendu. L'indépendance n'est qu'un moyen de répondre à l'attente des peuples africains et l'objectif visé ne sera atteint que par une coopération interafricaine et une coopération internationale plus large.

190. En terminant, il a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission dont le nombre est passé, en cinq ans, de 15 à 34. Il a formé

le vœu que toutes les nations africaines puissent un jour faire partie de la Commission à titre d'Etats indépendants et a adressé un appel aux puissances métropolitaines pour qu'elles accélèrent le processus de décolonisation des territoires encore sous leur dépendance. Il a remercié le Gouvernement de la République du Congo d'avoir reçu la Commission et le secrétariat et pour les grands efforts qu'il a dû déployer pour l'organisation de la session à Léopoldville en dépit de nombreuses difficultés. Enfin, il a félicité le Président de la cinquième session à qui il a adressé ses vœux de réussite, vœux qu'il a étendus aussi aux autres membres du bureau.

MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIES DE LA COMMISSION

(Point 5 de l'ordre du jour)

191. La Commission a accueilli l'Algérie, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda en qualité de membres et elle a donné suite à la demande présentée par le Royaume-Uni pour que la qualité de membre associé soit accordée à l'Ile Maurice et à celle de l'Espagne pour que la même qualité soit accordée à Fernande Pô et à Rio Muni. Elle a aussi souhaité la bienvenue à la Confédération Helvétique admise, sur sa demande, par le Conseil économique et social, en qualité d'observateur.

192. La Commission était saisie de deux documents du secrétariat : le rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 42(IV) (E/CN.14/178 et Add.1) et un rapport sur la suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolutions recommandées par la Commission à sa quatrième session.

193. Dans son exposé d'introduction le Secrétaire exécutif a signalé que, conformément aux instructions de la résolution 42(IV) il avait "saisi à nouveau de la question les puissances responsables de territoires non autonomes en vue de l'application de la résolution 24(III)..." et qu'il avait adressé une communication aux Gouvernements de l'Afrique du Sud, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, du Portugal et du Royaume-Uni...

Comme il l'a précisé dans son rapport (E/CN.14/178 et Add.1), il a reçu des réponses de la France et du Royaume-Uni; la Belgique, d'autre part, n'assume plus aucune responsabilité territoriale en Afrique; quant à l'Espagne, elle a saisi le Conseil économique et social d'un mémorandum dans lequel elle se déclare prête à respecter les dispositions de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale et des résolutions 24(III) et 42(IV) de la Commission. Le Portugal et l'Afrique du Sud n'ont pas répondu.

194. Quant à la suite donnée par le Conseil économique et social aux recommandations de la Commission (E/CN.14/183), le Secrétaire exécutif a fait connaître que le Conseil avait rejeté la recommandation tendant à retirer la qualité de membre de la Commission à l'Afrique du Sud et au Portugal. Vu l'attitude de la France et du Royaume-Uni qui se sont déclarés prêts à ne pas voter contre toute résolution soutenue par la majorité des membres de la Commission, vu, d'autre part, la teneur du mémorandum de l'Espagne au Conseil économique et social, le Conseil a renvoyé à la Commission pour nouvel examen la recommandation tendant à n'accorder à la France et au Royaume-Uni que la qualité de membre associé et la recommandation tendant à retirer à l'Espagne la qualité de membre.

195. La Commission a été saisie de deux projets de résolution, l'un recommandant au Conseil économique et social "de reconsidérer sa décision sur la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République Sud-Africaine [voir résolution 68(V); Partie III du présent rapport]", et l'autre demandant à nouveau au Conseil économique et social de ratifier les parties de la résolution 42(IV) qui concernent les pays africains non autonomes, la France et le Royaume-Uni, en modifiant sa position vis-à-vis de l'Espagne pour accorder à ce pays le traitement accordé à la France et au Royaume-Uni [voir résolution 69(V); Partie III du présent rapport].

196. En présentant ces deux projets, les auteurs ont souligné qu'il était parfaitement inutile de s'étendre sur l'attitude adoptée par l'Afrique du Sud et par le Portugal. Toutes les délégations ont exprimé leur manière de voir lors des sessions de la Commission et devant d'autres organes des Nations Unies.

197. A l'appui du vœu exprimé par l'Espagne, la France et le Royaume-Uni de conserver leur qualité de membre, ces pays se sont engagés à s'abstenir de prendre position contre toute manière de voir admise par la Commission sur les questions intéressant les pays d'Afrique. Cependant on a fait observer que les problèmes actuels étaient tellement interdépendants que nul ne pouvait être considéré comme intéressant exclusivement l'Afrique; ceci rend insoluble la question de savoir dans quels cas ces trois pays pourraient participer au vote et quand ils devraient s'abstenir. Par ailleurs, la situation de l'Afrique s'est modifiée au cours des cinq années d'existence de la Commission et il est normal que les modifications se répercutent sur la composition de la Commission. En proposant à l'Espagne, à la France et au Royaume-Uni la qualité de membre associé, quelques délégations ont souligné, en rappelant l'article 5 du mandat de la Commission, le caractère temporaire de ce statut.

198. L'espoir a été exprimé que tous les territoires africains seront prochainement membres de plein droit de la Commission. Lors de la création de la Commission on a commis une erreur en offrant aux pays africains non autonomes le statut de membre associé. Il importe de réparer cette erreur pour permettre aux Etats africains qui sont maîtres du choix de leurs dirigeants, de faire partie de la Commission en tant que membres de plein droit, représentés par ces chefs librement choisis. L'espoir a été exprimé que l'Espagne accordera sans tarder leur indépendance à ses territoires d'Afrique et que la France cessera de prétendre que Djibouti est partie intégrante du territoire français.

199. Plusieurs délégations se sont indignées que le Conseil économique et social se soit refusé à souscrire à une requête unanime de la Commission. Puisque la France et le Royaume-Uni, en leur qualité de membre permanent du Conseil économique et social, ont la possibilité d'étudier, d'approuver ou de rejeter les décisions de la Commission lors de l'examen de celles-ci par le Conseil, l'espoir a été formulé que ces pays s'abstiendraient de voter contre les résolutions et d'autres décisions de la Commission aux prochaines réunions du Conseil économique et social. L'un

des membres africains du Conseil économique et social, après avoir exprimé ses observations sur les délibérations du Conseil relatives à la question d'appartenance, a indiqué qu'en ce qui concerne l'Espagne, la France et le Royaume-Uni, il se déclarerait en faveur de toute formule permettant aux Africains de prendre seuls des décisions portant sur leurs propres problèmes. Il a recommandé en outre que le Conseil reconsidère sa décision concernant le Portugal et l'Afrique du Sud ou que la question soit soumise à l'Assemblée générale.

200. On s'est aussi indigné que sur les 34 Membres africains de l'Organisation des Nations Unies, deux pays africains seulement soient membres du Conseil économique et social, membres non permanents d'ailleurs. Cet état de choses n'est pas normal; des mesures doivent être prises pour y remédier.

201. La Commission a alors prononcé la clôture des débats et est passée au vote par appel nominal sur les deux résolutions séparément: les deux résolutions ont été adoptées.

202. En expliquant le vote de sa délégation contre la résolution 68(V) le représentant du Royaume-Uni a souligné que, tout en déplorant et en condamnant la politique de l'Afrique du Sud, son pays estime que l'expulsion d'un Etat serait contraire au caractère multilatéral de l'Organisation des Nations Unies. A la Société des Nations déjà, des désaccords se manifestaient sur la politique de certains pays mais aucune expulsion n'avait été prononcée. De l'avis de son Gouvernement, les raisons qui militent contre les expulsions sont d'application universelle, elles ne valent pas seulement pour la Commission.

203. De son côté, la délégation française a expliqué que son Gouvernement assumait la responsabilité pleine et entière de sa politique mais non celle de la politique des autres nations et qu'en conséquence, elle ne désirait pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats.

204. Commentant le résultat du vote, plusieurs délégations ont vivement regretté que le Royaume-Uni, la France et l'Espagne aient voté contre la

résolution 68(V) tendant à l'expulsion de l'Afrique du Sud et du Portugal. Elles ont dit avoir du mal à comprendre l'engagement pris précédemment par les trois pays en cause de ne pas voter contre toute question intéressant la majorité des pays africains puisque cet engagement a été violé si peu de temps après avoir été formulé. Elles ont exprimé le très vif espoir que ces pays ne voteraient pas contre ces résolutions quant celles-ci seront mises aux voix au Conseil économique et social. Les participants ont tous estimé que la politique de l'Afrique du Sud et celle du Portugal faisaient fi des principes mêmes de la Charte et que, par conséquent, ces pays ne méritaient ni de rester Membres des Nations Unies ni de participer aux travaux de cette Organisation. A cet égard, un projet de résolution relatif à la participation du Portugal et de l'Afrique du Sud aux réunions des Nations Unies en Afrique, présenté par l'Algérie, le Ghana, le Libéria, le Mali, le Maroc, la Nigéria, la République Arabe Unie, le Sierra Leone, le Soudan et le Tanganyika, a été adopté par la Commission à sa 98^e séance [résolution 84(V) voir Partie III du présent rapport]. Enfin, on a réitéré le vœu que l'Espagne, la France et le Royaume-Uni ne s'opposeraient plus aux résolutions et aux décisions de la Commission lors des réunions du Conseil économique et social.

SITUATION ET TENDANCES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE

(Point 6 de l'ordre du jour)

205. Dans son introduction, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a fait observer que l'entrée des Nations Unies dans le grand mouvement historique qui doit transformer la structure du commerce mondial était un événement d'importance majeure. Les besoins et les aspirations des peuples africains peuvent y trouver une expression collective. Or, pendant longtemps, les échanges extérieurs ont constitué la force motrice de l'expansion économique des pays africains et le secteur de l'exportation reste toujours celui qui conserve une importance stratégique dans les perspectives couvertes par l'émancipation politique. Cependant, en raison des fluctuations fréquentes, et, en particulier, de la tendance

persistante à la baisse des cours des produits de base qui ne semble pas constituer un phénomène temporaire, l'Afrique, comme les autres régions de production primaire, doit affronter de graves difficultés. Tant que la structure de l'Afrique restera ce qu'elle est aujourd'hui, l'évolution des cours des produits de base sera la préoccupation majeure des pays membres. Cependant, l'on est maintenant au seuil d'une époque qui, il faut l'espérer, apportera de nouvelles façons d'aborder les problèmes des produits de base. Les accords dont ceux-ci font l'objet et qui, dans le passé, étaient considérés avant tout comme des mesures défensives, pourraient devenir les instruments d'une politique générale constructive. Si ces accords doivent devenir les instruments dynamiques d'une meilleure organisation des marchés, ils doivent prévoir tout un mécanisme administratif qui assure la souplesse de leur fonctionnement; de plus l'on doit pouvoir maintenir les cours fixés par ces accords dans un rapport étroit avec le prix de revient d'une part et les cours des produits de remplacement et de ceux qui peuvent devenir concurrentiels d'autre part. Le moment est également venu d'accorder une plus grande attention à la reconversion des excédents de la production et aux mesures qui pourraient être prises pour inclure dans les accords de stabilisation des dispositions destinées à encourager cette reconversion. Il est également souhaitable que certains pays africains recherchent en commun les possibilités d'une intégration économique, qui s'est déjà manifestée ailleurs, afin de créer des marchés communs sur le plan local. La doctrine de l'intégration économique, d'après les règlements qui régissent sous l'égide du GATT la plus grande partie des échanges mondiaux, est en voie d'expansion rapide et les pays africains peuvent, grâce à l'expérience acquise, contribuer à lui donner sa forme véritable. Il faudra cependant trouver des formules qui permettront à ces groupements de rester souples et suffisamment ouverts, tout en s'inscrivant dans un cadre international plus large. Des formules plus ambitieuses d'intégration dont les répercussions, du moins pour le temps présent, sont plus décisives, sont en cours d'élaboration entre pays africains et européens. Il est inévitable qu'à leur égard, les réactions des participants aient été marquées.

par une plus grande diversité et une plus grande ambivalence. Il faut cependant espérer que l'on continuera à insister sur le caractère transitoire de ces accords et qu'on les appliquera de manière à permettre aux pays africains qui y sont parties d'accéder dès que possible à une économie viable qu'ils n'ont pas héritée de l'ancien régime. Il faut également espérer qu'on utilisera au maximum l'assistance financière croissante et les avantages du système tarifaire, pour susciter les changements de structure qui permettront d'atteindre cet objectif. Dès leur accession à l'indépendance les nouveaux pays africains se trouvent impliqués dans la complexité d'un système de relations économiques internationales en évolution rapide. Il est douteux, a déclaré le Sous-Secrétaire, que le nouveau régime des échanges mondiaux puisse être régi d'après un plan aussi simple. Des groupes d'accords préférentiels, de marchés multinationaux et de réseaux de centres industriels transcendant les frontières nationales surgiront dans des combinaisons d'une fluidité constante. Sous certains rapports, les nouveaux Etats auraient eu moins de difficultés s'ils avaient pu s'implanter dans une situation plus statique où les relations auraient semblé plus stables. Cependant l'Afrique a aussi la chance d'être, pour la première fois, non plus un sujet mais un acteur sur la scène de l'histoire à une époque où l'avenir ne peut être prédit selon un strict déterminisme. Dès maintenant, les peuples africains peuvent jouer un rôle actif dans l'établissement d'une économie mondiale mieux intégrée.

206. Au cours des débats qui ont suivi, un échange de vues a eu lieu sur les grands problèmes économiques et sociaux qui se posent dans la région; en même temps, plusieurs représentants ont exposé les principaux objectifs assignés dans leurs plans nationaux de développement et les grandes lignes de leurs politiques nationales. Il est clairement ressorti de ces déclarations que des progrès ont été réalisés dans la plupart des pays, en particulier pour la mobilisation des efforts nationaux, l'introduction de formes plus générales et plus souples de planification, ainsi que de politiques de développement plus efficaces et mieux coordonnées. Cependant, on a souligné que le tableau général de l'économie

africaine est loin d'être satisfaisant. L'intégration insuffisante des économies nationales, le manque de diversification de la population, la faible productivité et, par conséquent, le faible niveau des revenus et l'insuffisance de l'épargne, ainsi que la sous-nutrition, les mauvaises conditions sanitaires et les niveaux trop bas de l'instruction restent toujours les caractéristiques fondamentales de l'Afrique. On a appelé l'attention sur l'absence d'évolution dans la structure traditionnelle des exportations qui rend l'Afrique extrêmement sensible et vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base. Signalant les résultats d'enquêtes qui figurent dans le dernier numéro du Bulletin économique pour l'Afrique, certaines délégations se sont montrées profondément préoccupées de la tendance persistante à la baisse des cours des produits de base, qui, ces dernières années, a provoqué une détérioration persistante des termes de l'échange en Afrique. La position internationale de l'Afrique, a-t-on déclaré, reste toujours aussi précaire, en dépit du développement économique qui se poursuit dans un grand nombre de pays.

207. Les problèmes d'échanges et de produits primaires qui se posent ainsi que la nécessité d'intensifier la coopération entre les pays africains ont tenu une place importante dans les débats. On a souvent cité, et pleinement approuvé les recommandations formulées par le Comité permanent du commerce lors de sa première session. On a de nouveau insisté sur la situation défavorable des échanges intra-africains et diverses délégations ont mis en lumière les principaux facteurs qui en sont responsables : tout d'abord, les pays africains ne sont pas suffisamment complémentaires économiquement, en raison de l'insuffisante diversification de leurs productions, du manque de moyens de transport, et de divers obstacles de nature organique, tels que, par exemple, l'existence de systèmes monétaires différents, de procédures douanières différentes, etc. On a insisté sur la nécessité d'une action concertée orientée vers la suppression graduelle des obstacles et l'établissement de conditions favorables au développement des échanges intra-africains, et le secrétariat a été prié d'examiner sérieusement ces problèmes. On a également déclaré qu'il serait souhaitable d'étudier les possibilités de création d'un

marché commun africain fondé sur des institutions monétaires et commerciales communes. On a également demandé au secrétariat de poursuivre ses études sur les échanges de l'Afrique avec les autres régions du monde et d'accorder une attention particulière aux possibilités d'expansion des échanges avec les pays en voie de développement et notamment avec l'Asie. Certaines délégations ont exprimé l'inquiétude que leur cause la Convention d'association récemment signée entre la Communauté économique européenne et un certain nombre de pays africains et ont prié le secrétariat d'intensifier les études sur les incidences de la Communauté économique européenne en Afrique. Cependant on a également émis l'opinion que l'association avec la Communauté économique européenne constituait une nouvelle forme de solidarité internationale qui doit contribuer au développement économique des pays associés. On a également évoqué la nécessité de poursuivre les travaux sur les problèmes des produits de base et les plans de stabilisation de leurs cours, tout en reconnaissant que ces problèmes avaient un caractère universel et que, pour réussir, l'action entreprise nécessitait la coopération de tous les pays.

208. Plusieurs représentants ont exprimé la satisfaction profonde que leur cause la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; cette Conférence pourrait en effet puissamment contribuer à la solution de certains des problèmes les plus urgents qui se posent pour les pays en voie de développement, ainsi qu'à l'établissement de relations économiques internationales plus satisfaisantes. Ils ont exprimé l'espoir qu'à l'avenir les pays industrialisés montreront plus de compréhension pour les besoins des pays en voie de développement et prendront les mesures nécessaires pour permettre à ces derniers d'accroître leurs exportations à un rythme plus rapide. A leur avis, il ne faut pas s'en tenir aux exportations des produits primaires traditionnels, mais il faut aussi s'occuper des exportations de produits manufacturés ou demi-finis dont, avec l'industrialisation croissante, on peut attendre un développement relativement rapide. Le secrétariat a été prié de prendre les mesures nécessaires pour assurer une active participation de la Commission aux travaux préparatoires de la Conférence.

209. L'industrialisation et les problèmes connexes ont été très longuement examinés. D'après l'opinion générale, seule l'industrialisation peut amener dans la structure de la production la diversification désirée et assurer des progrès suffisants. On a déclaré que l'ancienne doctrine qui ajournait l'expansion industrielle jusqu'à ce qu'on ait assuré une base agricole suffisante devait être considérée comme périmée. Les grandes richesses en ressources naturelles de l'Afrique ouvrent des perspectives favorables au développement industriel, seul moyen de rompre avec l'héritage du passé. Le développement industriel de l'Afrique, a-t-on dit, doit partir de la transformation des matières premières minérales et agricoles, exploitées ou exploitables, et viser d'abord à satisfaire, dans la mesure du possible, les besoins de remplacement des importations, puis, à pousser la transformation de ces matières premières en vue de l'exportation. De plus, plusieurs délégations ont estimé qu'on aurait tort d'envisager l'industrialisation uniquement sous la forme d'industries de petite envergure et de petits ateliers familiaux. L'Afrique devrait viser, dès le début, à l'implantation d'industries fondamentales bien équipées qui, seules, peuvent donner l'essor nécessaire au développement industriel. Partout où c'est possible, les industries devraient être suffisamment importantes pour apporter avec elles tous les avantages des économies de grande envergure. Cependant, de nombreuses délégations ont reconnu que cette forme d'industrialisation exigeait une coopération plus étroite entre pays voisins afin de remédier à l'étroitesse de la plupart des marchés nationaux et de réaliser un minimum d'harmonisation dans les plans de développement. On a souligné que c'était là le seul moyen d'assurer un certain degré de spécialisation qui pourrait notamment, contribuer à éviter, dans l'avenir, le risque d'une concurrence inutile et dangereuse entre pays africains. A ce sujet, le document du secrétariat sur le développement industriel en Afrique (E/CN.14/INR/1) a été souvent cité et approuvé et le secrétariat a été prié de poursuivre les travaux déjà entrepris, en les reliant plus étroitement aux études et autres activités relatives aux problèmes des échanges intra-africains.

210. Comme par le passé, on n'a cessé de mentionner le rôle essentiel que joue l'agriculture dans l'économie des pays africains comme source de revenu national et de devises. Bien que les gouvernements se préoccupent toujours davantage du développement industriel, ils ne doivent pas perdre de vue la nécessité de moderniser l'agriculture. Il ressort du document E/CN.14/181 présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, que dans la région tout entière, la production des cultures commerciales et des exportations a marqué une importante augmentation, au cours des dix dernières années. Malgré la chute des prix et la détérioration des termes de l'échange, cette amélioration a permis pendant cette même période, de maintenir ou d'augmenter même les recettes réelles, exprimées sous forme de pouvoir d'achat, des importations industrielles. La situation alimentaire est moins satisfaisante, la production par habitant semblant tomber en dessous des niveaux d'avant-guerre. Les importations de produits alimentaires ont augmenté dans de nombreux pays alors que les exportations diminuaient, de sorte que le niveau général de la consommation par habitant ne s'est probablement guère modifié. Cependant, la situation alimentaire continue à exiger un examen approfondi qui doit porter sur la production totale et, plus particulièrement, sur la faible valeur nutritive du régime alimentaire dans de nombreuses zones. Les perspectives des récoltes pour 1962-1963 semblent être bien meilleures que pour la campagne précédente, qui avait été très défavorable, notamment en Afrique du nord et de l'est. Plusieurs délégations ont exprimé une certaine inquiétude devant la lourdeur des cours des produits tropicaux sur les marchés internationaux où l'on observe une tendance à la saturation. Si l'on veut que les recettes en devises augmentent, il faut renforcer la position des produits africains en améliorant la production, en utilisant de meilleures variétés, en éliminant les épiphyties et les parasites, en améliorant les facilités d'entreposage et en prenant d'autres mesures propres à assurer des normes élevées de qualité et de rendement. En même temps, il faut chercher de nouveaux débouchés, sans négliger pour autant le marché africain qui s'élargit et se transforme. En diversifiant la production, on trouvera d'autres possibilités d'augmenter les exportations mais il est nécessaire

d'être guidé pour les perspectives à long terme du marché. Une autre solution, qui permettrait de résoudre en partie le problème, consiste à conclure des accords sur les produits de base, tels que l'Accord international sur le café qui a été signé récemment, pour autant que la production ne s'en trouve point par trop restreinte. D'autres mesures qui ont prouvé leur valeur dans certains pays consistent notamment en la transformation sur place, totale ou partielle, de produits d'exportation tels que les cuirs et les peaux, les oléagineux, le contre-plaqué et les conserves de poisson. Le remplacement des importations par la culture locale de produits tels que le coton et le sucre a permis dans certains pays d'économiser les devises étrangères. On a noté qu'en améliorant certaines mesures organiques on pouvait grandement aider les petits agriculteurs pour la production et la commercialisation de leurs produits. Le mouvement coopératif offre un instrument précieux pour la répartition des crédits et pour la transformation et la vente des produits agricoles. Les services de vulgarisation doivent être progressivement améliorés pour pouvoir conseiller les agriculteurs qui désirent adopter et perfectionner des méthodes propres à accroître le rendement et la qualité des cultures et du bétail, pour les besoins de l'économie du marché en expansion. Les structures agraires devraient aussi être rapidement modifiées dans de nombreux pays pour tenir compte de ces changements et adapter les conditions du fermage aux besoins des nouveaux Etats. Un certain nombre de questions particulières ont été soulevées dans divers domaines de l'agriculture. Plusieurs représentants ont insisté sur l'importance économique du bétail comme source de revenus et de devises et sur la nécessité de créer un institut interafricain de formation vétérinaire.

211. De nombreux orateurs ont estimé qu'il importe de mobiliser encore davantage les ressources financières nationales. Les installations et services bancaires et financiers qui existent dans les pays africains, sont encore loin d'être suffisants, de sorte que l'épargne réelle et potentielle ne peut pas être pleinement utilisée pour l'expansion économique. A cet égard, ils ont regretté que les institutions financières

étrangères refusent souvent d'accorder une aide financière aux gouvernements qui exécutent de grands projets de développement et aux entreprises commerciales locales. L'aide officielle émanant de l'étranger est très importante et ils ont exprimé l'espoir que les gouvernements des pays développés feront preuve d'une plus grande compréhension des besoins de l'Afrique, notamment en fonction des objectifs fixés pour la Décennie pour le développement. Les capitaux privés étrangers représentent également une contribution utile aux ressources financières nationales et certaines délégations ont exprimé l'avis que la Commission devrait examiner les moyens d'attirer un plus fort courant de capitaux étrangers en Afrique. Elles ont également signalé que pour certains pays africains une aide étrangère officielle serait nécessaire pour couvrir une partie des dépenses courantes de l'Etat, notamment en raison de l'accroissement des dépenses régulières de fonctionnement qu'entraîne la mise en oeuvre de certains projets de développement. La plupart des représentants ont été d'avis que l'aide étrangère, qu'elle soit multilatérale ou bilatérale, devrait être mieux coordonnée et qu'elle devrait être utilisée pour financer des programmes de développement plutôt que des projets individuels, car, ainsi, les gouvernements seraient libres d'observer un ordre de priorité dans leurs investissements. On a estimé que l'assistance technique des Nations Unies et de ses institutions spécialisées était particulièrement utile, mais on s'est plaint des coûts locaux élevés. Dans certains cas, les gouvernements ont dû refuser les services d'experts qui auraient été les bienvenus si les coûts locaux avaient été moindres. On a mentionné à diverses reprises au cours des débats, les énormes ressources dont on disposerait pour accroître l'aide économique de l'étranger aux pays en voie de développement si l'on réduisait les vastes dépenses d'armement; l'on a exprimé l'espoir que les pays en voie de développement n'auront pas trop longtemps à attendre avant de pouvoir bénéficier de l'aide qu'apporterait une telle réduction.

212. Les travaux effectués jusqu'à présent dans la voie de la création d'une banque africaine de développement ont été approuvés à l'unanimité.

On a fait observer que la création de cette banque représenterait un progrès décisif vers une coopération entre tous les pays d'Afrique et constituerait en même temps une importante contribution aux efforts nationaux consacrés au développement économique. La banque devrait concentrer ses activités sur des projets qui, de par leur nature, n'attireraient pas de capitaux privés, et notamment sur des projets présentant une importance pour plusieurs pays et par conséquent pouvant servir à instaurer une coopération entre les Etats africains. On a exprimé le vœu que les opérations de la banque commencent aussitôt que possible. A ce sujet, on a souligné l'importance de banques nationales de développement déjà créées ou qui doivent l'être dans un certain nombre de pays. La future banque africaine de développement devrait coopérer étroitement avec les banques nationales de développement et contribuer ainsi à élargir leur champ d'activité, à améliorer la qualité de leurs services, et à renforcer leur puissance financière.

213. Les représentants ont exprimé des vues analogues au sujet des résultats accomplis dans la voie de l'établissement d'un institut africain de développement et de planification. Cet institut devrait être considéré comme un centre important de formation et de recherche, axé sur les réalités africaines et travaillant en collaboration étroite avec d'autres institutions africaines de formation et de recherche; il pourrait catalyser et diffuser la pensée économique et sociale en Afrique. Une fois de plus, les représentants ont souligné l'importance de la formation économique et statistique et apporté un appui sans réserve aux activités déployées par la Commission dans ce domaine.

214. Diverses délégations ont exposé l'expérience acquise par leur pays dans la planification du développement. Il est apparu clairement que les gouvernements membres voient dans la planification l'un des instruments les plus importants pour susciter un développement systématique et pour intégrer en un tout cohérent l'économie et les facteurs sociaux du développement. Dans un certain nombre de pays, une planification générale a déjà été amorcée et l'on s'efforce maintenant d'en améliorer

les méthodes et d'assurer une meilleure mise en oeuvre des projets. A ce sujet, on a noté l'importance d'une organisation administrative adéquate et d'une gestion efficace pour la formulation et l'exécution des projets. La création d'un Service de l'administration publique au sein du secrétariat a donc été favorablement accueillie et l'on a suggéré que ce Service devrait non seulement étudier les structures administratives et divers autres problèmes, mais également donner des avis consultatifs, à la demande des gouvernements.

215. D'autres sujets tels que les transports, les télécommunications, ainsi que le tourisme, qui pourraient devenir une importante source de devises, ont été mentionnés. On a notamment insisté sur la situation précaire des réseaux de communications entre pays africains et sur la nécessité d'instaurer dans ce domaine une collaboration plus étroite entre les Etats africains. Plusieurs délégations ont rappelé à la Commission la recommandation formulée à sa première session par le Comité permanent du commerce qui préconise l'établissement d'un comité permanent des transports, en exprimant le vœu que cette recommandation soit mise en oeuvre, d'une manière ou d'une autre, aussitôt que possible.

INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION

(Point 7 de l'ordre du jour)

216. En présentant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/203) sur les préparatifs effectués en 1962 en vue de l'établissement de l'institut Africain de développement économique et de planification, le secrétariat a retracé les étapes de la préparation et en particulier la première réunion du Comité d'orientation en juin 1962, à Dakar (E/CN.14/172). Ces travaux du Comité avaient donné lieu à deux séries de préparatifs : l'envoi par cinq pays membres du Comité, auxquels s'est joint le Maroc, d'une demande d'assistance au Fonds spécial et le démarrage d'activités de recherche et de sélection de stagiaires pour trois cours prévus pour l'année scolaire 1963-1964 (cours principal en octobre 1963 à Dakar, cours d'instruction à Tunis et cours spécialisé au Caire).

217. Le secrétariat a appelé l'attention des représentants sur la portée favorable de la déclaration faite en janvier 1963 par le Directeur général du Fonds spécial et sur sa décision de nommer une mission consultative qui se rendra en Afrique pour rencontrer les autorités compétentes en vue de mettre à jour le projet de l'institut. A cet effet il est prévu de réunir le Comité permanent d'orientation de façon que des consultations puissent avoir lieu entre ses membres et les experts du Fonds spécial. Le Comité a d'autre part renvoyé à sa prochaine réunion, l'examen des statuts, les modalités de coopération de l'institut avec les centres de recherche des instituts de développement et les universités existants ou à créer en Afrique, la date du démarrage de l'institut sous-régional au Caire et l'utilisation des facilités offertes par d'autres pays. Sur toutes ces questions, les avis et les recommandations de la Commission seront précieux pour le Comité.

218. Parlant en tant que Rapporteur du Comité d'orientation, le représentant du Sénégal a ensuite présenté le rapport de la deuxième réunion du Comité (E/CN.14/233) qui s'est tenue à Léopoldville les 19 et 20 février 1963. Le Rapporteur a remercié le représentant du Directeur général du Fonds spécial qui a rappelé au Comité la déclaration du Directeur général et participé aux discussions du Comité au cours de deux de ses séances. Sans préjuger de la position des experts du Fonds sur le programme de l'institut, le Comité est d'avis que la structure des activités de l'institut définie en juin dernier, notamment le cours principal de deux ans ouvert à la fois aux fonctionnaires et aux étudiants, répond au mieux aux besoins des pays africains. Le Comité a, d'autre part, formulé des recommandations importantes sur le financement de l'institut et sur la répartition géographique des stagiaires. Il a fait état de l'importante contribution en nature (équivalant à plus de 300 millions de francs CFA) que le Gouvernement du Sénégal se propose de faire à l'institut sous la forme de construction d'édifices et de logements pour les professeurs et les stagiaires. Le Comité pense que la détermination de la Commission au sujet des engagements à prendre par les pays africains pour les fonds de contrepartie, jouent un rôle moteur dans l'obtention d'autres sources de financement. Le Rapporteur a finalement appelé

l'attention de la Commission sur les deux projets de résolutions annexés au rapport, l'un sur le financement de l'institut et l'autre sur les activités de démarrage, dont l'adoption jouera un rôle capital pour l'établissement de l'institut.

219. Le représentant du Directeur général du Fonds spécial a ensuite transmis les salutations de celui-ci et rappelé les documents E/CN.14/214 et Add.1 préparés par le Fonds spécial sur ses activités en Afrique. Le nombre de projets approuvés pour l'Afrique s'élève à 76 jusqu'à ce jour et absorbe 27 pour 100 des crédits approuvés. Venant au projet d'institut africain de développement économique et de planification, le représentant du Fonds spécial a rappelé qu'un institut de planification a été officiellement ouvert, avec l'appui du Fonds spécial en Amérique Latine en 1962 et que le Conseil d'administration venait d'approuver l'octroi d'une assistance pour un autre institut de planification pour les pays d'Asie. A la suite des demandes d'assistance présentées par les pays africains, le Directeur général du Fonds spécial, le 14 janvier 1963, a fait part au Conseil d'administration du Fonds de son intérêt pour ces demandes et a notamment déclaré "Je suis convaincu que nous arriverons à mettre au point un projet rationnellement conçu et à le soumettre au Conseil pour approbation en janvier 1964, de façon que, si le Conseil donne son assentiment, les opérations relatives à la création d'un troisième institut régional de développement et de planification puissent commencer en Afrique au début de 1964".

220. La question de financement, comme l'a souligné le représentant, est capitale et il a rappelé que pour recommander un projet à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds, le Directeur général doit être en mesure de faire état des engagements chiffrés des gouvernements intéressés pour le versement des fonds de contrepartie. Le représentant du Fonds spécial s'est ensuite félicité de l'esprit de coopération qu'a manifesté le Comité d'orientation qui ressort du rapport de la deuxième réunion de ce Comité; il a annoncé que le Directeur général du Fonds appuierait le Secrétaire exécutif dans la recherche de sources de financement temporaire pour ces activités.

221. À l'unanimité, la Commission a félicité le Comité d'orientation, le secrétariat et les experts de la Commission et des institutions spécialisées de la vigoureuse impulsion donnée au projet de création de l'institut au cours de l'année écoulée. Elle a également exprimé ses remerciements au Fonds spécial pour l'appui que cet organisme se propose de donner à l'institut et pour l'esprit de coopération manifesté par son Directeur général vis-à-vis de la Commission.

222. À l'unanimité, la Commission a recommandé que soient menés à bien les programmes d'activité pour l'année scolaire 1963-1964 et de nombreuses suggestions ont été faites à ceux qui seront chargés d'arrêter le programme de ces activités ainsi que les activités du futur institut.

223. La Commission s'est déclarée convaincue que le personnel et les stagiaires sauront élaborer une doctrine de développement adaptée aux besoins et aux structures sociales de l'Afrique et propre à mener le continent vers l'indépendance économique. Dans les programmes, les concepts de développement et de planification devront être interprétés au sens le plus large et couvrir tous les aspects sociaux et économiques. Cependant, suivant la tradition universitaire, la plus grande liberté d'expression devra régner à l'institut pour que les stagiaires aient le choix d'étudier ceux des systèmes de planification qui leur semblent les plus adaptables au contexte social et culturel de leur pays.

224. Tous les participants ont estimé nécessaire de donner à l'enseignement un caractère concret et certains ont fait notamment des suggestions pour l'organisation des stages d'étude et de discussions sur les expériences africaines.

225. Toutes les délégations ont reconnu l'intérêt d'admettre à la fois des étudiants et des fonctionnaires au cours principal de Dakar. De nombreux avis, parfois contradictoires, ont été émis sur la durée du cours principal et le niveau des stagiaires. De nombreux représentants ont appuyé la proposition du Comité d'orientation permanent en faveur d'un enseignement assez long, de niveau élevé, comprenant des cours et des stages

et ouvert aux étudiants et aux fonctionnaires. Cependant on a mentionné à plusieurs reprises les avantages que présenterait, en plus du cours de longue durée, un enseignement court destiné aux seuls fonctionnaires. Quelques délégations ont même pensé que seuls des cours de brève durée devraient être organisés à la fois pour les étudiants et les fonctionnaires et que les conditions d'admission devraient être moins rigides. Ces différents points de vue fourniront lors des prochains mois la base de la discussion entre la mission consultative du Fonds spécial et le Comité d'orientation.

226. Les propositions du Comité d'orientation quant à la structure unitaire de l'institut et à l'intégration de toutes les activités ont été approuvées par la Commission. C'est sur cette base que pourront être établies les modalités de coopération de l'institut africain avec les instituts nationaux et régionaux de planification.

227. Le problème des statuts a été évoqué par un certain nombre d'orateurs qui, en général, ont approuvé les dispositions du texte provisoire et les suggestions faites par les membres du Comité d'orientation et les institutions spécialisées. On a, en particulier, émis le vœu que le Secrétaire exécutif ou son représentant, préside le Conseil d'administration, que la terminologie suggérée par les institutions spécialisées soit adoptée pour le conseil consultatif des études et que celui-ci se réunisse au moins une fois par an à la demande du Directeur de l'institut.

228. De nombreuses interventions ont fait ressortir l'importance de l'origine des professeurs. Pour que l'enseignement de l'institut soit véritablement orienté vers les problèmes africains, on a souligné que la majorité des professeurs permanents devrait être recrutée en Afrique, dans toute la mesure où des candidats ayant les qualités professionnelles requises seront disponibles. La Commission fait à ce sujet un pressant appel aux gouvernements des pays africains pour faciliter la tâche de recrutement.

229. La Commission a pris note avec satisfaction et gratitude de l'importante contribution en nature que le Gouvernement du Sénégal se propose de faire à l'institut et des offres en nature faites par d'autres gouvernements africains comme la République Arabe Unie.

230. La Commission a remercié les institutions spécialisées (BIT, FAO, UNESCO et OMS) de l'aide qu'elles se sont déclarées prêtes à fournir pendant la période de démarrage, en attendant le financement de l'institut par le Fonds spécial. Elle a pris note avec satisfaction des nombreuses offres de coopération faites par les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de la Pologne, du Royaume-Uni et de l'URSS, ainsi que des liens de coopération proposés par le représentant de l'OAMCE avec le futur institut fondé par cette organisation.

231. La Commission a ensuite entendu le Rapporteur du Comité d'orientation qui a présenté deux projets de résolution figurant en annexe du rapport E/CN.14/233. Le premier concerne la participation des Etats africains jusqu'à concurrence de 1.500.000 dollars, aux fonds de contrepartie et aux bourses de stagiaires.

232. Le Rapporteur a fait remarquer que le Comité permanent avait examiné trois systèmes de répartition des fonds de contrepartie; l'un, qui a été adopté, basé sur la population des Etats, les autres basés sur la capacité financière des Etats et sur le nombre des stagiaires. Les deux derniers systèmes ont été écartés, l'un (capacité financière) en raison notamment de l'incertitude des chiffres, et le deuxième (nombre des stagiaires) en vertu du principe que le nombre des stagiaires admis à l'institut devrait s'inspirer des besoins des Etats plus que de leur contribution aux frais de fonctionnement.

233. Pour terminer, le Rapporteur a rappelé à la Commission que le Fonds spécial devrait obtenir des assurances formelles aussi bien en ce qui concerne le versement des fonds de contrepartie que des bourses.

234. La discussion de ce premier projet de résolution a fait apparaître le désir de la Commission de laisser aux Etats membres associés la possibilité de verser une contribution financière s'ils le désiraient. Il a donc été décidé de les ajouter à la liste de donateurs éventuels au paragraphe 2 du dispositif.

235. La résolution a été ensuite adoptée par 17 voix pour, zéro contre et 5 abstentions [résolution 72(V); voir Partie III du présent rapport].

236. Le deuxième projet de résolution reproduit à l'annexe III du document E/CN.14/233, a été ensuite discuté. Ce projet concerne les activités de démarrage de l'institut en 1963-1964 et prévoit, au dernier paragraphe de son dispositif, l'élargissement du Comité permanent d'orientation de six à neuf membres. Il a été décidé de dissocier du texte de la résolution le nom des nouveaux Etats membres. Ainsi amendée, la résolution a été adoptée par 23 voix pour, zéro contre et 2 abstentions [résolution 71(V); voir Partie III du présent rapport]; le rapport E/CN.14/233 a été approuvé.

237. Au cours de la discussion sur le choix des trois nouveaux Etats membres à admettre au Comité l'unanimité s'est faite en faveur de l'Algérie, l'Ouganda et le Sierra Leone qui seront désormais appelés à siéger au Comité permanent d'orientation pour l'établissement de l'institut.

CREATION D'UNE BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

(Point 8 de l'ordre du jour)

238. En présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a signalé un rapport consacré aux progrès réalisés dans la création d'une banque africaine de développement et un addendum à ce rapport, qui présentait succinctement les recommandations formulées lors de la dernière séance du Comité des Neuf et les mesures prises pour la convocation d'une Conférence des ministres des finances, en application de la résolution 52(IV). Cette Conférence, qui doit être précédée d'une réunion préliminaire d'experts, aura lieu en juin 1963. Le secrétariat a signalé qu'aucun mandat nouveau de la Commission n'était nécessaire mais qu'on espérait que les délibérations de la présente session prépareraient la voie à une fructueuse Conférence des ministres des finances à l'issue de laquelle interviendrait la signature du projet de statuts portant création de la banque.

239. Le Président du Comité des Neuf (M. Roméo Horton, Libéria) a fait un compte rendu circonstancié des travaux réalisés par le Comité et a donné la liste des documents préparés par ce Comité à l'intention de la Conférence des ministres des finances. Il a précisé que, tout au long des conversations préparatoires, on s'était inspiré de trois idées fondamentales : solidarité et auto-assistance des pays africains; nécessité de mobiliser des ressources financières supplémentaires qu'on ne peut pas encore obtenir par les voies et les institutions actuelles; importance de s'en tenir pour les opérations de la banque aux principes d'orthodoxie bancaire. Il a également signalé les dispositions transitoires à prévoir pour la période qui s'écoulera entre la signature des statuts et leur ratification.

240. Les progrès réalisés par le Comité des Neuf et les autres progrès connexes enregistrés pendant l'année écoulée ont été accueillis avec satisfaction par tous les représentants qui ont exprimé l'espoir général d'une prompte création de la banque africaine de développement. Les délibérations ont fait notamment ressortir les points suivants :

- a) Plusieurs pays se sont engagés à souscrire au capital de la banque;
- b) Il n'existe aucun conflit de pouvoirs entre la Fédération des banques nationales de développement instituée par les pays membres de l'OAMCE et la banque africaine de développement; ces deux institutions sont complémentaires;
- c) Il sera important d'organiser et contrôler soigneusement les appels de souscription;
- d) Alors qu'en règle générale, les représentants ont souscrit aux suggestions en cours d'élaboration qui doivent être soumises à l'examen des ministres des finances au sujet des dispositions transitoires qui seront en vigueur entre la signature de l'accord et sa ratification, certains d'entre eux doutaient qu'il fût judicieux de confier à un organe transitoire la préparation circonstanciée des projets de développement qui seront soumis à la banque, au moment où elle commencera à fonctionner;

- e) Le représentant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a signalé que ce projet y suscitait l'intérêt général et que la (BIRD) était disposée à prêter du personnel à la banque africaine de développement et à contribuer à la formation de son personnel;
- f) Les représentants des pays non africains ont manifesté une sympathie générale pour l'idée d'une banque africaine de développement en signalant cependant qu'en l'état actuel des choses ils n'étaient pas en mesure de prendre des engagements sur le montant précis de leurs contributions éventuelles.

241. Une résolution concernant la banque présentée par les délégations du Cameroun, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, de la Libye, du Mali, du Maroc, de la Nigéria, de la République Arabe Unie, du Sénégal, du Sierra Leone, du Soudan, du Tanganyika et de la Tunisie a été adoptée à l'unanimité [résolution 76(V); voir Partie III du présent rapport]

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

(Point 9 de l'ordre du jour)

Aspects généraux des principes et de la programmation du développement

242. En introduisant le débat, le secrétariat a souligné que les études présentées ne correspondent qu'aux premières phases de ces travaux sur les problèmes de développement et de planification, qui sont appelés à s'intensifier. Dans les années à venir, sa principale préoccupation sera d'explorer concrètement les moyens d'accélérer le rythme de croissance des économies africaines. Il prépare une étude approfondie des problèmes de développement et de planification en Afrique qu'il soumettra pour examen à un groupe de travail de planificateurs économiques principaux qui doit se réunir en 1964 et sera précédé de réunions plus spécialisées. La Commission a noté qu'il s'agissait là d'une partie du programme de

travail ordinaire mais il a exprimé l'espoir que cette étude servirait aussi les desseins de l'institut de développement économique et de planification. Il est également souhaitable que tout soit mis en oeuvre pour l'exécution de cet important programme et que la réunion prévue du groupe de travail des planificateurs économiques principaux ait lieu à une date aussi proche que possible.

243. Divers représentants ont exprimé leur satisfaction pour la haute qualité des études du secrétariat. Au cours des délibérations, on a mis l'accent sur les principaux points suivants :

- a) Balances extérieures : On a fait état d'une détérioration possible des balances extérieures. Les perspectives d'exportation des principaux produits paraissent douteuses. Il y a dans le monde surproduction de diverses denrées, en particulier de produits tropicaux. Dans certains pays, des excédents s'amoncellent et les prix baissent. La dégradation des termes de l'échange neutralise et au-delà l'accroissement de l'aide étrangère. Le Secrétaire exécutif a été prié de développer ses études concernant : l'effet de la libre concurrence sur le développement économique et social des pays de production primaire, les mesures tendant à empêcher la surproduction, les possibilités de développement économique et social offertes par l'organisation des marchés mondiaux; la stabilisation des prix à l'exportation à des niveaux réglementés et uniformes; les perspectives d'exportation pour divers produits; la projection de la capacité future de production des divers pays. Certaines délégations ont également recommandé la convocation d'une réunion pour examiner les moyens de coordonner les efforts des pays africains en vue d'attirer les capitaux étrangers. A cet égard on a fait remarquer qu'il pourrait être souhaitable de répartir les capitaux étrangers entre les pays bénéficiaires sur une base sous-régionale et en s'efforçant de financer certains types de projets sur une base sous-régionale plutôt que nationale, de manière à éviter les doubles emplois et le gaspillage d'efforts et de ressources limitées.

- b) Balance intérieure : L'avis a été généralement exprimé que l'accélération du rythme de l'investissement réclame la mobilisation rapide de toutes les ressources intérieures disponibles. On a insisté particulièrement sur l'importance d'une répartition efficace des faibles ressources existantes entre les divers secteurs et le Secrétaire exécutif a été chargé de préparer une étude sur les problèmes impliqués. De plus, on a recommandé que des études soient entreprises sur la manière de mobiliser les fonds thésaurisés dans certains pays africains, sur les besoins en main-d'oeuvre présents et futurs et sur le rôle que peuvent jouer dans le développement économique des groupements tels que les coopératives, les syndicats ouvriers et agricoles. Un certain nombre de délégations ont donné des exemples intéressants d'auto-assistance dans le cadre du développement communautaire.
- c) Structure institutionnelle : On a nettement reconnu les incidences de la structure institutionnelle du pays ou de la sous-région sur le développement économique. Le Secrétaire exécutif a été chargé de préparer une étude sur les changements structurels nécessaires pour accélérer le rythme du développement économique ainsi que sur les besoins socio-économiques à satisfaire avant de procéder au lancement et à la mise en application de plans de développement.
- d) Coordination sous-régionale : Tous les participants ont reconnu l'importance d'une extension rapide de la coordination sous-régionale des plans de développement de manière à éviter les doubles-emplois et réduire au minimum la dispersion des efforts. A cet égard le Secrétaire exécutif a été chargé de convoquer un groupe de travail à l'effet d'examiner les problèmes et les perspectives de l'établissement de groupements économiques sous-régionaux ou régionaux. Il a été en outre, recommandé qu'une étude contenant des propositions concrètes sur la coordination des plans de développement soit présentée à la Commission, à sa sixième session.

- e) Construction de modèles : Il a été estimé que la construction d'un modèle dynamique et complexe ne convient pas particulièrement à la plupart des pays d'Afrique. En conséquence, le Secrétaire exécutif a été prié de préparer un manuel simple de planification économique pour aider les planificateurs africains.
- f) Coordination : Tout au long des débats on a souligné la nécessité d'une coordination convenable entre les services chargés de la planification dans un pays donné. La Commission a recommandé que le Secrétaire exécutif convoque un groupe de travail de planificateurs économiques principaux pour examiner concrètement la manière d'aborder ces problèmes et les autres problèmes mentionnés ci-dessus, ainsi que les solutions à donner.

Administration publique

244. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des pays africains (E/CN.14/180). Dans son exposé d'introduction, le secrétariat a rappelé que l'administration publique était pour la Commission une activité nouvelle dont elle n'a pris la charge qu'en 1962 dans le cadre du processus de décentralisation des affaires économiques et sociales. Un nouveau service a donc été créé au secrétariat pour répondre aux besoins des gouvernements africains en matière d'administration publique.

245. Les débats qui ont suivi ont fait ressortir que l'organisation de la fonction publique et la formation de son personnel sont considérées comme devant recevoir la plus haute priorité. On a spécialement mentionné la possibilité de créer un institut africain supérieur d'administration dans le cadre de l'étude à entreprendre à bref délai par le secrétariat en matière de moyens de formation et d'organisation de la fonction publique (projet 51-14).

246. On a suggéré d'envisager la création d'une association professionnelle de la fonction publique en tant que moyen de relever le niveau de la fonction publique des gouvernements africains et émis l'idée que la Commission

pourrait se charger de faire paraître, en matière d'administration publique, une publication technique du genre du Bulletin économique pour l'Afrique qui serait destinée à faciliter la diffusion d'idées en ce domaine.

247. On a également suggéré que le projet 51.11, relatif aux structures gouvernementales que le secrétariat doit exécuter à bref délai, comprenne une étude comparative des structures gouvernementales communes aux gouvernements africains conçu en vue de déterminer les effets de nature à stimuler le développement économique et social.

248. Afin de concrétiser ses vœux en la matière, la Commission, sur la proposition des délégations du Soudan, du Sierra Leone, du Ghana et du Libéria, a adopté la résolution 70(V); voir Partie III du présent rapport.

249. Avant d'adopter cette résolution, la Commission avait pris note des incidences financières qu'elle impliquerait pour ce qui est de la réunion du groupe de travail de l'administration publique prévue pour 1964.

Développement communautaire et protection sociale

250. Les documents dont la Commission était saisie sous ce point de l'ordre du jour se rapportent à trois principaux aspects du développement : problèmes démographiques (E/CN.14/186), certains aspects de la discrimination raciale (E/CN.14/189), rapports sur les programmes de protection sociale et de développement communautaire (E/CN.14/169, E/CN.14/188 et E/CN.14/187). En résumant les documents, le secrétariat a fait ressortir les principaux points suivants : il existe de vastes différences entre les pays d'Afrique, quant au volume de la population et le rapport population/ressources naturelles. Une caractéristique commune à presque tous les pays d'Afrique est la rapidité de l'accroissement démographique. Les incidences économiques des taux actuels et futurs d'accroissement de la population dans les diverses conditions économiques des pays d'Afrique n'ont pas été assez étudiées. Le mouvement croissant des migrations des zones rurales vers les villes, qui provoque une très rapide augmentation de la population dans les capitales et les autres grands centres urbains

est un autre problème grave. L'accélération de l'accroissement de la population et de l'urbanisation en Afrique, telle qu'elle est décrite dans le document E/CN.14/186, rend plus nécessaire et urgent le besoin d'études démographiques en tant qu'instrument de planification du développement. Enfin, les projections démographiques apportent une aide indispensable à la planification et les études sur des facteurs agissant sur les tendances démographiques sont les fondements indispensables de projections valables.

251. Les dépenses de l'Etat et la discrimination raciale ont fait l'objet du document E/CN.14/189. Cette étude recherche dans les constitutions le point de départ des pratiques discriminatoires car c'est de ce point de vue que l'on peut le mieux comprendre comment le gouvernement et l'Etat servent d'instrument de discrimination raciale. Quand la minorité raciale au pouvoir est laissée maîtresse des décisions administratives, en particulier en matière d'impôts, de dépenses de l'Etat et de politiques de développement, le gouvernement est prisonnier d'un corps électoral peu nombreux, animé par des mobiles raciaux de sorte qu'il est insensible, ou très peu sensible, à l'intérêt des divers éléments de la population et donc à l'intérêt national. Telle est l'origine constitutionnelle de la discrimination raciale et aucun mouvement dans le sens de la justice sociale et l'égalité entre les individus n'est possible, tant que cette situation n'est pas radicalement modifiée.

252. On a mentionné dans le Programme de travail et priorités pour 1962-1963 la rubrique -développement communautaire et protection sociale; les documents E/CN.14/188 et E/CN.14/169 se rapportent à toute une série de sujets et de problèmes dans ce domaine.

253. Le secrétariat a signalé à l'attention des délégués le rapport du Comité de la protection sociale et du développement communautaire (E/CN.14/187) qui contient les délibérations et recommandations que ce Comité soumet à la Commission pour examen et approbation.

254. Il a également mentionné la réunion sur la planification sociale qui étudiera l'incorporation des secteurs sociaux dans la planification intégrale du développement.

255. Après l'exposé du secrétariat, il a été proposé de mettre en forme de résolution les recommandations du Comité de la protection sociale et du développement communautaire. Cette résolution a ensuite été adoptée [résolution 88(V); voir Partie III du présent rapport].

256. On a également commenté brièvement le rapport du Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, approuvé ce rapport et félicité le secrétariat de ses travaux en la matière.

Habitat, urbanisme et urbanisation

257. Le secrétariat a présenté le rapport du Cycle d'étude sur l'urbanisation tenu en 1962 (E/CN.14/170) en insistant sur les conclusions. Il a souligné que ces conclusions appellent une suite que devront leur donner diverses sections du secrétariat de la Commission et plusieurs institutions spécialisées. Le secrétariat a présenté également un rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique, convoquée conformément à la résolution 53(IV) et tenue en janvier 1963 (E/CN.14/191). Il a mentionné les recommandations de cette réunion et notamment celles prévoyant la création au sein de la Commission d'un comité de l'habitat et de l'aménagement et définissant un programme de travail à long terme et les projets particuliers qui devront recevoir la priorité. Il a été précisé qu'une Section de l'habitat, créée récemment au secrétariat de la Commission serait en mesure d'exécuter le programme de travail si celui-ci était adopté. Enfin, le secrétariat a appelé l'attention des délégations sur le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification qui vient d'être créé (E/3719) par le Conseil économique et social, sur sa réunion tenue récemment au Siège et sur une note résumant les principales conclusions de ce rapport qui intéressent la Commission et invitant celle-ci à présenter ses observations (E/CN.14/175). Mr. Olu Wright (Sierra Leone), qui avait été le président de la Réunion d'experts de la Commission sur les problèmes de l'habitat en Afrique, a rendu compte des travaux et des principales recommandations de cette réunion.

258. La Commission a pris note des recommandations du Cycle d'étude sur l'urbanisation.

259. La Commission a fait siennes les recommandations de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique, notamment celle portant création d'un comité de l'habitat et de l'aménagement, en définissant le mandat et présentant des propositions relatives à un programme de travail à long terme et à court terme.

Ressources industrielles et développement industriel

260. L'oeuvre du secrétariat de la Commission dans les domaines de l'industrie et des ressources naturelles a été examinée et les travaux du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles, tels qu'ils sont consignés dans le rapport de cet organe (E/CN.14/192 et Add.1), ont été l'objet de vifs éloges. La contribution substantielle de l'UNESCO à la mise en oeuvre du programme de travail dans le domaine des ressources naturelles a été notée et louée.

261. Après un débat approfondi il a été décidé à l'unanimité de mettre l'accent sur les problèmes suivants :

- a) Développement des industries stratégiques et coordination sous-régionale : Pour que le développement de l'agriculture et celui de l'industrie aillent de pair, il conviendrait de combiner les efforts nationaux à l'effet d'établir de grandes industries lourdes modernes - sidérurgie, métaux non ferreux, produits chimiques (y compris les engrais), industrie mécanique (y compris le montage), énergie et matériaux de construction - sur la base de l'harmonisation des plans nationaux d'industrialisation et de la répartition du travail au plan sous-régional avec une distribution équitable des industries entre tous les pays. Il a été suggéré aussi que le secrétariat devrait préparer la création de services de consultants en vue d'aider les gouvernements à promouvoir le développement effectif des industries. Des

études devraient être entreprises par le secrétariat et les missions industrielles prévues à cet effet dans les différentes sous-régions ont été considérées comme particulièrement bénéfiques.

- b) Formation et recherche : Les politiques des gouvernements africains dans le domaine de la formation et de la recherche technique devraient être coordonnées; ceci permettrait d'utiliser les moyens et services et les ressources financières disponibles pour établir de nouvelles institutions locales de formation et de recherche en Afrique, pour le plus grand bénéfice des pays africains. Le secrétariat, en coopération avec les institutions spécialisées, devrait préparer des plans en vue de cette action concertée. Il serait en particulier souhaitable que cette question soit étudiée lors de la conférence sur la recherche et la formation de personnel touchant les ressources naturelles que l'UNESCO se propose d'organiser en 1964. Il est en conséquence recommandé que le secrétariat, conformément à la résolution 34(III), participe pleinement à l'organisation de cette dernière.
- c) Ressources minérales et hydrauliques : On a souligné la nécessité d'une recherche pratique pour la détermination des ressources minérales et hydrauliques et des possibilités de développement de ces ressources, y compris la création de services techniques à pied d'oeuvre.
- d) Fonds d'investissement : Les délégations ont fait valoir la nécessité de susciter des fonds d'investissement de source intérieure en indiquant les divers moyens d'y parvenir, et la nécessité de formuler des plans visant à encourager les investissements dans les pays africains.
- e) Infrastructure : Le rôle de l'infrastructure, et en particulier celui des moyens de communication en tant que condition préalable des investissements dans la grande industrie et de l'industrialisation dans les parties de l'Afrique encore sous-développées, a été reconnu à l'unanimité.

- f) Marchés communs : La création de marchés communs sous-régionaux, débouchant par la suite sur celle d'un marché commun africain, a été considérée comme un facteur important de l'accélération de l'industrialisation.

Transports et communications

262. On a pris note avec satisfaction du rapport de la Conférence des transports d'Afrique orientale (E/CN.14/193); ont été notés également les rapports du secrétariat sur d'autres activités relatives aux transports (E/CN.14/194 et Add.1).

263. Un débat général a été consacré à l'oeuvre de la Commission dans le domaine des transports. Il a été noté que le programme de travail avait été sensiblement élargi l'année dernière et qu'une Section des transports est maintenant établie dans le secrétariat. Il a été décidé :

a) Comité des transports

Que le mandat du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles soit élargi de façon à inclure les transports et communications. Cet organe au mandat élargi aurait pouvoir de convoquer des groupes de travail ou des réunions spéciales d'experts sur les aspects de l'un ou l'autre des deux problèmes qui intéressent une sous-région en particulier ou sur les sujets spécialisés intéressants pour l'ensemble du continent africain. Toutefois, certaines délégations ont fait observer que les transports constituaient par eux-mêmes un domaine distinct et vaste et qu'en raison de l'importance vitale que cette question présentait pour les pays en voie de développement elle justifiait la création d'un comité permanent et d'une liaison étroite entre celui-ci et le Comité de l'industrie et des ressources naturelles;

b) Développement des transports

Que, la vaste étude du secrétariat sur le développement des transports ayant été examinée, les gouvernements soient priés de coopérer avec le secrétariat en fournissant des données numériques et d'autres moyens appropriés qui contribueront à l'achèvement de l'étude en cause;

c) Télécommunications

Que le Secrétaire exécutif soit chargé de préparer, en coopération avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), un rapport sur les problèmes économiques de l'installation d'un réseau adéquat de télécommunications en Afrique;

d) Transports transsahariens

Que, dès lors que le rapport du secrétariat sur les problèmes des transports transsahariens (E/CN.14/194.Add.1) a été préparé d'un point de vue étroitement économique et sur la base de données incomplètes, des précisions complémentaires soient rassemblées et une analyse plus complète effectuée avec la coopération d'un groupe d'experts des pays limitrophes du Sahara; ce groupe d'experts devrait, si possible, se réunir en 1963 de façon à pouvoir présenter un rapport à la Commission, à sa sixième session;

e) Transports aériens

Que les études du secrétariat sur le développement et la coordination des divers services de transports aériens devront être intensifiées; l'OACI étant invitée à prêter tout le concours possible;

f) Général

Que les études du secrétariat sur les transports soient orientées vers la solution de problèmes pratiques, par exemple l'établissement de liaisons routières entre le Kenya, l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan.

Problèmes agricoles

264. En l'introduisant, le secrétariat a souligné que ce point de l'ordre du jour englobait un certain nombre de sujets choisis, dégagés des résolutions et des manifestations d'intérêt formulées aux précédentes sessions de la Commission. Les projets correspondants sont exécutés en liaison avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui assume la responsabilité essentielle en matière d'agriculture.

265. Programme alimentaire mondial : Il a été exposé que conformément à la résolution 54(IV) un Programme alimentaire mondial, placé sous les auspices communs des Nations Unies et de la FAO, a été lancé en 1963 pour promouvoir le développement économique et social. Il s'agit d'un programme expérimental de trois ans portant sur l'utilisation des denrées alimentaires en excédent pour le financement des projets de développement, la lutte contre la famine, l'alimentation pré-scolaire et scolaire et l'amélioration des conditions de nutrition. On a accueilli avec faveur l'idée d'employer ces excédents comme moyen de développement et d'auto-assistance. L'aide continue de la FAO sera requise pour accroître la production vivrière intérieure par l'emploi de meilleures techniques, d'engrais et d'autres méthodes. Simultanément, elles ont fait valoir la nécessité d'augmenter les contributions en espèces pour permettre l'utilisation effective de la partie du coût des projets couverts en denrées alimentaires. On a souligné qu'il importait que les pays africains contribuant aux ressources du programme et bénéficiant de ses dispositions soient plus nombreux. Un surcroît de publicité est nécessaire pour signaler le programme à l'attention des gouvernements et faire connaître les modalités de mise en oeuvre. Certaines délégations ont recommandé que soit envisagée la formation d'un fonds alimentaire pour la répartition équitable des excédents.

266. Etude des tendances et des perspectives du bois en Afrique : En application de la résolution 46(IV), un rapport d'avancement de l'étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique a été présenté. Les délégations ont reconnu qu'il serait nécessaire de déterminer avec précision les besoins en bois actuels et futurs pour servir de point de départ aux politiques forestières. On a souligné que les forêts en dehors du bois qu'elles fournissent, avaient un autre rôle important, à savoir la protection des bassins versants et la conservation des sols et des eaux. Les participants ont fait ressortir le fardeau que représentaient pour les gouvernements les dépenses locales requises pour les enquêtes de cette sorte et ont réclamé l'assistance technique de la FAO, laquelle est accordée à un certain nombre de pays.

267. Production animale : Le secrétariat a annoncé que, en application de la résolution 56(IV), il avait pris des dispositions avec la FAO pour que les aspects économiques et sociaux de la production animale soient étudiés à la première réunion africaine sur la production et la santé animale que la FAO doit organiser à la fin de 1963. Ce projet d'opération concertée a été accueilli avec faveur car il permettra d'établir un ordre du jour très complet qui combinera l'utilisation économique du bétail et les questions techniques de l'élevage, de l'alimentation, de l'approvisionnement en eau et de la lutte contre les épizooties. Les délégations ont insisté pour que les travaux dans ce domaine soient menés avec vigueur afin de favoriser les exportations et d'améliorer les conditions locales d'alimentation des populations.

268. Lutte contre le criquet pèlerin: La lutte contre le criquet pèlerin continue d'intéresser un grand nombre de pays couvrant pratiquement la totalité du territoire africain au nord de l'équateur. La plupart des gouvernements de ces pays collaborent activement à l'opération de lutte antiacridienne menée par le Fonds spécial des Nations Unies. Il s'agit d'un projet interrégional de recherche qui intéresse aussi l'Asie du sud-ouest et vise à la mise au point d'une stratégie nouvelle d'attaque directe et d'efforts pour arrêter la reproduction et les migrations du criquet. La FAO est l'agent d'exécution de ce projet. Divers organes intergouvernementaux et sous-régionaux ont été constitués en Afrique pour cette lutte. Des organes existent également pour lutter contre le criquet africain et le criquet rouge. Certaines délégations ont demandé la création d'une nouvelle organisation desservant l'Afrique du nord, d'autres ont mentionné la nécessité d'une coordination plus harmonieuse tenant compte des organismes déjà existants.

269. Crédit agricole : Un rapport abrégé sur le Centre de perfectionnement FAO/CEA du crédit agricole en Afrique a appelé l'attention sur un certain nombre de recommandations particulières formulées par ce Centre pour l'organisation et la mise en oeuvre de système de crédit agricole dans les pays de l'Afrique de l'est. Des délégations ont donné un aperçu des difficultés pratiques auxquelles donnent lieu le recouvrement des prêts, la réglementation de leur emploi et la lutte contre les pratiques

abusives des prêteurs privés. On a avancé que des solutions partielles à ces problèmes pratiques consisteraient à accorder des prêts en nature et à lier les crédits à des activités de vulgarisation qui leur donneraient la forme de crédits contrôlés. On a proposé de charger l'institut africain de développement économique et de planification d'étudier les problèmes qui se posent et les mesures requises pour la création de systèmes satisfaisants de crédits contrôlés. L'institut devrait créer et organiser des stages pour la formation du personnel appelé à mettre sur pied et à faire fonctionner ces systèmes.

270. Problèmes d'irrigation: On a manifesté un grand intérêt pour un rapport résumé sur les problèmes d'irrigation en Afrique présenté par le secrétariat. Ce rapport analyse quelques-uns des avantages que l'on peut espérer retirer de l'agriculture en périmètre irrigué, tout en signalant l'ampleur des dépenses d'équipement et l'étendue des exigences en cadres de direction qualifiés, spécialement en exploitants agricoles expérimentés, indispensables si l'on entend aboutir à des résultats satisfaisants. Le rapport conseille aux gouvernements de peser soigneusement les autres emplois qu'il est possible de donner aux capitaux ou à la main-d'oeuvre qualifiée dont ils disposent. Un rapport plus détaillé sera présenté très prochainement. Les délégations ont insisté sur la nécessité d'aborder les problèmes d'irrigation sous tous leurs angles techniques, économiques et sociaux, ainsi que dans une optique sous-régionale lorsqu'il s'agit d'utiliser des cours d'eau communs à plusieurs pays, de manière à harmoniser les projets de développement et à tirer le plus grand profit possible de l'eau disponible.

271. Les autres problèmes agricoles qui n'ont pas été examinés d'une manière détaillée, mais qui avaient été soulevés lors de la réunion du Comité du programme de travail et des priorités, sont la réforme agraire, les aspects économiques de la conservation des sols et le facteur que représente les prix agricoles dans les termes de l'échange.

PROBLEMES MONETAIRES, FINANCIERS, DE COMMERCE
EXTERIEUR ET DE PRODUITS DE BASE

(Point 10 de l'ordre du jour)

272. Pour la discussion de ce point, la Commission disposait des documents suivants : Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, (E/CN.14/174 et Corr.1, Add.1 et 2); Rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base, (E/CN.14/205); Rapport du Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest, (E/CN.14/206 et Add.1); Document d'information sur les événements récents relatifs aux groupements économiques en Europe occidentale (E/CN.14/207); Note sur l'application de la résolution 57(IV) de la Commission, (E/CN.14/190).

273. En introduisant ce point, le secrétariat a appelé l'attention des représentants sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit avoir lieu au début de 1964. On a particulièrement souligné les divers moyens par lesquels le secrétariat de la Commission pourrait contribuer à cette entreprise importante.

274. Au cours des débats qui, d'une façon générale, ont été marqués par une attitude très constructive vis-à-vis des problèmes de commerce extérieur qui se posent aux pays africains, plusieurs représentants ont souligné que la Conférence sur le commerce et le développement offrait aux pays africains une excellente occasion de coordonner leur action et ont instamment prié le Secrétaire exécutif de s'efforcer de fournir toute l'assistance possible. Les débats ont principalement porté sur les points suivants :

- a) Déséquilibre structurel : Le déséquilibre fondamental entre la structure de la production et celle de la demande dans les économies africaines a été souligné par la plupart des représentants. L'élasticité de la demande de produits d'importation dans les pays africains étant plus grande que l'élasticité de la demande de produits africains d'exportation dans les pays industrialisés, les gouvernements africains n'ont qu'une faible marge de manoeuvre. On a

souligné à ce sujet que la diversification de l'agriculture ne résout pas le dilemme. Un taux de consommation plus élevé dans les pays industrialisés et des politiques commerciales plus libérales assureraient cependant une augmentation suffisante de la demande d'exportations africaines et permettraient aux pays africains d'accroître leurs importations à la mesure de leurs besoins de développement. La nécessité de donner aux problèmes de commerce extérieur et d'assistance une solution coordonnée, a été soulignée à nouveau.

- b) Accords de produits de base : Les effets destructeurs de la dégradation continue des termes de l'échange dans le commerce extérieur africain avec les pays industrialisés et des fluctuations des cours des matières sur la politique économique et la planification ont également été notés. La plupart des représentants ont reconnu que des accords mondiaux de produits de base aideraient à résoudre ce problème. Cependant, certains représentants ont douté de l'efficacité de solutions recherchées produit par produit comme celles auxquelles ont abouti les accords actuels. On a estimé que cette méthode tendait à favoriser les exportateurs traditionnels aux dépens du développement des pays nouveaux. Certaines délégations ont signalé les possibilités offertes par un financement compensatoire.
- c) Marché commun africain: On a fortement souligné toutes les questions relatives à l'animation des échanges intra-africains; certains représentants ont fait remarquer que la complémentarité de la production entre diverses sous-régions ouvre de vastes perspectives d'échanges et ont demandé que ces possibilités soient plus soigneusement étudiées. Un projet de résolution présenté par le Ghana auquel s'étaient joints l'Algérie, le Burundi, l'Ethiopie, le Libéria, la Libye, le Maroc, la Nigéria, la République Arabe Unie, le Sénégal, le Sierra Leone, et le Tanganyika, et qui a été ensuite adoptée à l'unanimité [résolution 88(V); voir Partie III du présent rapport], souligne la

nécessité d'établir un marché commun africain en priant le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études approfondies sur les principaux problèmes que pose la création d'un tel marché. Plusieurs représentants ont fait remarquer qu'il s'agissait d'un projet qui, dans d'autres régions, a nécessité plusieurs années de préparation et que, par conséquent, il est impératif d'entreprendre aussitôt que possible les travaux en Afrique. On a fait appel à tous les gouvernements pour que, dans cette période de transition, ils ne prennent aucune initiative qui puisse mettre en danger la création ultérieure d'un marché commun. Le Secrétaire exécutif a été prié également de tenir les membres et les membres associés au courant des efforts d'intégration dans diverses parties de l'Afrique.

- d) Rapports avec les groupements économiques extra-africains :
Les représentants ont réaffirmé à l'unanimité qu'une coopération intensifiée entre les Etats africains était nécessaire pour favoriser l'unité et la solidarité africaines. Certains doutes ont été émis quant à l'association de certains Etats africains à la Communauté économique européenne. Ces doutes étaient motivés par le fait que l'association pourrait avoir des effets défavorables sur le développement de la coopération africaine. Il a été fait mention notamment de l'élément de discrimination contenu dans les aspects préférentiels de la convention d'association. Les représentants des pays non associés à la Communauté économique européenne ont cependant déclaré qu'ils étaient conscients des avantages financiers et techniques de l'association pour les pays associés et des difficultés que présenterait l'abandon prématuré du présent système.

275. Les représentants des pays associés à la Communauté ont estimé que l'association n'a pas les effets destructeurs que l'on prétend. Leurs relations avec la Communauté n'impliquent pas pour eux l'obligation de rompre leurs liens avec les autres pays africains. Ils se sont prononcés pour une collaboration intra-africaine mais ils ont souligné qu'ils ne

pouvaient pas se permettre de faire fi des avantages qu'ils tirent d'une stabilisation des recettes de l'exportation de leurs produits primaires et de l'aide économique et financière dont ils bénéficient dans le cadre de l'association. De plus, aucune solution de rechange pratique n'a encore été suggérée.

276. Certains pays non-associés ont déposé un projet de résolution sur les relations entre les pays africains et la Communauté économique européenne. Dans ce projet il était demandé au Secrétaire exécutif de faire part aux organes compétents des appréhensions dont il est question plus haut et de chercher à clarifier la nature des rapports entre les clauses tarifaires de la Convention d'association et les règlements en matière de droits de douane qui devront être pris en vue d'un marché commun africain. Ce projet de résolution a été retiré dans l'intérêt de l'unité africaine.

277. De nombreux représentants ont évoqué les problèmes que soulève l'existence de diverses zones monétaires dans la région. La République Arabe Unie à laquelle s'étaient joints l'Algérie, la Guinée, le Mali et le Maroc, a présenté un projet de résolution. Ce projet signalait qu'il y avait lieu d'établir des liaisons commodes entre les zones monétaires et les systèmes de paiements pour animer les échanges commerciaux intra-africains et priaït le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude sur les possibilités de créer un système de compensation au sein d'une union des paiements entre les pays africains. Le secrétariat a indiqué comment il pensait que l'étude demandée pourrait être exécutée, notamment grâce à l'aide d'experts et en réunissant un groupe de travail de fonctionnaires d'Etat en 1964. Tous les représentants ont exprimé le vœu que le projet soit mis à exécution aussi rapidement que possible mais ont reconnu que l'étude devrait être effectuée avec le plus grand soin. On a rappelé qu'une étude des différents systèmes monétaires utilisés en Afrique - et en particulier de leurs répercussions sur le commerce intra-africain - était actuellement entreprise par le secrétariat en application de la résolution 30(III). Après avoir pris note des incidences financières signalées par le Secrétaire exécutif (voir paragraphe 300 a) ci-dessous), la Commission par 19 voix contre zéro avec deux abstentions, a adopté la résolution [résolution 87(V); voir Partie III du présent rapport].

ASSISTANCE INTERNATIONALE A L'AFRIQUE

(Point 11 de l'ordre du jour)

278. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie d'un document d'information sur l'assistance technique fournie aux pays et territoires d'Afrique au titre du programme élargi et du programme ordinaire (E/CN.14/210), d'un document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique (E/CN.14/214 et Add.1) et de documents d'information sur les activités d'assistance technique d'un certain nombre d'institutions spécialisées.

279. Le Commissaire adjoint à l'assistance technique a fait rapport sur les activités en Afrique au titre du programme de l'assistance technique des Nations Unies et il a également fourni des renseignements sur les projets du Fonds spécial. Il a fait remarquer qu'en 1963 le programme des Nations Unies dépassera 7,5 millions de dollars et qu'un montant de 1,5 million de dollars est prévu pour des projets régionaux. On peut espérer que le nombre et l'envergure des projets du Fonds spécial en Afrique augmenteront dans un proche avenir. Les activités mentionnées sous les quatre principales rubriques du programme des Nations Unies (conditions préalables au développement économique et social, y compris statistiques, planification, formation en enquêtes économiques; enquêtes sur les ressources naturelles et développement de ces ressources; programmes sociaux y compris l'habitat et l'aménagement; administration publique) ont marqué en 1962 des progrès qui se poursuivront en 1963.

280. Les représentants d'un certain nombre d'institutions spécialisées ont également fait des exposés sur les activités d'assistance technique de leurs organisations. Un représentant du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique a également fait un exposé.

281. Des représentants de pays observateurs ont rendu compte de leurs arrangements bilatéraux d'assistance technique avec les pays africains.

282. Une proposition a été faite tendant à recommander aux pays membres de la Commission d'envisager la possibilité de présenter aux Nations Unies une résolution sur la création d'une "Force permanente des Nations Unies pour la sécurité de l'Afrique" qui permettrait aux Etats africains de réduire leurs dépenses pour la défense nationale et de consacrer ainsi les économies correspondantes à des programmes de développement. L'établissement d'une telle organisation découragerait également les intentions agressives et empêcherait que la course aux armements ne commence en Afrique. En outre les pactes défensifs entre pays deviendraient inutiles et il n'y aurait plus de bases militaires étrangères en Afrique.

283. Au cours des débats, des éloges ont été adressés aux Nations Unies et aux institutions spécialisées pour leur assistance qui est d'une grande importance pour le développement économique et social en Afrique. Il faudra néanmoins que l'assistance technique se développe encore. L'assistance bilatérale, elle aussi, a été l'objet d'observations élogieuses, bien que la préférence ait été, en général, donnée aux arrangements multilatéraux.

STATISTIQUES

(Point 12 de l'ordre du jour)

284. En présentant ce point, le secrétariat a expliqué que ses activités dans ce domaine ont pour objet d'encourager le développement des services nationaux de statistique, d'adapter les normes statistiques aux conditions de l'Afrique et d'adapter l'élaboration des statistiques aux besoins de la planification nationale du développement. Pour atteindre ces objectifs, il a entrepris la préparation de manuels et de mementos sur les procédures et la méthodologie en matière de statistique, la création de services de formation, la convocation, à l'échelon régional ou sous-régional, de réunions d'experts et de chefs des bureaux de statistique, et la tâche de rassembler, d'évaluer, d'élaborer et de diffuser des données statistiques.

285. Pour ses débats, la Commission était saisie, en plus du programme de travail sur les statistiques, des documents suivants : Rapport du Colloque sur les statistiques industrielles (E/CN.14/173); Note sur le développement statistique (E/CN.14/219); Rapport sur les consultations régionales de 1962 (E/CN.14/220); Rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains (E/CN.14/221).

286. Les principaux points discutés étaient les suivants:

- a) Lacunes en matière de données statistiques : On a répété à plusieurs reprises qu'il y avait encore de nombreuses lacunes dans les données statistiques fournies par beaucoup de pays africains. Ces lacunes constituent des obstacles sérieux aux études, aux travaux de recherche et à l'élaboration des politiques à suivre; il faut y prêter une attention immédiate et y remédier. On a cité, à titre d'exemple, l'insuffisance des statistiques relatives à la population, à la production, aux prévisions en matière de récoltes, à l'emploi, aux traitements et salaires, ainsi qu'à la comptabilité nationale et aux études budgétaires.
- b) Pénurie de personnel: D'une manière générale, les représentants ont reconnu que les services statistiques manquaient aussi bien de statisticiens professionnels que de personnel auxiliaire. On a souligné la pénurie qui existe dans deux groupes particuliers, premièrement, les statisticiens en matière économique - qui doivent assurer une liaison efficace entre les services statistiques et ceux de la planification - et, deuxièmement, le personnel préposé aux enquêtes sur le terrain, dont il faut disposer pour rassembler les données lors des enquêtes par sondage dont le nombre ne cesse d'augmenter. Les membres du Comité ont estimé que l'on disposait des moyens nécessaires, sous différentes formes, pour former des statisticiens professionnels. Ils ont souligné combien il importait que les centres de formation statistique créés ou patronnés en Afrique par la Commission et

L'Organisation des Nations Unies poursuivent leur tâche et ils ont recommandé que le Secrétaire exécutif s'efforce d'élargir ces activités et de faire en sorte que l'on dispose de possibilités accrues en matière de formation et de bourses.

- c) Conférence des statisticiens africains: Les délégations ont approuvé à l'unanimité le sujet choisi aux fins d'examen par la troisième Conférence de statisticiens africains: développement statistique et rapports entre les statistiques et d'une part la planification et d'autre part la coordination avec les organisations responsables. On a souligné l'importance qui s'attache à l'établissement des comptes nationaux en tant qu'instrument d'intérêt fondamental pour la planification. A cet égard on a noté la nécessité d'établir des tableaux des ressources humaines et naturelles en plus des tableaux financiers du type classique. On a également mis en garde les statisticiens qui s'efforcent de satisfaire aux exigences de la planification en leur recommandant de ne pas pour autant négliger les besoins des autres utilisateurs de données statistiques qui s'en servent pour des usages et des applications plus généraux.
- d) Réunions et services consultatifs à l'échelon sous-régional : Les délégations ont accueilli avec faveur l'idée d'organiser à l'échelon sous-régional, des réunions périodiques des chefs des bureaux de statistique qui constitueraient selon eux un moyen efficace d'échanger des données d'expérience, de coordonner les activités et d'évaluer les programmes de coopération régionale. Ils ont noté le besoin continu en experts statisticiens et l'importance pour les gouvernements de prendre des mesures pour s'assurer que les résultats des travaux des experts continuent d'être exploités après la fin de leurs missions. Ils ont souligné, notamment, tout l'intérêt des services consultatifs régionaux à court terme et les usages qui peuvent en être faits, et ils ont demandé au Secrétaire exécutif de pourvoir à la continuation et à l'élargissement de cette activité. Tous les

gouvernements des pays membres ont été invités à appuyer sans réserve les efforts déployés par le Secrétaire exécutif aux fins de promouvoir le développement statistique en Afrique.

FORMATION PROFESSIONNELLE

(Point 13 de l'ordre du jour)

287. En présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a fait ressortir que les activités de formation professionnelle n'ont cessé de se développer depuis la création de la Commission. Il a ensuite examiné les différents rapports présentés à la Commission sur ce sujet: Rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique (E/CN.14/218), Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques (E/CN.14/222), Formation en cours d'emploi (E/CN.14/223), Rapport sur les centres de formation statistique (E/CN.14/224), Rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire (E/CN.14/225), enfin Rapport sur les stages de fonctionnaires des douanes (E/CN.14/226).

288. La Commission a apprécié l'effort du secrétariat dans le domaine de la formation professionnelle et l'a engagé à poursuivre ces activités et à les étendre, notamment dans la formation des cadres pour l'administration publique, comme l'a déjà approuvé le Comité du programme de travail et des priorités.

289. Les suggestions contenues dans le document E/CN.14/223 pour l'élargissement de la formation en cours d'emploi ont été approuvées.

APPLICATION DES DECISIONS SUR LA DECENTRALISATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES DES NATIONS UNIES ET LE REN- FORCEMENT DES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

(Point 14 de l'ordre du jour)

290. Le secrétariat a introduit un rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général en vue de l'application de la résolution 50(IV) dans lequel on souligne les importants progrès accomplis

l'année dernière dans la voie de la décentralisation, au profit du secrétariat de la Commission, des activités économiques et sociales, notamment pour les questions relatives à l'Assistance technique et au Fonds spécial. La Commission a pris note des progrès réalisés et des mesures nouvelles envisagées (document E/CN.14/227) et a chargé le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur la participation accrue du secrétariat aux activités d'assistance technique des Nations Unies [voir résolution 83(V); Partie III du présent rapport].

291. La Commission a pris note d'un rapport d'avancement sur la création de ses bureaux sous-régionaux (E/CN.14/228). Elle a loué les efforts du Gouvernement du Niger et du secrétariat à l'effet d'établir, à Niamey, un bureau sous-régional que l'on espère voir entrer en activité au début de 1964.

292. La Commission a rappelé sa résolution 64(IV) par laquelle elle a décidé la création de deux bureaux sous-régionaux dont celle d'un bureau sous-régional pour l'Afrique au nord du Sahara. Le représentant de l'Algérie, appuyé par les représentants des autres pays de l'Afrique du nord, a proposé que le deuxième bureau sous-régional soit fixé au Maroc et le représentant du Maroc a déclaré que son Gouvernement serait heureux d'offrir les facilités nécessaires pour l'établissement de ce bureau sous-régional à Tanger. La Commission a fait siennes ces propositions et a exprimé sa gratitude au Gouvernement marocain.

PROBLEMES DE PERSONNEL DE LA COMMISSION

(Point 15 de l'ordre du jour)

293. En introduisant le débat, le Secrétaire exécutif a donné des indications sur les notables progrès dans les effectifs numériques des engagements l'année dernière et sur les progrès vers l'africanisation. Il a également rendu compte des perspectives immédiates et des objectifs à long terme en soulignant cependant que la politique suivie par le Secrétaire général est de continuer à fournir en partie aux commissions

régionales du personnel ressortissant de pays autres que ceux de la région en cause. Il a expliqué les diverses mesures qui ont été prises en vue d'obtenir plus de candidatures africaines et a souligné les difficultés rencontrées pour obtenir le détachement de collaborateurs appropriés. Le Secrétaire exécutif a également fait connaître les activités entreprises en matière de formation et les plans d'extension de ces activités. Il a déclaré que le Comité du recrutement et de la formation du personnel n'a pas encore pu se réunir officiellement, bien que des contacts étroits aient eu lieu au Siège entre les représentants du Secrétaire général et des délégations permanentes de pays africains.

294. Au cours des débats, les points suivants ont été soulevés :

- a) Tous les représentants qui ont pris part aux débats ont marqué leur approbation pour les progrès notables qui ont été faits dans le recrutement général, du point de vue des effectifs totaux et du point de vue de l'africanisation;
- b) On a estimé en général que des efforts supplémentaires sont à faire en vue de confier à des Africains des postes de direction au secrétariat;
- c) On a suggéré qu'il faudrait s'attacher davantage à obtenir le détachement de fonctionnaires africains;
- d) Il a été généralement reconnu qu'il n'y a pas assez de membres du secrétariat ressortissants de pays africains d'expression française, ce qui gêne la préparation et la distribution des documents en langue française;
- e) Tous les participants ont reconnu qu'un dilemme se pose aux pays africains qui désirent vivement détacher des fonctionnaires expérimentés mais ont également besoin de ces personnes dans leur pays, et que les pays africains devraient s'efforcer davantage de faire les sacrifices nécessaires dans l'intérêt de la Commission;

f) Tous les participants ont été d'avis que si la politique d'africanisation du secrétariat doit être poursuivie, on aura toutefois encore besoin d'un certain contingent de membres du personnel d'autres nationalités, originaires de toutes les parties du monde, tant dans l'intérêt de l'Afrique, que pour préserver le caractère universel de cette branche de l'Organisation des Nations Unies;

g) On a exprimé l'espoir que le Comité de recrutement et de la formation du personnel sera convoqué prochainement.

295. En commentant les débats, le Secrétaire exécutif a déclaré qu'il avait soigneusement noté toutes les observations faites. Les politiques établies en matière de recrutement seront fermement poursuivies. Au cours des prochaines années, de larges perspectives s'ouvrent au recrutement d'autres Africains à tous les niveaux mais le Secrétaire exécutif aura besoin de la coopération active de tous les gouvernements africains pour obtenir le détachement de personnel qualifié. Il a ajouté qu'il espère convoquer prochainement le Comité de recrutement et de la formation du personnel à Addis-Abéba.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES

(Point 16 de l'ordre du jour)

296. Dans son exposé d'introduction le Secrétaire exécutif a traité des quatre groupes de questions ci-après: le Programme de travail et priorités pour 1963-64, présenté à la Commission dans les documents E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3 en appelant notamment l'attention sur les activités consacrées par la Commission au programme de la Décennie du Développement, et sur les incidences financières des nouvelles activités proposées au cours de la présente session; les résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social au cours de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions et lors de la reprise de la trente-quatrième session, et par l'Assemblée générale à sa dix-septième session (E/CN.14/232 et Add.1, plus Add.1/Corr.1); le contrôle et la

limitation de la documentation (E/CN.14/184); enfin les dispositions relatives aux comités permanents. A ce propos, il a signalé à la Commission les dispositions relatives aux comités permanents (E/CN.14/177).

297. En expliquant les mesures qui concernent les comités permanents, le Secrétaire exécutif a insisté sur le fait que les propositions formulées par le secrétariat étaient destinées à accélérer les travaux et à améliorer leur rendement, en recourant davantage aux différents comités permanents et à des réunions d'experts organisées à intervalles réguliers. Il a cependant fait observer que le document E/CN.14/177 ne devait en aucune façon être interprété comme une proposition ferme du secrétariat; on a cherché dans ce document à préciser l'avis de la Commission, afin d'être certain que les vues du secrétariat ne vont pas à l'encontre des vœux de la Commission. Il a souligné tout particulièrement que si le secrétariat a suggéré que le quorum des comités permanents soit ramené de la majorité au tiers des membres de la Commission, c'est pour pouvoir donner plus de souplesse à la procédure, étant donné les difficultés rencontrées.

298. Le Secrétaire exécutif a également déclaré que si l'on pouvait prendre des dispositions dans le sens suggéré, on pourrait alors envisager, comme on l'a proposé, une session annuelle beaucoup plus courte.

299. La méthode constructive exposée par le Secrétaire exécutif pour aborder la rationalisation des méthodes de travail de la Commission a bénéficié d'un accueil favorable. La discussion a dégagé les points principaux ci-après :

- a) L'extension du réseau de comités permanents et la convocation à intervalles réguliers de réunions d'experts ont été considérées comme une procédure commode qui permettrait de soulager le fardeau de la Commission et de réserver la session annuelle pour l'examen des questions essentielles de politique générale.

- b) Les réunions ne devraient pas être le seul mode de relation entre les gouvernements et le secrétariat et on pourrait recourir davantage à la correspondance régulière;
- c) Quelques représentants ont suggéré que la Commission pourrait se réunir tous les deux ans. On a estimé toutefois, qu'il serait préférable, pour le moment, en raison de l'évolution rapide de la situation en Afrique, de continuer à tenir des sessions annuelles. D'une manière générale, on a admis qu'il serait utile que le secrétariat se penche encore sur le problème en prenant en considération l'expérience acquise par la Commission et les conclusions qu'il serait possible de dégager de l'expérience d'autres commissions régionales;
- d) La plupart des représentants ont estimé qu'il était possible de réduire la durée des sessions de la Commission; pourtant certains ont jugé que des sessions d'une semaine seraient trop courtes. Cependant, il a été également reconnu par l'ensemble des participants qu'il y aurait possibilité de limiter la discussion générale, ce qui laisserait plus de temps pour l'examen des questions de haute politique.

300. La Commission:

- a) Ayant pris note des incidences financières des nouveaux projets, a adopté le rapport du Comité du programme de travail et des priorités (E/CN.14/231). Les nouveaux projets sont les suivants : Organisation d'une foire commerciale africaine (projet 13-12) dont le coût est évalué à 13.600 dollars en 1963 et 49.850 dollars en 1964; formation en cours d'emploi au sein de la Section du commerce extérieur du secrétariat (projet 61-03) et cours de formation pour petits commerçants (projet 61-11) dont le coût est évalué à 5.000 dollars en 1963 et à 10.000 dollars en 1964; une étude sur la possibilité d'adopter une Convention TIR dans les pays de l'Afrique de l'ouest (projet 13-10) dont le coût est évalué à 7.500 dollars en 1963 et à 23.850 dollars en 1964;

une étude sur la possibilité de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre pays africains (projet 13-14), dont le coût est évalué à 14.000 dollars en 1963 et à 50.800 dollars en 1964; un projet tenant à l'établissement d'une union pan-africaine des télécommunications (projet 22-01 f)), dont le coût est évalué à 44.300 dollars en 1963 et à la même somme en 1964; enfin, la réunion d'un groupe de travail sur l'administration publique (projet 51-02) dont le coût est évalué à 18.600 dollars en 1964. Ces recommandations ont été incorporées dans le Programme de travail et priorités. (Voir Partie V du présent rapport);

- b) A décidé que le Comité permanent du commerce serait désormais considéré comme régi par les articles 67 et 68 du règlement intérieur, qui s'appliquent aux organes subsidiaires de la Commission;
- c) A décidé que n'étant pas un comité permanent au sens courant de cette expression, l'organe appelé jusqu'ici Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire serait rebaptisé "Comité d'experts de la protection sociale et du développement communautaire", continuerait de tenir des réunions annuelles financées sur les crédits des Nations Unies et garderait sensiblement le même mandat;
- d) Ayant noté qu'on peut craindre qu'il y ait des difficultés à réunir dans les comités permanents le quorum prévu par l'article 42 du règlement intérieur, a reconnu que cet article était susceptible d'une interprétation plus souple et qu'en conséquence, comme l'article 68 le permet, les comités permanents pléniers de la Commission pourraient être considérés comme ayant atteint le quorum si sensiblement moins de la moitié des membres sont présents dans le cas où, de l'avis du comité permanent intéressé, la bonne marche des travaux le nécessite;
- e) A décidé qu'il n'était plus nécessaire de convoquer le Comité du programme de travail et des priorités.

DATE ET LIEU DE LA SIXIEME SESSION

(Point 17 de l'ordre du jour)

301. La Commission a décidé de tenir sa sixième session à Alger (Algérie); elle a aussi recommandé que Nairobi (Kenya) soit retenu comme lieu de la septième session. Le Secrétaire exécutif a appelé l'attention de la Commission sur les dépenses financières supplémentaires à engager lorsque la session se tient hors du siège de la Commission; pour la sixième session, les charges supplémentaires s'élèveraient à 49.500 dollars des Etats-Unis. Quant à la recommandation visant à tenir la septième session à Nairobi, il a signalé que le voeu de la Commission serait mentionné dans le rapport mais que la décision doit être prise à la sixième session.

302. Un certain nombre de représentants ont proposé que la sixième session ait lieu après le jeûne du Ramadan qui, en 1964 se termine le 15 février. Le Secrétaire exécutif a cependant fait valoir que, si l'on recule la date de la session, il sera difficile de préparer et de soutenir les propositions budgétaires de la Commission en temps voulu et qu'il est préférable de tenir la session le plus tôt possible. Il a été convenu de laisser le choix de la date au Secrétaire exécutif qui, pour sa décision, tiendra compte des diverses opinions exprimées.

ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA SESSION

303. A sa 99e séance (séance de clôture), la Commission, après examen, a adopté trois résolutions : la première concernant la campagne de lutte antiacridienne et les travaux de l'OMM en Afrique, [résolution 89(V) voir Partie III du présent rapport]; la deuxième, félicitant le Secrétaire exécutif et le secrétariat de leur loyauté et de leur conscience professionnelle, [résolution 90(V) voir Partie III du présent rapport]; et la troisième, exprimant la gratitude de la Commission aux membres des bureaux de la quatrième et de la cinquième sessions, [résolution 91(V) voir Partie III du présent rapport].

304. Au cours de cette séance, la Commission a adopté à l'unanimité le rapport du Comité économique, le rapport du Comité social et le rapport sur ses travaux propres en séances plénières et a approuvé en même temps les résolutions qui avaient été adoptées par les deux comités. Ces trois rapports ont été réunis et constituent le texte du présent rapport.

305. Dans son discours de clôture, le Président a déclaré que la cinquième session marque une date mémorable dans les annales de la Commission économique pour l'Afrique, elle a constitué une étape importante dans le développement de la pensée économique appliquée à la réalisation d'une économie africaine. La session a prouvé la réalité de l'unité africaine qu'il s'agisse des débats et des résolutions sur la banque africaine de développement, sur l'institut africain de développement économique et de planification, sur le marché commun africain ou sur les questions relatives à la composition de la Commission. Il a remercié le secrétariat de son efficacité et, en particulier, le Secrétaire exécutif qui a déployé une activité inlassable dans ses fonctions de Chef des opérations des Nations Unies au Congo et qui va désormais pouvoir mettre son dynamisme et sa sagesse au service de la Commission. Il s'est déclaré convaincu que l'action individuelle et collective des pays africains assurera le succès de la noble cause qui est celle de l'Afrique et de la Commission.

PARTIE III

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA CINQUIÈME SESSION

67(V) REMERCIEMENTS AU PRÉSIDENT ET AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU CONGO (LÉOPOLDVILLE)

La Commission économique pour l'Afrique

Sensible à l'aimable invitation du Gouvernement du Congo (Léopoldville) pour la tenue de sa cinquième session,

Sensible à toutes les facilités consenties par les autorités congolaises aux organisateurs de cette session et après avoir écouté avec intérêt la brillante allocution pleine de sagesse de Son Excellence le Président de la République du Congo,

1. Adresse ses plus vifs remerciements et l'expression de toute sa gratitude au peuple et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) et singulièrement à Son Excellence le Président Kasa-Vubu pour les efforts et les sacrifices consentis pour l'organisation de cette cinquième session,
2. Présente ses félicitations au Président de la République du Congo (Léopoldville) pour le message réaliste, expression de ses qualités d'homme d'Etat, qu'il a prononcé à la séance d'ouverture de la cinquième session de la Commission,
3. Décide que la présente résolution sera remise au Président de la République par le bureau et une délégation de la Commission.

83e séance,
19 février 1963

68(V) MANDAT DE LA COMMISSION - PORTUGAL ET AFRIQUE DU SUD

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 42(IV) qui recommandait, notamment, de retirer au Portugal sa qualité de membre de la Commission économique pour l'Afrique puisqu'il se refusait à accepter les obligations découlant de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale et la résolution 5(II) de la Commission,

Rappelant également sa résolution 44(IV) qui recommandait notamment de retirer à la République Sud-Africaine sa qualité de membre de la Commission jusqu'à ce qu'elle mette un terme à sa politique de discrimination raciale,

Considérant qu'il n'y a eu de la part des Gouvernements du Portugal et de la République Sud-Africaine aucune réaction positive aux recommandations de la Commission,

Notant avec regret que le Conseil économique et social n'a pas jugé possible, à la reprise de sa trente-quatrième session, d'accepter la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République Sud-Africaine,

Recommande au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision sur la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République Sud-Africaine, et de transmettre les vues et la recommandation de la Commission à l'Assemblée générale.

91e séance
23 février 1963

69(V) MANDAT DE LA COMMISSION

QUALITE DE MEMBRE ASSOCIE POUR L'ESPAGNE, LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note de la résolution 927(XXXIV) du Conseil économique et social relative à l'amendement du mandat de la Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné les résultats des votes émis à l'occasion des débats sur le projet de résolution III présenté par la Commission économique pour l'Afrique au Conseil économique et social ^{4/} et après avoir analysé les considérations ayant abouti à la résolution 927(XXXIV),

Tenant compte du fait que, comme conséquence du processus de décolonisation, les membres de la Commission entendaient, par la résolution

^{4/} E/3506 (E/CN.14/163), quatrième partie. Voir aussi résolution 42(IV) de la Commission.

précitée, permettre aux membres africains de prendre collectivement et dans les limites du mandat de la Commission des décisions affectant l'Afrique, sans que ces décisions soient influencées par les votes contraires de puissances extra-africaines,

Tenant compte également que les puissances non-africaines qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront par là-même d'être membres de la Commission,

1. Prend acte du mémorandum présenté au Conseil économique et social par le représentant permanent de l'Espagne auprès des Nations Unies, dans lequel le Gouvernement espagnol indique qu'il est disposé à appliquer la résolution 1466(XIV) du 12 décembre 1959 de l'Assemblée générale des Nations Unies;
2. Prend note des déclarations faites par les représentants de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni devant la Commission économique pour l'Afrique à sa cinquième session;
3. Réaffirme sa position exprimée dans la résolution 42 (IV) sans préjudice de la résolution 44(IV) relative à l'Afrique du Sud;
4. Demande à nouveau au Conseil économique et social de ratifier la résolution 42(IV), d'une part, dans sa partie concernant les pays africains non-autonomes et, d'autre part, dans sa partie concernant le statut de la France et du Royaume-Uni, mais en la modifiant en ce qui concerne l'Espagne pour accorder à ce pays le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni.

91e séance
23 février 1963

70(V) ADMINISTRATION PUBLIQUE

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris connaissance du rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180) qui s'est tenu au siège de la Commission du 2 au 11 octobre 1962 sous les auspices de la Commission et de la Division de l'administration publique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies,

Confirmant le point de vue formulé par le Conseil économique et social dans sa résolution 907(XXXIV) et selon lequel "l'existence de structures administratives solides et d'une administration publique saine est une condition essentielle du progrès des pays en voie de développement",

Notant avec satisfaction qu'un Service de l'administration publique a été créé au secrétariat de la Commission,

Désireuse d'apporter son concours aux gouvernements africains, isolément et collectivement, dans leurs efforts pour améliorer les aspects administratifs de leurs programmes de développement,

Consciente de la nécessité d'africaniser la fonction publique dans les pays africains,

1. Demande au secrétariat d'utiliser le rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains et le résumé des débats comme guide dans la planification des activités régionales et sous-régionales relatives à l'administration publique et de signaler à l'attention des gouvernements africains les renseignements et suggestions utiles figurant dans ce rapport à l'effet d'améliorer l'administration publique au plan national et au plan local;
2. Demande au Secrétaire exécutif de prier les gouvernements membres d'utiliser les services des conseillers régionaux de l'administration publique de la Commission pour de courtes missions;
3. Demande aux divers organismes sous les auspices desquels s'exercent les activités régionales et sous-régionales relatives à l'administration publique en général ou à l'administration des services et programmes essentiels de concerter leurs efforts, en faisant appel à cet effet, dans la plus large mesure possible, au concours du secrétariat de la Commission;
4. Demande au Secrétaire exécutif, après consultation des autres institutions spécialisées intéressées, notamment l'UNESCO, de présenter à la sixième session de la Commission un plan conçu pour appuyer au plan régional et au plan sous-régional, les efforts nationaux visant à améliorer l'administration publique et à développer les moyens de formation dans cette branche, en faisant appel à cet effet, dans la mesure du possible, aux établissements existants;

5. Décide qu'en vue de faciliter l'examen, par la Commission, du plan mentionné ci-dessus et des projets à long terme d'administration publique en prévision de leur incorporation au programme de travail de la Commission, il est créé un Groupe de travail de l'administration publique de la Commission, que le Secrétaire exécutif convoquera en 1964 et, par la suite, tous les deux ans, à moins que la Commission n'en décide autrement et que seront dégagées les ressources financières appropriées. Ce Groupe de travail devra être composé surtout d'experts africains.

92e séance
25 février 1963

71(V) ACTIVITES DE DEMARRAGE DE L'INSTITUT AFRICAIN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 58(IV) portant création d'un institut africain de développement économique et de planification,

Considérant le rapport E/CN.14/172 de la première réunion du Comité permanent d'orientation et notamment la recommandation formulée au paragraphe 13 du rapport tendant à l'ouverture du premier cours à Dakar en octobre 1963, à l'organisation d'un cours spécialisé au Caire en 1963-1964 et d'un cours d'introduction à Tunis en 1963-1964,

Notant par ailleurs que le calendrier de l'examen du projet d'institut par le Fonds spécial prévoit la mise au point du projet en 1963 avec l'aide d'une mission consultative du Fonds spécial et la soumission du projet par le Directeur général au Conseil d'administration du Fonds en janvier 1964,

Notant avec satisfaction que plus de quarante candidats ont déjà été présentés par les gouvernements des pays africains pour l'obtention d'une bourse pour le cours d'octobre 1963 à Dakar,

Notant également avec satisfaction les préparatifs menés activement par le Secrétaire exécutif pour ces activités de démarrage, tels qu'ils sont décrits dans son rapport (E/CN.14/203) et les efforts des Nations

Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies pour la constitution d'une équipe de démarrage en 1963,

1. Demande au Secrétaire exécutif de mener à bien les activités décidées en juin 1962 par le Comité permanent d'orientation pour l'année scolaire 1963-1964 et le charge à cet effet d'établir les programmes détaillés des études et recherches pour cette année scolaire, en étroite coopération avec le Comité permanent d'orientation lors de sa prochaine réunion en 1963 et les institutions spécialisées des Nations Unies intéressées, en fonction des conclusions de la mission consultative du Fonds spécial;
2. Adresse un pressant appel au Secrétaire général et au Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique des Nations Unies pour qu'ils déterminent les sources temporaires de financement nécessaires à ces activités, dans l'attente de la décision du Fonds spécial;
3. Décide l'élargissement du Comité permanent d'orientation, en portant le nombre des membres de six à neuf.

93e séance,
26 février 1963

72(V) FINANCEMENT DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ET DE
PLANIFICATION

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 58(IV) portant création d'un institut africain de développement économique et de planification, et notamment le point A-3 du dispositif de cette résolution instituant un Comité permanent d'orientation,

Notant avec satisfaction la vigoureuse impulsion donnée par ce Comité aux préparatifs nécessaires, comme il ressort du rapport de la réunion du Comité en juin 1962, à Dakar (E/CN.14/172),

Notant en outre qu'à la suite de ces travaux, des demandes identiques d'assistance au Fonds spécial des Nations Unies ont été adressées au nom des pays africains par les Gouvernements du Gabon, du Sénégal, de la Somalie, du Togo, de la Tunisie, et que le Gouvernement du Maroc a donné son appui à cette demande.

Notant avec satisfaction la déclaration faite au Conseil d'administration du Fonds spécial par le Directeur général de cette institution en janvier 1963 d'après laquelle ce dernier est convaincu qu'un projet satisfaisant aux critères du Fonds spécial pourra être soumis en janvier 1964 au Conseil d'administration;

Consciente des règles de financement des projets du Fonds spécial, à savoir:

- a) La nécessité de réunir les fonds de contrepartie à la charge des Etats bénéficiaires pour couvrir notamment les frais locaux de fonctionnement et d'équipement de l'institut;
 - b) La nécessité de donner au Conseil d'administration du Fonds spécial des assurances formelles sur le budget des bourses,
1. Décide que les fonds de contrepartie pour les cinq premières années de l'institut seront versés jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars des Etats-Unis par les Etats africains membres de la Commission mentionnés au tableau ci-après selon le système suivant:

- a) Le versement d'une contribution fixe minimale par tous les gouvernements des pays figurant au tableau ci-après et égale à 25.000 dollars;
 - b) Un versement complémentaire variant suivant la population du pays considéré qui amènera la contribution totale de chaque gouvernement aux chiffres suivants :
- | | |
|---|----------------|
| - pays de moins de 1,5 million d'habitants: | 28.500 dollars |
| - pays de 1,5 à 8 millions d'habitants: | 39.000 " |
| - pays de 8 à 16 millions d'habitants: | 67.000 " |
| - pays de plus de 16 millions d'habitants: | 102.000 " |

2. Est prête à recevoir les contributions que les membres associés de la Commission, les Etats Membres des Nations Unies et les institutions spécialisées, les fondations et autres institutions s'intéressant à l'institut, voudraient bien lui apporter;

3. Demande au Secrétaire exécutif de communiquer cette résolution à tous les gouvernements et institutions visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, dès la clôture de la cinquième session de la Commission;

4. Invite de manière pressante les gouvernements des pays figurant au tableau ci-après,

- a) A verser au Fonds spécial conformément aux procédures de ce Fonds, avant le 30 juin 1963, la contribution fixe minimale de 25.000 dollars visée au paragraphe 1 a) ci-dessus;
- b) A verser la différence entre cette contribution minimale et la contribution totale figurant au paragraphe 1 b) ci-dessus, lorsque le montant en sera confirmé par le Directeur général du Fonds spécial;

5. Invite les membres de la Commission figurant au tableau ci-après et les membres associés africains de la Commission à prendre en charge le financement des bourses des stagiaires qu'ils enverront à l'institut, en exprimant l'espoir que les membres associés africains en particulier pourront être assistés à cet effet par les Nations Unies et d'autres organismes d'assistance technique.

CLASSIFICATION DE 32 ETATS ^{a/}
(suivant l'effectif de la population)

Groupe 1. Moins de 1,5 million d'habitants

Contribution du groupe : 3,5 % (soit par pays: 0,5 %)

- | | |
|------------------------|------------------------------|
| 1. Gabon | 4. Libye |
| 2. Mauritanie | 5. République Centrafricaine |
| 3. Congo (Brazzaville) | 6. Libéria |
| | 7. Togo |

Groupe 2. De 1,5 à 8 millions d'habitants

Contribution du groupe: 34 % (soit par pays: 2 %)

- | | |
|------------------|-------------------|
| 8. Dahomey | 14. Niger |
| 9. Somalie | 15. Sénégal |
| 10. Burundi | 16. Guinée |
| 11. Sierra Leone | 17. Côte-d'Ivoire |
| 12. Tchad | 18. Haute-Volta |
| 13. Rwanda | 19. Cameroun |
| | 20. Mali |
| | 21. Tunisie |
| | 22. Madagascar |
| | 23. Ouganda |
| | 24. Ghana |

^{a/} La contribution totale de chaque groupe est proportionnelle à la population du groupe en 1960. La répartition est uniforme à l'intérieur du groupe. Les Etats sont classés par ordre croissant de population.

Groupe 3. De 8 à 16 millions d'habitants

Contribution du groupe: 30 % (soit par pays: 6 %)

- | | | |
|----------------|------------|--------------------------|
| 25. Tanganyika | 27. Maroc | |
| 26. Algérie | 28. Soudan | 29. Congo (Léopoldville) |

Groupe 4. Plus de 16 millions d'habitants

Contribution du groupe: 32,5 % (soit par pays un peu moins de 11 %)

- | | | |
|--------------|---------|-------------|
| 30. Ethiopie | 31. RAU | 32. Nigéria |
|--------------|---------|-------------|

93e séance,
26 février 1963

73(V) MESSAGE DE SYMPATHIE A LA LIBYE

La Commission économique pour l'Afrique,

Emue par la nouvelle du séisme qui a affecté une partie de la Libye,

Sensible au deuil des familles éprouvées par le cataclysme et devant l'ampleur du séisme,

1. Prie le Gouvernement et le peuple de Libye de trouver ici, à l'occasion de ces circonstances douloureuses, l'expression de sa sympathie et de ses condoléances attristées,
2. Demande au Président de la cinquième session et au Secrétaire exécutif d'adresser la présente résolution à Sa Majesté Moulay Idriss Senoussi.

94e séance,
27 février 1963

74(V) DECLARATION DU CAIRE RELATIVE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que l'Assemblée générale a pris note à sa 17e session de la déclaration du Caire de juillet 1962 relative aux pays en voie de développement,

Prend note de cette déclaration dont elle décide la distribution à tous ses Etats membres.

96e séance,
28 février 1963

75(V) CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT A ADDIS ABABA

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'existence de traits communs aux problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels des Etats africains et malgache,

Consciente de l'efficacité et de la nécessité des contacts directs et humains entre Chefs d'Etats,

Consciente également de l'urgente nécessité de l'unité et du renforcement de la solidarité africaines,

1. Exprime sa gratitude et ses félicitations aux Chefs d'Etats africains et malgache pour cette heureuse initiative;
2. Forme des vœux pour sa réussite complète;
3. Demande au Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à tous les Chefs d'Etats africains et malgache intéressés.

96e séance,
28 février 1963

76(V) BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Afrique,
Déterminée à renforcer la solidarité africaine par la coopération économique entre les Etats africains,

Considérant qu'il est nécessaire d'accélérer le développement des vastes ressources humaines et naturelles de l'Afrique pour stimuler le développement économique et le progrès social sur ce continent,

Consciente de l'importance d'une coordination des plans nationaux de développement économique et social pour favoriser la croissance harmonieuse des économies africaines dans leur ensemble et en vue de l'expansion des échanges commerciaux africains, en particulier celle des échanges intra-africains,

Reconnaissant que la création d'un établissement financier commun à tous les pays africains favoriserait ces dessins,

Ayant accouté, par sa résolution 52(IV), le principe de la création d'une banque africaine de développement sous réserve d'enquêtes et de consultations complémentaires,

Ayant aussi établi, par la même résolution, un Comité de neuf de ses membres pour effectuer ces études, enquêtes et consultations,

Tenant compte du rapport du Secrétaire exécutif à la présente session faisant savoir que le Comité des Neuf a terminé sa mission, y compris la préparation d'un projet de statut pour la banque africaine de développement envisagée,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire exécutif a convoqué pour juin 1963 la Conférence des ministres africains des finances prévue dans la résolution 52(IV),

1. Demande instamment à tous les gouvernements africains d'attacher une grande importance à ce projet et de réserver une attention particulière au rapport du Comité des Neuf et aux suggestions que le Secrétaire exécutif présentera à la Conférence des ministres des finances;
2. Affirme à nouveau l'intérêt profond qu'elle attache à la création, dans les délais les plus courts possibles, d'une banque africaine de développement;

3. Insiste auprès de tous les gouvernements pour qu'ils participent à la Conférence des ministres africains des finances et qu'ils chargent leurs délégations respectives de prendre les mesures finales nécessaires en vue de la création prochaine de la banque africaine de développement qui contribuera au développement économique et au progrès social des pays membres, individuellement et solidairement;
4. Invite le Comité des Neuf à s'associer au Secrétaire exécutif pour présenter et défendre son rapport auprès des gouvernements africains et à la Conférence des ministres des finances.
5. Invite le Secrétaire exécutif à communiquer à tous les gouvernements africains ainsi qu'à la Conférence des ministres des finances tous les travaux, documents et résolutions de la Commission relatifs à la banque africaine de développement.

96e séance,
28 février 1963

77(V) FORMATION DES CADRES

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'urgence de l'accélération du développement économique et social des pays d'Afrique et considérant que la création d'industries dans ces pays est une condition indispensable de ce développement,

Tenant compte de la résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation des cadres techniques nationaux dans le but d'une industrialisation accélérée des pays en voie de développement,

Reconnaissant que la formation des cadres techniques nationaux doit s'effectuer principalement à l'intérieur même des pays en voie de développement,

1. Demande au Secrétaire exécutif d'entreprendre une enquête auprès des Etats membres pour connaître leurs besoins en personnel technique, en établissements et autres moyens de formation à tous les échelons;
2. Invite le Secrétaire exécutif:
 - a) A présenter à la sixième session de la Commission, avec la

participation du Président-Directeur du Bureau de l'Assistance technique, du Commissaire à l'assistance technique et des institutions spécialisées des Nations Unies, et en accord avec les gouvernements des pays d'Afrique, un rapport sur les services et les besoins de formation des cadres techniques nationaux dans les pays de la région de la Commission,

- b) A saisir les services intéressés des Nations Unies y compris la DOAT ainsi que toutes les institutions spécialisées, OIT, FAO, UNESCO, OMS, UIT, OMM, etc., y compris le BAT, et à leur demander d'augmenter, dans toute la mesure du possible, en prenant en considération les besoins particuliers des pays d'Afrique en cadres nationaux, l'aide apportée à ces pays dans le domaine de la formation.

96e séance,
28 février 1963

78(V) CRIQUET PELERIN

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la gravité des invasions de criquets pèlerins dans la zone nord de l'Afrique et des conséquences néfastes qui en résultent pour les cultures,

Considérant l'urgence qu'il y a à rendre la lutte anti-acridienne plus efficace et moins onéreuse afin d'empêcher le retour d'invasions dévastatrices,

Notant avec satisfaction d'une part le projet relatif au criquet pèlerin du Fonds spécial des Nations Unies; d'autre part l'existence de deux organisations de lutte anti acridienne en Afrique de l'est et en Afrique de l'ouest et l'intérêt que présentent de telles organisations pour l'étude d'une action internationale concertée dans les zones soumises au danger acridien,

1. Invite le Secrétaire exécutif à saisir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture chargée de l'exécution du projet régional du Fonds spécial relatif au criquet pèlerin aux fins de créer une organisation de lutte et d'étude anti acridienne pour l'Afrique du nord;

2. Demande au Secrétaire exécutif de faire rapport à la prochaine session de la Commission.

97e séance,
1er mars 1963

79(V) CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 8 (II), 25 (III), 28 (III) et 31 (III),

Rappelant également les résolutions 1707 (XVI) et 1785 (XVII) de l'Assemblée générale et la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social,

Ayant examiné le premier rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et ses annexes,

Ayant examiné notamment le programme de travail de la Commission en ce qui concerne les problèmes du commerce extérieur,

Convaincue que le développement économique accéléré des pays en voie de développement dépend dans une large mesure d'une augmentation importante de la part qu'ils prennent au commerce international et de leur aptitude à tirer des revenus stables et équitables de leurs exportations de produits primaires et de produits semi-manufacturés,

Tenant compte du fait qu'en raison de son extrême dépendance du commerce international et de sa gamme beaucoup plus restreinte de produits de base, l'Afrique est, plus que toute autre région du monde en voie de développement, gravement touchée par la position défavorable des termes de l'échange et est de ce fait plus exposée aux fluctuations à court terme des recettes d'exportation,

Consciente de la nécessité d'éliminer les obstacles, les restrictions et les pratiques discriminatoires dans le commerce mondial qui ont en particulier des répercussions défavorables sur l'expansion et la diversification nécessaires des exportations de produits primaires et de produits semi-manufacturés des pays en voie de développement,

1. Accueille avec satisfaction, comme très opportune, la décision du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale tendant à convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au plus tard au début de 1964;
2. Exprime l'espoir que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement recommandera notamment:
 - a) Que les recettes que les pays en voie de développement tirent du commerce international, particulièrement leurs ressources en devises, augmentent à un taux qui soit en rapport avec leurs besoins de développement et qui ne devra en tout cas pas être inférieur au taux de développement des pays développés;
 - b) Que le principe de la parité des prix dans le commerce mondial soit adopté officiellement selon le modèle des programmes de soutien des prix que de nombreux pays industrialisés ont introduits dans leur économie nationale;
3. Demande à tous les gouvernements africains, étant donné l'importance de la Conférence, d'en suivre de près les travaux préparatoires et d'aider le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en mettant à la disposition de la Conférence des études et documents d'information se rapportant à la question;
4. Demande également au secrétariat de la Commission d'aider, sur une base prioritaire, à la préparation et à l'élaboration des études et de la documentation relatives aux problèmes du commerce de l'Afrique;
5. Recommande que le secrétariat de la Commission soit autorisé à apporter toutes les modifications nécessaires et à donner une nouvelle orientation à son programme de travail relatif au commerce extérieur, en vue de répondre à toute exigence qui pourrait résulter des recommandations du Comité préparatoire de la Conférence sur le commerce et le développement, particulièrement en ce qui concerne les délais fixés pour la présentation des études;
6. Recommande en particulier que le secrétariat entreprenne, outre le programme de travail déjà recommandé en matière de commerce, les études suivantes à soumettre à l'examen de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement:

- a) Une projection des besoins des pays africains en matière de commerce dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement;
- b) Une étude comparée des incidences sur l'économie des pays africains de la méthode qui consiste à aborder "produit par produit" le problème de la stabilisation des marchés des produits primaires et des incidences de la méthode qui consiste à aborder ce problème "par groupes de produits".

97^e séance,
1^{er} mars 1963

80(V) PLANIFICATION

La Commission économique pour l'Afrique

Consciente de ce que la planification est avant tout un acte politique, du moins dans sa finalité,

Considérant que cette planification pour être efficace exige que soient remplis un certain nombre de préalables,

Preuant acte, avec une immense satisfaction, du projet du secrétariat, d'une réunion des experts africains en planification,

1. Prie le secrétariat d'inscrire prioritairement à l'ordre du jour de cette réunion des experts africains en planification, une étude complète et objective des points suivants:

- planification obligatoire ou souple, centralisée ou décentralisée;
- conception des institutions de planification et des institutions de développement et rapports à prévoir entre ces institutions en vue de la coordination appropriée des éléments des projets de développement correspondant à l'établissement des budgets, à la planification et à l'exécution;
- conception et création d'organes consultatifs chargés de la planification coordonnée aux échelons sous-régional et régional;
- domaines et projets se prêtant à une planification coordonnée et intégrée aux échelons sous-régional et régional;
- éléments du choix des priorités;

- intégration ou association de la main-d'œuvre;
- méthodes de mobilisation des masses et la restructuration sociale;
- possibilités de financement des programmes à partir des ressources propres de chaque pays.

2. Demande au secrétariat de la Commission de prendre toutes mesures utiles pour assurer le succès de cette réunion, en faisant venir des experts internationaux de qualité et en réservant une très ample diffusion aux conclusions résultant de l'étude de ces points précités.

97e séance,
1er mars 1963

81(V) REPRÉSENTATION DE L'AFRIQUE AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le grand nombre d'États africains indépendants admis à l'Organisation des Nations Unies depuis trois ans,

Considérant en outre que la pratique qui s'est établie aux Nations Unies pour l'élection aux organes principaux, en particulier au Conseil économique et social, ne tient pas compte de cette augmentation du nombre des membres africains,

Compte tenu de la déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux qui aboutira à une augmentation du nombre des États africains,

1. Prie le Conseil économique et social de recommander à l'Assemblée générale d'assurer l'application rapide de sa déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples du continent et des îles africains en vue de permettre aux États africains de jouer pleinement leur rôle dans les travaux du Conseil économique et social;

2. Recommande au Conseil économique et social de proposer à l'Assemblée générale que toutes les dispositions soient prises pour assurer une représentation adéquate de l'Afrique au Conseil économique et social sur la base d'une répartition géographique équitable.

97e séance,
1er mars 1963

82(V) DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris connaissance avec satisfaction des décisions de la Conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique participant à l'exécution du Plan d'Addis-Abéba, ainsi que des mesures adoptées par l'UNESCO en vue du développement de l'éducation en Afrique,

Rappelant la résolution 1832(XVII) de l'Assemblée générale,

Notant les besoins financiers supplémentaires révélés par la Conférence des ministres africains de l'éducation pour le développement de l'enseignement en Afrique,

1. Invite les Etats Membres et membres associés de la Commission à poursuivre avec vigueur le développement planifié de l'enseignement et en particulier à intégrer les programmes d'enseignement aux plans généraux de développement économique et social;
2. Invite les Etats Membres et membres associés de la Commission à consacrer dès 1965, conformément aux dispositions du Plan d'Addis-Abéba, 4 pour 100 du revenu national global aux dépenses d'éducation;
3. Exprime l'espoir que l'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies à ses Etats Membres et aux membres des institutions spécialisées, permettra de faire face à ces besoins;
4. Note avec satisfaction que les Ministres de l'éducation des pays africains ont institué une Conférence permanente de responsables de l'enseignement des pays africains participant à l'exécution du Plan d'Addis-Abéba,
5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts de la Conférence mentionnée ci-dessus, de continuer à coopérer avec le Directeur général de l'UNESCO.

98e séance,
1er mars 1963

83(V) DECENTRALISATION DES ACTIVITES DES NATIONS UNIES

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 50(IV),

Ayant pris note du rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en vue de l'application de cette résolution (E/CN.14/227),

1. Accueille avec satisfaction la résolution 879(XXXIV) du Conseil économique et social en date du 6 juillet 1962, et la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1962, réaffirmant la politique de décentralisation et demandant que des mesures complémentaires soient prises en vue de son application,
2. Se félicite que le Secrétaire général entende continuer à convoquer des réunions des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales,
3. Note avec satisfaction la création au Cabinet du Secrétaire exécutif d'un Service de coordination de l'assistance technique ^{5/} qui doit permettre au secrétariat de la Commission de servir de plus en plus de lieu de convergence pour la planification et l'exécution des projets d'assistance technique en Afrique,
4. Charge le Secrétaire exécutif de mettre à la disposition de la Commission, à sa sixième session, des exemplaires des rapports demandés par l'Assemblée générale aux paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif de sa résolution 1823(XVII) du 18 décembre 1962, et de présenter un rapport sur la participation accrue du secrétariat aux activités d'assistance technique des Nations Unies.

98e séance,
1er mars 1963

^{5/} Voir paragraphe 10 du présent rapport.

84(V) PARTICIPATION DU PORTUGAL ET DE L'AFRIQUE DU SUD AUX
REUNIONS DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 566(VI) de l'Assemblée générale du 18 janvier 1952 et, en particulier, le premier alinéa du préambule dans lequel l'Assemblée prend note de la proposition du Secrétaire général tendant à utiliser l'Organisation des Nations Unies en vue d'encourager l'évolution, par des moyens pacifiques des peuples dépendants vers une situation d'égalité avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale qui "invite spécialement tous les Etats membres qui administrent des territoires non autonomes en Afrique à proposer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique",

Rappelant sa résolution 5(II) du 28 janvier 1960 relative à l'admission de nouveaux membres associés et ses résolutions 24(III) et 42(IV) qui invitent instamment tous les Etats Membres à mettre en application les dispositions pertinentes de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale,

Notant avec regret que certains territoires non autonomes d'Afrique ne sont pas encore représentés à la Commission en tant que membres associés,

Considérant le rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de la résolution 42(IV), selon lequel certains Etats Membres y compris le Portugal et la République Sud-africaine n'ont pas encore donné suite aux dispositions de cette résolution,

Constatant que seuls de tous les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ou des territoires africains sous tutelle, le Portugal et la République Sud-Africaine se refusent encore à appliquer les dispositions des résolutions 42(IV) et 24(III) de la Commission,

Tenant compte aussi de ce que la République Sud-Africaine n'a pas encore mis un terme à sa politique de discrimination raciale,

Notant avec regret que le Conseil économique et social n'a pas jugé bon, à la reprise de sa trente-quatrième session, d'approuver la recommandation de la Commission à l'effet de retirer au Portugal et à la République Sud-Africaine leur qualité de membre de la Commission,

Ayant pris note des résultats du vote sur les résolutions 42(IV) et 44(IV) soumises par la Commission et considérant que ces résolutions ont été rejetées à une faible majorité seulement,

1. Prend note de ses résolutions 68(V) et 69(V);
2. Prie tous les Etats africains membres de la Commission de prendre en considération la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal quand ils délivrent des visas ou permis d'entrée aux représentants de ces deux pays, à l'effet de leur permettre de participer aux conférences et réunions de la Commission ou des institutions spécialisées des Nations Unies qui seraient organisées dans un Etat africain membre de la Commission.

98e séance,
1er mars 1963

85(V) DESARMEMENT

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant en considération la déclaration de l'Assemblée générale sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement qui figure dans le document A/5361 du 14 décembre 1962 et la résolution 1837(XVII) de l'Assemblée générale sur cette question,

Reconnaissant le besoin fondamental qu'éprouvent les pays africains de disposer de plus amples moyens de financement pour leur développement économique,

Tenant compte du fait que le désarmement (complet ou partiel) libérerait les Etats et les peuples du lourd fardeau des dépenses militaires et permettrait d'utiliser annuellement des sommes supplémentaires pour faire face aux besoins vitaux de l'humanité et du développement économique, tout particulièrement à ceux des peuples d'Afrique,

Insiste solennellement auprès de tous les gouvernements des Etats membres de la Commission, pour qu'ils redoublent d'efforts vers la prompte réalisation d'un désarmement général et complet.

95e séance,
28 février 1963

86(V) MARCHÉ COMMUN AFRICAIN

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant étudié le rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session et le rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles,

Notant l'unanimité de vues qui existe entre gouvernements africains au sujet de la nécessité d'un marché commun africain,

Considérant cependant, que ce marché commun ne peut être établi avant qu'on ait procédé à de nombreux arrangements détaillés sur les douanes, les différents systèmes monétaires, les finances, les transports, la législation et d'autres questions pertinentes,

Reconnaissant la nécessité d'un supplément d'étude à entreprendre par le secrétariat sur l'animation des échanges sous-régionaux, en particulier des produits spécialement mentionnés par le Comité permanent du commerce et dans le rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles,

1. Demande au Secrétaire exécutif d'entreprendre en même temps des études intensives sur les problèmes essentiels d'un marché commun africain, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains, et de présenter aux gouvernements africains, pour la solution de ces problèmes, un document préliminaire qui pourrait servir de guide à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains qui doit se tenir au mois de mai prochain;
2. Demande en outre au Secrétaire exécutif de prêter l'appui total des services techniques du secrétariat à tout organisme que pourraient constituer les gouvernements africains pour traiter de la question d'un marché commun africain;

3. Prie tous les gouvernements africains d'apporter leur entier appui à cette tâche, afin qu'un marché commun africain puisse être réalisé dans les plus brefs délais possibles.

99e séance,
2 mars 1963

87(V) ETUDE SUR LES POSSIBILITES DE CREER UN SYSTEME DE COMPEN-
SATION AU SEIN D'UNE UNION DES PAIEMENTS ENTRE LES PAYS
AFRICAINS

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'existence en Afrique de zones monétaires et de systèmes de paiements différents,

Tenant compte qu'il y a lieu d'établir des liaisons commodes entre ces zones monétaires et ces systèmes de paiement pour animer les échanges commerciaux intra-africains,

Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude sur les possibilités de créer un système de compensation au sein d'une union des paiements entre les pays africains et de présenter cette étude à la Commission pour sa septième session.

99e séance,
2 mars 1963

88(V) RECOMMANDATION SUR LA PROTECTION SOCIALE ET LE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il importe d'inclure les services de protection sociale dans les plans nationaux de développement,

Reconnaissant les besoins en personnel social d'encadrement ayant des qualifications correspondant aux normes établies,

Reconnaissant les besoins de formation dans ces domaines,

Considérant qu'il importe d'appliquer les résultats de la recherche sociale dans les pays africains,

Prenant en considération les problèmes de la jeunesse en milieu rural,

Tenant compte de la nécessité de mesures d'organisation appropriées dans le secrétariat,

1. Attire l'attention des gouvernements sur la nécessité :

- a) d'élaborer des programmes de protection sociale dans les plans nationaux de développement et de fixer des priorités en fonction des ressources financières disponibles;
- b) d'établir et de maintenir des normes de qualifications appropriées pour le personnel d'encadrement dans ces domaines par l'intermédiaire d'organismes nationaux du développement communautaire et de la protection sociale et par celui d'associations professionnelles;
- c) d'organiser, en collaboration avec le secrétariat et les institutions spécialisées compétentes, des cycles d'étude, stages et conférences nationaux pour la formation du personnel dans ces domaines;

2. Prie le Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire d'examiner à sa prochaine session:

- a) Le financement des services sociaux;
- b) Les priorités dans les activités des services sociaux;
- c) La répartition équitable des services sociaux dans chaque pays;
- d) Le rôle des services sociaux dans les progrès de l'habitat.

3. Charge le Secrétaire exécutif:

- a) D'entreprendre des études sur la planification et le financement, les priorités et la répartition équitable des services sociaux et de les inscrire à l'ordre du jour du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire;
- b) D'assister les gouvernements pour la création de conseils nationaux du développement communautaire et de la protection sociale;
- c) D'étudier et de proposer des normes de qualifications pour le personnel d'encadrement dans ce domaine;
- d) D'organiser, en collaboration avec les institutions spécialisées des cours de formation, cycles d'étude, stages et voyages d'étude, compte tenu des propositions précises qui figurent à l'annexe IV du document E/CN.14/187;

- e) De convoquer à un niveau élevé une réunion d'environ dix spécialistes pour articuler la recherche sociale aux problèmes pratiques; de faire rapport sur les liens qui devraient exister entre la recherche universitaire et la recherche entreprise par d'autres organes sur les diverses situations des pays africains et de donner des conseils sur les programmes d'assistance nécessaires pour publier des travaux de recherche sur des questions économiques et sociales;
- f) De collaborer avec la FAO à l'étude des problèmes de la jeunesse en milieu rural lors de la réunion sur la vie rurale en Afrique envisagée pour 1964;
- g) De demander aux gouvernements de nommer dans chaque pays, un ou plusieurs correspondants du Bureau de documentation sur le développement communautaire et la protection sociale.

99e séance,
2 mars 1963

89(V) ETUDES DE L'ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE SUR LA
LUTTE ANTIACRIDIENNE

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la nécessité croissante de faire appel à la météorologie pour favoriser le développement économique de l'Afrique,

Rappelant la recommandation de l'Association régionale pour l'Afrique de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), tendant à la création d'un bureau régional de cette Organisation en Afrique,

Notant avec satisfaction l'assistance technique toujours grandissante fournie par l'OMM au continent africain, au plan national et au plan régional,

Notant en particulier, les études de l'OMM en liaison avec la campagne de lutte antiacridienne et l'intention de cette Organisation de convoquer un cycle d'étude sur ce sujet dans le courant de l'année,

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire savoir à l'OMM qu'elle appuie la proposition tendant à la création d'un bureau régional et qu'elle souhaite une assistance encore accrue;

2. Insiste auprès des gouvernements des Etats Membres de la Commission directement intéressés par la campagne de lutte antiacridienne pour qu'ils adressent immédiatement à l'OMM leurs demandes à l'effet d'organiser un cycle d'étude sur les aspects météorologiques du problème.

99e séance,
2 mars 1963

90(V) FELICITATIONS AU SECRETARIAT

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'ampleur des efforts que le secrétariat de la Commission a fournis pour organiser la cinquième session de la Commission tenue dans la République du Congo (Léopoldville),

Notant le faible effectif avec lequel le secrétariat de la Commission a conduit efficacement à leur terme les travaux de la cinquième session,

Se rendant compte des efforts considérables exigés du secrétariat en temps, en énergie, en dévouement, pour faciliter les travaux et assurer le succès des délibérations de la cinquième session,

Félicite le Secrétaire exécutif et le personnel du secrétariat pour la loyauté et la conscience professionnelle apportées à la cause du progrès économique et social de l'Afrique.

99e séance,
2 mars 1963

91(V) FELICITATIONS AUX MEMBRES DES BUREAUX DES QUATRIEME ET CINQUIEME SESSIONS

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes obligations du Président et des Vice-Présidents pour la conduite et la direction des débats des séances plénières et des responsabilités analogues des Présidents et Vice-Présidents du Comité économique et du Comité social et des Rapporteurs des Comités de rédaction,

Notant avec satisfaction la dignité et la compétence avec lesquelles ces membres du bureau de la Commission se sont acquittés des devoirs de leur charge pour mener à bonne fin les travaux de la cinquième session de la Commission,

1. Félicite le Président et les Vice-Présidents de la Commission, les Présidents et Vice-Présidents du Comité économique et du Comité social pour leur activité à la cinquième session de la Commission;
2. Exprime également sa gratitude au Président, aux Vice-Présidents et aux Rapporteurs de la quatrième session de la Commission pour leur éminent concours.

99e séance,
2 mars 1963

PARTIE IV

PROJETS DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

I

Le Conseil économique et social

1. Prend acte du rapport annuel établi par la Commission économique pour l'Afrique pour la période du 4 mars 1962 au 2 mars 1963 et des recommandations et résolutions qui figurent aux Parties II et III de ce rapport;
2. Approuve le programme de travail et les priorités figurant à ce rapport.

II

Le Conseil économique et social

Réexamine sa décision au sujet de la recommandation qu'avait formulée la Commission sur le statut du Portugal et de l'Afrique du Sud dans la Commission 6/;

Décide de saisir l'Assemblée générale de la manière de voir et des recommandations de la Commission.

III

Le Conseil économique et social

Ratifie la partie de la résolution 42(IV) de la Commission économique pour l'Afrique qui s'applique aux pays africains non autonomes et la partie qui concerne le statut de la France et du Royaume-Uni, en la modifiant dans la partie qui concerne l'Espagne, afin d'accorder à ce pays le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni.

IV

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'assurer la prompte application de la déclaration de l'Assemblée qui traite de l'octroi de l'indépendance

6/ Voir résolutions 42(IV) et 44(IV) de la Commission et la décision de l'ECOSOC qui figure dans le document E/SR.1239.

aux peuples et territoires du continent africain et des îles qui en dépendent, afin de permettre aux Etats africains de participer pleinement aux travaux du Conseil;

Propose que l'Assemblée générale prenne toutes mesures utiles pour assurer une juste représentation de l'Afrique au Conseil économique et social sur la base d'une équitable répartition géographique.

PARTIE V

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES POUR 1963-1964

A. Observations sur le Programme de travail et priorités

306. La Commission a été saisie du Programme de travail et priorités pour 1963-1964 proposé par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3) ainsi que du rapport du Comité du programme de travail et des priorités (E/CN.14/231).

307. Le Secrétaire exécutif a appelé l'attention de la Commission sur le fait que le présent Programme de travail et priorités a été établi conformément au schéma général de la réorganisation de la structure administrative du secrétariat, comme il est indiqué dans son rapport sur les travaux effectués par le secrétariat entre la quatrième et la cinquième session de la Commission (E/CN.14/179). Ces modifications de structure, ainsi que la réorganisation et l'expansion des travaux consacrés à des projets individuels, et l'adjonction de nombreux nouveaux projets, notamment dans la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles et dans le Service de l'Administration publique, ont inévitablement entraîné de nombreux changements dans la présentation et la disposition des diverses parties du programme de travail et des ordres de priorités pour 1963-1964, par rapport à celui de 1962-1963.

308. A la suite de la création d'un Service de l'administration publique et conformément aux conclusions et recommandations du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains, le secrétariat a inclus pour la première fois dans le programme de travail et les ordres de priorités un programme détaillé consacré à l'administration publique. On pense que ce programme pourra être élargi progressivement, au fur et à mesure que les gouvernements feront parvenir leurs demandes et qu'il pourra disposer d'un matériel d'information plus complète. C'est ainsi que l'enquête envisagée sur les établissements de formation professionnelle devrait permettre de formuler des propositions concrètes pour la création de centres de formation (aux échelons national, sous-régional ou régional) là où il n'en existe pas à l'heure actuelle, ou pour l'amélioration ou l'agrandissement des centres existants. L'évaluation et l'exécution du présent programme et l'élaboration des programmes ultérieurs seraient grandement facilitées si l'on arrivait à instaurer des moyens de

communication plus rapides et permanents entre les gouvernements des pays africains et le secrétariat. Le secrétariat pourrait ainsi être tenu au courant des politiques générales, des objectifs, des besoins et des programmes des gouvernements africains, ainsi que des évaluations sur l'exécution du programme de travail.

309. Un Service de l'administration publique a été rattaché au Cabinet du Secrétaire exécutif; il fonctionne actuellement au moyen de fonds et avec du personnel fournis au titre du Programme ordinaire de l'Assistance technique des Nations Unies (résolution 723(VIII)). La création de ce service a permis d'organiser dans des conditions satisfaisantes le fonctionnement de l'administration publique, à son stade initial, dans le cadre de la Commission, et a grandement facilité le processus d'intégration. On examinera cependant la possibilité de donner un caractère plus définitif à cette nouvelle fonction, en absorbant, dès que ce sera possible, dans le secrétariat de la Commission une partie des charges financières et des tâches assignées au personnel, de façon à en aligner la gestion sur celle des autres services de la Commission.

310. Les projets figurant sous la rubrique - Développement économique et social - ont généralement traité à l'analyse des principaux aspects des problèmes et des politiques de développement, sous l'angle économique et social. On attache une importance particulière à la corrélation qui existe entre les problèmes économiques et sociaux. On a donc décidé d'aborder la question sous l'angle de l'intégration, afin d'éviter, dans la mesure du possible, la dichotomie qui se produit si facilement lorsque l'on traite ces problèmes; on a donc fait porter les efforts sur le développement planifié. En effet, ces projets sont orientés vers la concentration des activités sur l'inventaire, l'évaluation et l'analyse comparée des points suivants :

- a) Programmes de développement africain;
- b) planification intégrale;
- c) Méthodes et techniques de la planification dans les conditions propres à l'Afrique;

- d) projections à long terme;
- e) études des problèmes démographiques et des aspects juridiques et sociaux du développement;
- f) diffusion de renseignements sur les résultats de ces études.

En outre, on envisage d'organiser des réunions sur la planification et les politiques de développement; un groupe d'experts doit notamment se réunir en automne 1963 pour étudier l'intégration des secteurs sociaux dans les programmes et les projets des plans de développement intégral. Ces projets comporteront également des études sur les barrières sociales et les mesures propres à stimuler le développement, ainsi que sur les problèmes qui découlent de l'expansion économique. Le Programme de travail comprend également des activités consacrées au développement communautaire et à la protection sociale.

311. Comme on le mentionnait dans le Programme de travail de l'année dernière, le Secrétaire exécutif envisage depuis quelque temps déjà une étude générale de la situation économique en Afrique. Grâce à l'accroissement des effectifs du secrétariat, on a maintenant la possibilité d'exécuter ce projet, de façon que les résultats puissent en être communiqués à la septième session de la Commission. Des travaux préparatoires ont déjà été entrepris et l'on pense que ce tableau d'ensemble qui représente une étude de tous les aspects économiques de l'Afrique, comprendra certains autres projets figurant au Programme de travail, notamment ceux qui traitent de l'inflation et de l'épargne et, tout au moins en partie, de celui qui parle des finances publiques.

312. Lorsqu'il a inséré les questions concernant le commerce dans le Programme de travail, le Secrétaire exécutif a tenu compte des travaux préparatoires exécutés pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui doit avoir lieu au début de 1964. Bien qu'il n'ait pas jugé nécessaire de restreindre le Programme de travail tel qu'il avait été envisagé avant que l'Assemblée générale ait décidé de convoquer cette Conférence, il est bien évident qu'il conviendra d'accorder une place

spéciale aux projets qui sont en rapport direct avec l'ordre du jour de cette réunion. Il a également été nécessaire d'insérer de nouveaux projets dans le Programme de travail, puisqu'ils doivent faire partie de la documentation préparée pour la Conférence et il a donc fallu ajourner à 1964 l'exécution d'autres projets. On espère cependant que les travaux préparatoires pour ces projets pourront être entrepris en 1963. On notera également que les projets relatifs aux incidences des groupements économiques de l'Europe occidentale sur les économies africaines et sur les politiques commerciales et fiscales des pays développés, dans la mesure où elles peuvent exercer une influence sur les exportations de produits manufacturés et semi-manufactures de l'Afrique, font état d'une éventuelle coopération avec les autres commissions régionales et le Département des affaires économiques et sociales au Siège. Cette procédure est extrêmement souhaitable si l'on veut être en mesure de présenter à la conférence des rapports d'une portée intégrale sur ces deux sujets, qui revêtent l'un et l'autre une importance capitale pour le commerce et le développement en Afrique.

313. Le programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture est fondé sur un petit nombre de projets essentiels qui, dans leurs grandes lignes, consistent en une documentation sur l'agriculture, la planification du développement agricole, la commercialisation et la consommation ainsi que l'assistance directe fournie aux divers gouvernements. Ce programme est coordonné avec le programme beaucoup plus vaste de la FAO en Afrique, qui englobe une série considérable de questions techniques du domaine agricole. On a placé l'accent sur les questions de politique générale et d'organisation dans le domaine économique, plutôt que sur des études analytiques d'ensemble et l'on a évité les questions agricoles de caractère essentiellement technique. On a donc attaché une importance particulière à la planification dans l'agriculture, conçue comme élément de la planification économique générale, aux politiques des prix, au crédit agricole, aux politiques agraires, aux aspects économiques de l'irrigation, au rôle de la nutrition dans le développement agricole et à d'autres problèmes analogues qui préoccupent directement les gouvernements.

314. Dans leurs décisions, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont invité les Commissions régionales à donner la priorité aux principaux projets qui entrent dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Lors de la mise en oeuvre du Programme de travail, ces priorités serviront de guide au Secrétaire exécutif.

315. Comme le Secrétaire exécutif l'a mentionné dans ses observations sur le Programme de travail et priorités au cours des années précédentes, il devrait se voir reconnaître une certaine latitude pour apporter des modifications au programme de travail, une fois que la Commission l'aura approuvé. Cela devient particulièrement nécessaire du fait que de nombreux pays africains ont accédé récemment à l'indépendance et que le secrétariat devrait être en mesure de les assister, soit en les aidant à étudier les problèmes auxquels ils ont à faire face dans l'immédiat, soit en les faisant bénéficier d'avis techniques. En outre, au cas où les services du secrétariat se verraient confier des tâches imprévues, il se pourrait que le Secrétaire exécutif se voie obligé de différer l'exécution de certains projets.

316. La Commission a adopté le rapport du Comité (E/CN.14/231) sans amendements. A la suite de l'adoption des résolutions 70(V), 77(V), 79(V), 80(V), 86(V), 87(V) et 89(V), certaines parties du Programme de travail ont été révisées. Le Programme de travail et priorités pour 1963-1964, tel qu'il a été révisé et adopté, est reproduit ci-dessous.

B. Liste annotée des projets pour 1963-1964^{7/}

I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.

01 Aspects généraux des politiques et programmes de développement^{8/}

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

01-01 Examen, analyse et diffusion des renseignements sur les plans de développement africains

Référence : Rapport sur la troisième session.

Activités : Inventaire, évaluation et analyses comparatives des plans de développement des pays africains, du point de vue national, sous-régional ou régional; diffusion des renseignements sur l'organisation, la technique et la politique de la planification et de la programmation dans les pays africains, y compris les techniques de mise en oeuvre des plans.

Observations : Ce projet sera exécuté en liaison avec les offices centraux de planification des gouvernements des pays africains; ceux-ci ont été priés d'aider le secrétariat de la CEA à organiser un service central pour la diffusion des renseignements sur la planification dans les pays africains.

^{7/} Les projets ont été numérotés à nouveau, afin d'améliorer leur présentation.

^{8/} Les projets repris sous ce titre seront exécutés en coordination l'un avec l'autre, ainsi qu'avec les projets qui traitent des aspects sectoriels ou particuliers du développement et qui figurent dans une autre partie du programme des travaux.

01-02 Analyses des principaux problèmes et politiques de développement en Afrique

Référence : Rapport sur la troisième et la cinquième sessions; résolution 80(V) de la Commission.

- Activités :
- a) Présentation, à la sixième session de la Commission, de propositions concrètes relatives à la coordination des plans de développement.
 - b) Incorporation dans les plans de développement intégral, des secteurs, programmes et projets sociaux, y compris la fixation de normes et objectifs sociaux, ainsi que les problèmes financiers et administratifs qui se posent dans ce domaine.
 - c) Stratégie générale du développement dans les conditions propres à l'Afrique; y compris la création de "pôles de développement", la planification régionale à l'intérieur des pays, le développement urbain et rural et la coopération entre pays africains.
 - d) Objectifs proposés pour le niveau et la répartition des revenus, de l'emploi, de la main-d'oeuvre, de l'investissement, de la consommation et de la balance des paiements.

Observations : A entreprendre en 1963-1964, en collaboration avec les institutions spécialisées.

01-03 Méthodologie et techniques de la planification et de la programmation

Références :

Rapport sur la troisième session; résolution 1708(XVI) de l'Assemblée générale et résolution 924(XXXIV) de l'ECOSOC.

Activités :

Recherche des méthodes et techniques de la planification et de la programmation applicables aux conditions particulières à l'Afrique, à effectuer en coopération avec le Centre des projections et de la programmation économiques du Siège des Nations Unies et avec d'autres commissions régionales. Les points à étudier porteront notamment sur l'adaptation de modèles globaux de croissance, à la planification des pays africains, les rapports capital-production et sujets connexes, l'élasticité de la consommation en fonction du revenu, les possibilités d'application aux économies africaines des analyses des entrées et sorties, les critères d'investissement et les méthodes de coordination internationale de planification du développement.

Observations :

On a l'intention de préparer une étude sur la possibilité d'appliquer en 1963 les analyses des entrées et sorties et un manuel simple de planification économique pour aider les Africains chargés de préparer des plans économiques.

01-04 Projections pour l'Afrique

Références : Rapport sur la troisième session; résolution 1708(XVI) de l'Assemblée générale et résolution 924(XXXIV) de l'ECOSOC; résolution 79(V) de la Commission.

Activités : Projections pour des pays, ou des groupes de pays, ainsi que pour l'ensemble du continent africain, à entreprendre, dans le cadre des problèmes de projections des Nations Unies effectuées par le Centre, au Siège, en collaboration avec les commissions économiques régionales.

Observations :

- a) Travail de caractère expérimental en 1963 qui sera suivi en 1964 d'une première série de projections fondées sur un modèle global de croissance.
- b) Une projection des besoins des pays africains en matière de commerce, dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement, sera présentée à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

01-05 Etude des niveaux, tendances et projections démographiques

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 62; rapport du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique (document E/CN.14/186).

Activités : Etude de la structure et des tendances démographiques aux niveaux régional, sous-régional et national, pour dégager une documentation de base utile à la planification du développement économique et social.

- a) Etude de la situation démographique dans son ensemble, telle qu'elle se dégage des données récentes obtenues au moyen de recensements, d'enquêtes par sondage et les registres d'état civil, portant tout spécialement sur les relations entre les variables démographiques, tels que la fertilité, la mortalité, les migrations et les facteurs économiques et sociaux; études sur les aspects démographiques de la main-d'oeuvre, de la migration intérieure, de l'urbanisation, de la morbidité, etc.
- b) Projection des populations nationales et de leurs composantes (population rurale et urbaine, population d'âge scolaire, main-d'oeuvre, etc.).
- c) Etude des aspects démographiques, sociaux et des conditions de la main-d'oeuvre dans les plans de développement africain.
- d) Préparation d'une déclaration de principes généraux pour l'organisation, le choix des sujets et les ordres de priorités dans les programmes nationaux de recherche démographique, afin de faciliter la planification du développement et l'élaboration de politiques qui soient adaptées aux conditions des pays africains. Avis à fournir aux gouvernements pour les assister dans ces travaux de recherche.

- e) Contributions régionales à des projets de recherche démographique entrepris au Siège sur la demande de la Commission de la population.

Observations : Ce projet sera exécuté en liaison avec les projets de consolidation et d'analyse des données démographiques qui seront publiés sous forme de manuel (projet 21-06). Les résultats des recensements effectués récemment au titre du Programme de recensement de la population mondiale, des enquêtes démographiques par sondage et des études expérimentales entreprises dans un certain nombre de pays vont être de plus en plus nombreux en 1963-1964. Dans le choix des sujets de recherche, on prendra en considération les recommandations du Cycle d'étude sur les problèmes démographiques en Afrique, réuni au Caire et les résultats des recensements. Les études portant sur un domaine auquel se consacrent déjà les institutions spécialisées ne seront entreprises qu'après consultation préalable. Il conviendra d'encourager également la participation aux travaux des institutions spécialisées dans des domaines communs.

01-06 Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale

Références : Résolutions 26(III) et 44(IV) de la Commission.

Activités : a) Etudes, au niveau sous-régional, des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale sur

la mobilisation de toutes les ressources disponibles pour un développement économique équilibré des pays et territoires africains.

- b) Etudes détaillées de la discrimination raciale dans des secteurs aussi primordiaux que l'investissement humain, le taux de croissance, l'ampleur des marchés intérieurs et la croissance des industries nationales, les structures de l'industrialisation, les dépenses publiques et les mesures de sécurité sociale.

Observations :

- a) Un rapport sur sept pays a été soumis, en 1962, à la quatrième session de la Commission (document E/CN.14/132).
- b) Une étude sur les dépenses publiques et la discrimination raciale (E/CN.14/189) a été présentée à la Commission, à sa cinquième session.

01-07 Aspects juridiques et législatifs du développement économique et social

Référence :

Mandat de la Commission

Activités :

Etude du droit et de la législation des pays et territoires africains, portant sur les aspects économiques et sociaux du développement, et sur l'aide fournie aux gouvernements, à leur demande, pour adapter leur législation aux nécessités d'une économie en expansion.

Observations :

Etudes à entreprendre en liaison avec le projet 21-12 qui portera sur la législation destinée à encourager le développement industriel.

01-08 Réunions sur la planification et les politiques du développement

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 61; résolution 80(V) de la Commission.

Activités :

- a) Réunion en 1964 d'experts africains en planification, ayant un ordre du jour conforme à la résolution 80(V).
- b) Groupes de travail d'experts chargés d'étudier une sélection de sujets, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur le développement économique et social, réuni en janvier 1962 (voir document E/CN.14/127); un programme de réunions sous-régionales ou régionales de représentants des gouvernements sera mis au point ultérieurement.

Observations : Un Groupe de travail d'experts sera convoqué en automne 1963, en liaison avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège des Nations Unies et en collaboration avec les institutions spécialisées; il sera chargé d'étudier les problèmes figurant au projet 01-02 b). D'autres groupes d'étude pourront être convoqués en 1964, pour les problèmes de projection (projet 01-04) et les techniques de programmation (projet 01-03). Les documents établis par ces groupes d'étude et une étude des problèmes de développement en Afrique seront soumis à la Réunion d'experts africains en planification qui se tiendra en 1964.

01-09 Services consultatifs et coopération aux activités de l'assistance technique

Référence : Rapport sur la première session, paragraphe 61.

Activités : Mise à la disposition des gouvernements, à leur demande, de services consultatifs chargés de les conseiller sur les problèmes techniques de la planification du développement, y compris ses aspects structureaux; coopération aux travaux de l'Assistance technique des Nations Unies, y compris la rédaction de descriptions de fonctions, le choix des experts et le maintien de contacts avec eux.

Observations : Ce projet sera exécuté par le secrétariat de la Commission, avec l'aide des consultants et des conseillers en planification régionale qui lui sont attachés et en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

01-10 Banques de développement

Références : Rapport de la troisième session; résolution 27(III) de la Commission.

Activités : a) Travaux subordonnés à la création d'une banque africaine de développement.
b) Examen des diverses manières dont les banques nationales de développement pourraient contribuer à accélérer l'expansion économique des pays et territoires d'Afrique, comportant notamment une estimation des besoins d'avis et d'assistance

technique; projet à entreprendre avec le concours de la BIRD et à poursuivre par l'institution de services consultatifs mis à la disposition des gouvernements, sur leur demande.

Observations : Les travaux de 1961-1962 étaient concentrés sur les possibilités de création d'une banque africaine de développement; il n'a donc pas été possible d'entreprendre des études au sujet des banques nationales de développement. La question de création d'une banque africaine de développement n'a pas encore été réglée et il est possible qu'il faille encore lui consacrer de nouveaux travaux.

01-11 Cycle d'étude sur les problèmes de reclassification et d'administration budgétaires en Afrique

Références : Rapport du premier Cycle d'étude, (document E/CN.14/117) et rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (document E/CN.14/180)

Activités : Un second cycle d'étude portant tout particulièrement sur le rapport entre la préparation du budget annuel et les plans de développement à organiser en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

Observations : Ce second cycle d'étude sera organisé en 1964, en collaboration avec les autres commissions économiques régionales et intéressera soit l'Afrique soit plusieurs régions. Projet à organiser conjointement avec le projet 51-10.

02 Tendances sociales, problèmes et questions de politique
générales

Groupe 1. Projets permanents de haute priorité

02-01 Analyse de l'évolution de la situation sociale

Références :

Rapport sur la première session, paragraphe 61; résolution 18(II) de la Commission; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités :

a) Evolution des niveaux de vie, santé, enseignement, main-d'oeuvre, etc.

b) Etude des transformations de la structure sociale, portant notamment sur la formation de nouveaux groupes sociaux, la mobilité sociale, l'évolution du rôle de la femme, etc.

c) Etude des implications sociales des programmes d'enseignement et répercussions sur l'enseignement de la révolution socio-économique en cours.

d) Transition du système traditionnel au système moderne de sécurité sociale.

Observations :

Projet à entreprendre s'il y a lieu en liaison avec le Département des Affaires économiques et sociales du Siège et les institutions spécialisées des Nations Unies. Les études mentionnées sous a) et b) seront effectuées en 1963-64; les activités figurant sous c) et d) devront être étudiées avec les institutions spécialisées intéressées.

02-02 Encouragements à l'évolution économique et sociale

Références :

Rapport sur la première et la cinquième sessions; résolution 18(II) et 88(V) de la Commission; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités :

- a) Etudier les institutions et facteurs sociaux créateurs de croissance économique et les besoins socio-économiques avant la mise en route des plans de développement.
- b) Organiser une réunion de spécialistes de niveau élevé chargés d'articuler la recherche sociale aux problèmes pratiques; faire rapport sur les liens qui devraient exister entre la recherche universitaire et la recherche entreprise par d'autres organismes sur diverses situations africaines; donner son avis sur les programmes d'assistance nécessaires pour publier les résultats de la recherche sur le développement et les problèmes dans les domaines social et économique.
- c) Collaborer avec la FAO à l'examen des problèmes de la jeunesse en milieu rural au cours de la réunion sur la vie rurale en Afrique envisagée.

Observations :

- a) Des travaux préliminaires entrepris en 1962 ont préparé cette étude et délimité le secteur de recherches. Le Groupe de travail sur le développement économique et social réuni à Addis-Abéba en janvier 1962 a recommandé qu'on accorde une plus grande

attention à la recherche des motivations et des institutions dans les questions de développement.

- b) Ces deux réunions seront organisées en 1964 mais les travaux préparatoires devront commencer en 1963.

02-03 Problèmes sociaux résultant de la croissance économique

Références : Rapport sur la première session paragraphe 61. Résolution 18(II) de la Commission économique pour l'Afrique; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités : Etude des répercussions sociales des plans de développement des bassins fluviaux, de remembrement des terres, etc.

Observations : On a l'intention d'effectuer des études de ce genre dans certains pays spécialement choisis, conjointement avec les projets de la section IV, et les projets 23-02 et 23-11 concernant l'agriculture.

02-04 Aspects sociaux de l'urbanisation

Référence : Mandat de la Commission

Activités : a) Rassemblement et diffusion d'informations tenues à jour sur les villes africaines, dans tous les domaines relevant de la compétence de la Commission, y compris la bibliographie, les cartes et plans, les statistiques démographiques, les services publics, la production locale, l'éducation locale et tout autre forme de développement social.

- b) Etablissement d'un centre de documentation où seraient réunies une bibliographie en plusieurs langues et les statistiques disponibles pour toutes les villes importantes. Diffusion de ces renseignements en réponse à toute demande, par tout moyen approprié.
- c) Organisation d'enquêtes dans certaines localités et préparation d'études et de rapports sur les problèmes urbains en Afrique, portant particulièrement sur l'expansion urbaine, l'emploi, les niveaux de vie, etc.
- d) Organisation, lorsqu'il y a lieu, de Groupes de travail, chargés d'examiner certains aspects particuliers de problèmes posés par la rapidité du développement urbain.
- e) Mise à la disposition des municipalités africaines et des autres autorités opérant dans les zones urbaines, à la demande des gouvernements intéressés, de services consultatifs chargés notamment d'analyser la documentation existante, en vue, particulièrement, de l'élaboration de programmes sociaux destinés à faire face aux problèmes posés par la rapidité du développement urbain.

Observations :

Projet entrepris par le premier Cycle d'étude sur l'urbanisation en Afrique, réuni en avril 1962, sur la base des travaux préparatoires effectués en 1961 et comprenant des missions de reconnaissance, des articles, etc. Projet

à poursuivre par l'établissement d'un centre de documentation, l'organisation de cycles d'étude sur l'urbanisation, ou tous autres moyens appropriés. Un cycle d'étude sera convoqué en 1963. Travaux à exécuter conjointement à ceux qui portent sur l'industrie, les transports, le logement et l'urbanisation.

03 Développement communautaire et protection sociale

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

03-01 Etude générale du développement communautaire en Afrique

Références : Rapport du Cycle d'étude sur le développement communautaire, E/CN.14/170, recommandation No 5 c); résolution 48(IV).

Activités : Etude à faire périodiquement d'après la documentation fournie par les pays membres aux différents organismes des Nations Unies et complétée par des données rassemblées directement par le secrétariat de la Commission. On poursuivra l'évaluation des programmes de développement communautaire des différents pays; ces monographies par pays constitueront des éléments de l'étude générale.

Observations : Une enquête sur les programmes du développement a été entreprise au Maroc et en Nigéria en 1962. Des enquêtes similaires seront effectuées en 1963 et 1964.

03-02 Etude des possibilités d'application des techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 62 b); résolution 731 J(XXVIII) du Conseil économique et social.

Activités :

Cette étude consistera : a) à lancer, en vue d'acquérir une expérience pratique, quelques projets pilotes de développement communautaire dans les zones urbaines et rurales d'Afrique; b) à entreprendre simultanément, en collaboration avec des institutions de recherches en Afrique, une étude sur les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les répercussions sociales du développement urbain. Il faudra accorder une attention spéciale aux services de logements et aux services sociaux qui seront nécessaires pour faire face aux problèmes que pose le développement urbain.

Observations :

Une étude sur Addis-Abéba a été publiée et distribuée sous la cote E/CN.14/SWCD/10. Elle a été soumise au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, réuni en février 1962. Deux projets pilotes seront exécutés, l'un en 1963 et l'autre en 1964.

03-03 Développement communautaire et développement économique

Références :

Rapport sur la première session; résolution 48(IV).

Activités :

Analyse de la contribution que peuvent apporter au développement économique des pays d'Afrique, le développement communautaire et les autres expériences de mobilisation des ressources humaines.

Observations :

Un groupe de travail d'experts sur le développement communautaire et le développement économique est prévu pour 1963 et sera chargé d'étudier les problèmes qui se posent dans ce domaine.

03-04 Etudes de l'auto-construction et des installations communautaires dans le cadre des programmes de développement communautaire en Afrique, des conseils consultatifs et de la formation professionnelle

Références : Mandat de la Commission; résolution 731 B (XXVIII) du Conseil économique et social.

Activités : Etude des problèmes que posent l'aménagement et le réaménagement des villages et des petites communautés, y compris les programmes de construction par l'auto-assistance et l'examen de l'expérience acquise dans la construction d'écoles, de marchés, de coopératives, de centres communautaires et autres installations collectives.

Observations : Un Cycle d'étude sur les habitations à bon marché, réuni à Tunis en 1961, et le Comité permanent, ont recommandé qu'on entreprenne de nouvelles études circonstanciées dans le domaine de l'auto-construction dans certains pays africains, aux fins d'aider les services consultatifs et les personnes chargées de la formation professionnelle. L'exécution de ce projet doit être liée à celle des projets du point 24.

03-05 Organisation et administration de programmes nationaux de protection sociale

Référence : Rapport du Cycle d'étude sur le développement des services de protection sociale de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire, recommandations Nos II d) et f); résolution 88(V) de la Commission.

Activités : Ce projet consistera notamment à :

- a) entreprendre des études sur la physionomie et les structures actuelles des programmes de protection sociale;
- b) organiser des réunions et des cycles d'étude régionaux à l'intention d'administrateurs et de directeurs chargés des programmes de protection sociale;
- c) assister les gouvernements, sur leur demande, pour la planification, l'organisation et l'administration de leurs services de protection sociale;
- d) entreprendre des études de la planification, du financement, des priorités et d'une répartition équitable des services sociaux.

Observations :

Ce projet a été entrepris en 1961 par l'envoi de questionnaires aux gouvernements pour obtenir des renseignements sur les structures nationales d'organisation et d'administration des services de protection sociale. Une analyse des réponses a été présentée comme document de travail à la deuxième réunion du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, en janvier-février 1963. L'envoi du questionnaire avait été suivi d'une réunion d'un groupe d'experts à Abidjan en 1962, chargés d'étudier l'organisation et l'administration des services sociaux. Le Comité permanent a été prié de donner son avis sur l'objet des débats d'une réunion régionale d'administrateurs et de

directeurs chargés des programmes de protection sociale, à convoquer si possible, en 1963-1964. On projette également d'organiser une enquête générale sur la structure des services de protection sociale dans quatre pays africains, deux pays de langue française et deux de langue anglaise.

03-06 Bureau de documentation sur le développement communautaire et la protection sociale

Références :

Rapport du Cycle d'étude sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire, recommandation No 1 f) et rapport de la Réunion du groupe d'experts sur l'organisation et l'administration des services sociaux à Abidjan, recommandation d) du chapitre VII; résolution 88(V) de la Commission.

Activités :

Ces activités consisteront à : réunir et diffuser des informations sur les principes, méthodes et techniques du développement communautaire et de la protection sociale; aider à organiser des échanges de personnel entre pays africains; fournir des informations sur les institutions de formation, y compris les bourses d'étude offertes par les organisations internationales et les gouvernements; organiser des voyages d'étude, donner les instructions requises aux experts; organiser à l'intention des pays membres des services de presse, de prêts de films et autres moyens audio-visuels et publier un bulletin trimestriel d'information et d'évaluation.

Observations : Les gouvernements seront invités à nommer dans leur pays un ou plusieurs correspondants du Bureau de documentation. Le premier numéro du bulletin sera prêt pour être soumis au Comité permanent et diffusé au cours du premier trimestre de 1963.

03-07 Services consultatifs

Références : Rapport sur les troisième et quatrième sessions; résolutions 48(IV) et 88(V) de la Commission.

Activités : Mettre à la disposition des gouvernements, sur leur demande, des services consultatifs sur le développement des communautés et la protection sociale, et les aider à organiser des cycles d'étude nationaux sur la planification et l'administration du développement communautaire, et, en particulier, a) aider les gouvernements à former des conseils nationaux du développement communautaire et de la protection sociale; b) étudier et proposer des normes professionnelles pour les personnes chargées de ces activités.

Observations : Action à entreprendre avec l'assistance de conseillers régionaux.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

03-10 Voyage d'étude sur les questions de protection sociale

Références : Rapport au Cycle d'étude sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance, dans le cadre des programmes de développement communautaire; rapport du Groupe d'experts sur l'organisation et l'administration des services sociaux,

(recommandation f), chapitre VII, et recommandation 11 b), deuxième paragraphe du rapport). Rapport présenté à la quatrième session par le Comité sur les programmes des travaux et priorités.

Activités : Un voyage d'étude à organiser en 1963 pour quinze personnes, hommes et femmes, exerçant une activité professionnelle sur le secteur de la protection sociale, y compris des personnes chargées des services de protection sociale dans les programmes de développement communautaire : ce voyage les conduira dans un certain nombre de pays africains spécialement choisis et suscitera un échange de vues non seulement à l'intérieur du groupe mais aussi avec les fonctionnaires chargés des services de protection sociale dans les pays visités; il leur permettra en outre d'étudier les caractéristiques des divers systèmes de protection sociale, afin de les amener éventuellement à adapter ces caractéristiques à leurs pays respectifs.

03-11 Voyage d'étude sur les méthodes et techniques du développement communautaire

Référence : Rapport du Cycle d'étude sur le développement communautaire, recommandation No 5 e).

Activités : Voyage d'étude à l'intention de hauts fonctionnaires des gouvernements qui en feront la demande, afin qu'ils puissent examiner sur place des projets de développement communautaire dans certains pays d'Asie en 1963.

Observations :

Ce voyage d'étude était prévu à l'origine pour l'automne de 1962, mais des difficultés administratives en avaient empêché la réalisation. L'on espère que les disponibilités de fonds permettront de l'organiser au cours de l'automne de 1963.

II. ETUDES ET REVUES ECONOMIQUES, MONNAIE, FINANCES ET COMMERCE INTERNATIONAL.

11 Etudes et revues économiques et analyses des tendances économiques actuelles

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

11-01 Bulletin économique pour l'Afrique

Référence :

Rapport sur la première session, paragraphe 62 j)

Activités :

Publication d'un bulletin contenant une sélection de statistiques sur l'Afrique, ainsi que des articles ou des rapports traitant de questions de cet ordre :

- a) tendances économiques et sociales actuelles dans les pays et territoires d'Afrique, points saillants de l'évolution de la politique économique et sociale en Afrique, répercussions sur l'économie des pays africains des décisions de politique générale prises par les gouvernements de pays d'autres continents ayant une importante activité commerciale en dehors de l'Afrique; le bulletin doit notamment contenir des analyses du marché des principaux produits de base exportés par l'Afrique, donnant, dans la mesure du possible, des prévisions sur l'offre et la demande.

- b) activités de la Commission et de son secrétariat, y compris les rapports sur les conférences, cycles d'étude et groupes de travail qui n'auraient pas été publiés dans d'autres documents périodiques;
- c) certains problèmes particuliers étudiés par le secrétariat;
- d) revue d'études entreprises ailleurs, sur des problèmes africains d'un intérêt particulier.

Observations : Ce bulletin paraîtra deux fois par an.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

11-10 Etude sur la situation économique en Afrique

Références : Mandat de la Commission; rapport sur la deuxième session, paragraphe 85.

Activités : Une étude générale de l'évolution de la situation économique en Afrique, y compris les facteurs politiques et sociaux qui s'y rapportent, de 1938 au début des années 60, entreprise pour indiquer les conséquences de l'évolution et des tendances de la situation économique pour la période en question, sur les problèmes actuels de politique générale et de planification du développement en Afrique. Cette étude se concentrera sur la décennie débutant en 1950 et devra mettre à jour la documentation statistique et concrète publiée depuis 1950 dans l'Etude de la situation économique de l'Afrique depuis 1950 (E/CN.14/28).

Observations : Nouveau projet à entreprendre en 1963-1964, en coopération avec toutes les Divisions.

12 Monnaie et finances

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

12-01 Systèmes monétaires

Référence : Résolution 30(III) de la Commission

Activités : Etude des différents systèmes monétaires employés en Afrique, dans leurs incidences sur le commerce intra-africain en particulier et sur les problèmes africains de développement économique en général

Observations : Projet à exécuter en liaison avec les projets 12-02, 12-10 et 13-01. Une étude préliminaire a été soumise à la cinquième session.

12-02 Finances publiques

Références : Mandat de la Commission; rapport du Cycle d'étude sur les problèmes de reclassification et d'administration budgétaires en Afrique, paragraphe 97.

Activités : Etude des recettes et dépenses des gouvernements africains, portant notamment sur la mobilisation, la répartition et l'emploi efficace des ressources destinées au développement économique.

Observations : Ce projet est à entreprendre en liaison avec les projets 12-01, 12-10 et 11-10. Une étude du coût et des recettes des services administratifs et notamment des possibilités de mobiliser de nouvelles ressources pour le développement économique sera associée à celle du projet 11-10. Une étude spéciale des systèmes fiscaux actuellement en vigueur dans certains pays d'Afrique, portant particulièrement sur les

moyens propres à améliorer les techniques fiscales et les recettes, doit être terminée en 1963.

12-03 Assistance extérieure

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 55, résolution 2B(I) de la Commission, résolution 780(XXX) du Conseil économique et social.

Activités : Rapports sur l'assistance bilatérale et multilatérale fournie aux pays et aux territoires d'Afrique, à établir en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

Observations : Ces rapports doivent être préparés pour chaque session de la Commission.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

12-10 Inflation et épargne

Références : Mandat de la Commission; rapport du Comité du programme de travail et des priorités à la troisième session de la Commission, paragraphe 10.

Activités : Etude des problèmes d'inflation et d'épargne en vue notamment de mobiliser les ressources financières potentielles telles que l'argent thésaurisé pour le développement économique des pays africains.

Observations : Projets à exécuter en coordination avec les projets 12-01 et 11-10.

13 Commerce international

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

13-01 Problèmes et perspectives du commerce intra-africain.

Références : Rapport sur la quatrième session, paragraphes 198, 200 et 263; rapport sur la première session du Comité permanent du commerce, recommandation VI (E/CN.14/174); résolution 86(V) de la Commission.

Activités :

- a) Etude des principaux problèmes que poserait la création d'un marché commun africain en s'attachant particulièrement à l'harmonisation du développement économique dans les divers pays africains et aux problèmes de transports intra-africains.
- b) Organisation de groupes de travail chargés d'étudier certains problèmes propres aux sous-régions.

Observations :

- a) Une étude préliminaire des problèmes et perspectives d'un marché commun africain doit être présentée à la Réunion des Chefs d'Etats qui aura lieu en mai 1963.
- b) Une étude sur les échanges intra-africains doit être présentée à la sixième session de la Commission.
- c) Un document sur les groupements économiques en Afrique doit être préparée en 1963.
- d) Un document sur les échanges prévus dans les plans de développement africain, portant également sur les échanges avec d'autres régions, doit être préparé en 1963.

- e) Des travaux préparatoires en vue de la convocation d'un groupe de travail sur les échanges en Afrique orientale doivent commencer en 1963.
- f) La création d'un groupe de travail sur la politique fiscale et les échanges à l'intérieur de l'Afrique occidentale est prévue pour 1964. Les travaux préliminaires doivent commencer en 1963.
- g) A entreprendre en liaison avec les projets 21, 22 et 32-01.

13-02 Etude des accords de commerce régionaux et préférentiels

Références :

Rapports sur la quatrième session, paragraphe 202; rapport du Comité spécial chargé d'examiner les incidences des groupements économiques de l'Europe occidentale sur les économies africaines (E/CN.14/100, paragraphe 56); rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation I (E/CN.14/174).

Activités :

- a) Etudes des incidences des accords de commerce régionaux conclus en Europe occidentale sur le commerce et le développement des pays africains, et des mesures propres à neutraliser les effets nuisibles que pourraient avoir ces accords.
- b) Etudes des accords de commerce conclus ou envisagés dans d'autres régions.
- c) Etudes des régimes préférentiels établis entre des pays africains et non africains, notamment des tarifs préférentiels du

Commonwealth et des arrangements préférentiels existant entre le Portugal ou l'Espagne, d'une part, et leurs territoires respectifs en Afrique, d'autre part.

Observations :

- a) Une étude sur l'intégration européenne et le commerce africain a été présentée à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/4).
- b) Un document d'information a été présenté à la cinquième session de la Commission. (E/CN.14/207).
- c) Une étude des répercussions qu'exercent sur l'Afrique les groupements économiques d'Europe occidentale doit être entreprise en 1963, avec la collaboration éventuelle des autres commissions régionales et du Département des Affaires économiques et sociales du Siège.
- d) Convocation éventuelle d'un comité spécial chargé d'examiner les problèmes que pose l'intégration européenne.
- e) Le secrétariat doit suivre les travaux des autres organismes internationaux à ce sujet et faire rapport, s'il y a lieu, sur les aspects particulièrement significatifs de cette évolution.

13-03 Etude des relations commerciales entre l'Afrique et les autres parties du monde

Référence :

Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandations II, III. (E/CN.14/174).

Activités : Etudes portant spécialement sur le commerce des pays africains avec des pays ou des groupes de pays d'autres continents, qui devront être effectuées du point de vue des institutions aussi bien que sous l'angle économique.

- Observations :
- a) Une étude des politiques commerciales et fiscales des pays économiquement développés, dans la mesure où elles pourront exercer une influence sur les exportations africaines de produits manufacturés et semi-manufacturés, doit être préparée en 1963, éventuellement en coopération avec les autres commissions régionales et le Département des Affaires économiques et sociales du Siège.
 - b) Une étude sur les échanges commerciaux de l'Afrique avec l'Asie, à faire en collaboration avec l'ECAFE et la FAO, sera présentée à la deuxième session du Comité permanent du commerce.
 - c) Une étude du commerce de l'Afrique avec les pays à économie planifiée a été présentée à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/5). Ce commerce fera l'objet d'une étude ultérieure qui portera spécialement sur l'expérience acquise par les pays africains.

13-04 Stabilisation des produits de base

Références : Rapport de la quatrième session, paragraphes 203 et 268; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation XIII (E/CN.14/174), résolution 79(V) de la Commission.

Activités : Suivre régulièrement l'évolution du marché des produits de base et préparer des études sur des problèmes particuliers

- Observations :
- a) La Réunion sur la stabilisation des produits de base s'est tenue à Lagos, Nigéria, du 30 juillet au 6 août 1962. Son rapport a été soumis à la Commission à sa cinquième session (E/CN.14/205).
 - b) Le secrétariat fera rapport au Comité permanent du commerce à sa deuxième session sur les faits nouveaux marquants qui sont intervenus dans le domaine des produits de base, d'après les renseignements fournis par les organismes internationaux créés expressément à cet effet.
 - c) On entreprendra des études sur les termes de l'échange des pays africains et notamment sur le rapport entre les prix des produits agricoles et des produits industriels fabriqués dans les pays industrialisés.
 - d) On devra soumettre à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement une étude des incidences, sur les économies africaines de la recherche de la stabilisation des produits primaires par la formule "produit par produit" en regard de celles d'une formule englobant tous les produits.

13-05 Documentation sur les questions de commerce extérieur

Références : Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation X.

Activités : Rassembler et diffuser une documentation sur le commerce extérieur.

Observations : a) Documentation à recueillir auprès des pays membres, des organisations internationales et des journaux et périodiques, sur les faits nouveaux importants concernant le commerce africain, et en particulier les conclusions d'accords de commerce et de paiements, les modifications des tarifs douaniers et des contingents, la réglementation des changes et la création d'organismes commerciaux d'Etat.

Pour assurer la régularité de l'envoi de renseignements par les pays membres, le secrétariat prendra contact avec les gouvernements des pays africains afin de mettre au point les arrangements nécessaires.

b) Trois numéros de "L'Aperçu du commerce extérieur" ont été publiés en 1962. A partir de 1964, ce bulletin paraîtra trimestriellement.

c) Le secrétariat aidera les gouvernements des pays membres à créer des services d'information commerciale. A titre de première mesure, le secrétariat a envoyé aux gouvernements des listes de publications et de périodiques sur les questions commerciales qui les intéressent.

13-06 Animation des échanges

Références : Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation VIII (E/CN.14/174).

Activités : Etude des moyens et techniques propres à animer les échanges.

- Observations :
- a) Des études du commerce d'Etat et des accords commerciaux à long terme faites d'après les renseignements fournis par les gouvernements qui ont acquis une certaine expérience en ce domaine et en accord avec ceux-ci, seront présentées à la deuxième session du Comité permanent du commerce. Des exposés liminaires ont été soumis à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/12 et 13).
 - b) Deux cycles d'étude sur la politique commerciale et l'animation des échanges ont été organisés en 1962, en liaison avec le secrétariat du GATT; d'autres seront organisés en 1963.
 - c) Le secrétariat pourra aider les gouvernements des pays membres et membres associés pour les questions d'administration douanière, c'est-à-dire de nomenclature, d'appréciation et d'origine des marchandises, etc.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

13-10 Etude des problèmes de transit en Afrique occidentale

Référence : Recommandation du Groupe de travail sur les douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138,

paragraphe 16); rapport du Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'ouest, recommandation 6 (E/CN.14/206).

Activités :

Etudier les problèmes de transit en Afrique de l'ouest et notamment les possibilités d'adopter une convention TIR adaptée aux conditions locales.

Observations :

- a) Un petit groupe d'experts a été convoqué à Accra en décembre 1962. Le rapport sera présenté à la cinquième session de la Commission (E/CN.14/206).
- b) Les recommandations de ce groupe d'experts seront soumises aux gouvernements des pays de la sous-région afin que de nouvelles mesures soient prises en 1963.
- c) Un groupe de représentants qualifiés des Chambres de commerce, des associations de transports routiers et des douanes sera réuni en 1964 pour étudier les conditions dans lesquelles une convention TIR pourrait être appliquée en Afrique de l'ouest.

13-11 Trafic frontalier en Afrique occidentale

Référence :

Recommandation du Groupe de travail sur les douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138, paragraphe 21).

Activités :

Un groupe de travail sera chargé d'examiner les règlements et définitions propres à faciliter le contrôle du trafic frontalier.

Observations :

Le groupe de travail doit être convoqué en 1964. Les travaux préparatoires commenceront en 1963.

13-12 Foire commerciale africaine

- Référence : Recommandation IX (E/CN.14/174) du Comité permanent du commerce sur sa première session.
- Activités : Etude des problèmes que pose l'organisation d'une foire commerciale africaine.
- Observations : Création d'un Groupe d'experts pour apporter son concours au secrétariat dans la préparation de cette étude.

13-13 Conférence d'hommes d'affaires africains

- Références : Résolution 8(II) et 38(III) de la Commission.
- Activités : Assistance pour la préparation et l'organisation d'une conférence d'hommes d'affaires africains chargés d'examiner les domaines possibles de coopération entre les entreprises et les organisations du secteur privé des économies africaines.
- Observations : Le secrétariat ignore si des mesures préparatoires ont été prises en 1962. Le projet ne sera pas considéré comme prioritaire car les sujets à étudier par une conférence de ce genre sont traités par ailleurs. Il est cependant entendu que, s'il paraissait nécessaire de convoquer une telle conférence dans l'avenir, le secrétariat serait prié de prêter son concours.

13-14 Union africaine des paiements

- Référence : Résolution 87(V) de la Commission.
- Activités : Etude des possibilités de créer une union des paiements entre pays africains.

- Observations :
- a) Convocation d'un groupe de travail en 1964.
 - b) Des recommandations devront être présentées à la septième session de la Commission.

III. INDUSTRIE, TRANSPORTS, RESSOURCES NATURELLES ET HABITAT

21 Industrie

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 59, résolutions 18(II), 33(III) et 43(IV) de la Commission; rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles (E/CN.14/192)^{2/}

21-01 Statistiques industrielles

Activités : Rassembler pour publication des données statistiques sur la production, l'importation, l'exportation et la consommation des produits industriels. Améliorer la couverture et la qualité des statistiques industrielles.

21-02 Inventaire des industries africaines

Activités : Poursuivre l'établissement d'un inventaire des industries africaines sur lesquelles des travaux ont déjà commencé, y compris les ressources énergétiques exploitées ou devant l'être dans un proche avenir.

^{2/} Ces références sont communes à tous les projets figurant sous la rubrique Industrie (21).

21-03 Investissements dans l'industrie

Activités :

Etude des problèmes que pose la formulation de décisions sur les investissements industriels qui devraient inclure :

- a) Une enquête sur l'expérience acquise par les industries existantes, du point de vue de l'exploitation, de la productivité et de la rentabilité.
- b) La recherche des motifs qui ont présidé à l'établissement de ces industries, des méthodes employées pour arriver aux décisions en matière d'investissement.
- c) La recherche des conditions économiques et autres conditions préalables au développement industriel, concentrée tout particulièrement sur les obstacles spécifiques qui s'opposent à l'industrialisation dans certaines régions.
- d) Une étude nouvelle de la possibilité de préparer, avec le concours d'experts africains et autres, un manuel sur la préparation et la mise en oeuvre des projets d'investissements, qui couvre les aspects économiques et techniques.

Observations :

Les activités figurant sous a), b) et c) feront l'objet d'un examen immédiat.

21-04 Planification et programmation industrielles

Activités :

Etude de la planification et de la programmation industrielles, en collaboration avec le Centre des Nations Unies du développement

industriel et l'institut africain de développement économique et de planification; cette étude sera suivie d'un cycle d'étude sur les problèmes et techniques de la planification et de la programmation industrielles, qui sera organisé dans les plus brefs délais.

Observations :

Une étude préliminaire de ces questions constitue le chapitre III de la publication intitulée "Développement industriel en Afrique" (E/CN.14/INR/1). Il est peu probable que les travaux puissent progresser beaucoup en 1963. A entreprendre en liaison avec le projet 01-03.

21-05 Recherche industrielle

Activités :

Travaux préparatoires en collaboration avec d'autres services de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, pour la création d'instituts de recherche industrielle en Afrique, sur une base sous-régional; ces travaux porteront notamment sur la recherche aussi bien fondamentale qu'appliquée.

21-06 Enseignement et formation technologiques

Activités :

Travaux préparatoires, accomplis en collaboration avec d'autres services de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, pour susciter l'expansion de l'enseignement technologique, par la création dans les universités africaines de facultés spécialisées et d'instituts technologiques spécialisés ou des universités distinctes, chargés d'assurer la formation de

cadres de direction, d'ingénieurs industriels, d'agents de maîtrise et d'ouvriers qualifiés; inventaire préalable des institutions existantes; formation de techniciens spécialisés dans l'évaluation de projets, et notamment de spécialistes de l'économie agricole, d'ingénieurs, de dessinateurs, d'économistes et de comptables.

21-07 Aide octroyée aux gouvernements, sous forme d'assistance technique et de projets du Fonds spécial

Activités : Assistance apportée aux gouvernements, à leur demande, pour les aider à résoudre leurs problèmes de développement industriel, en collaboration avec le Centre de développement industriel des Nations Unies et à mettre au point les projets d'assistance technique et ceux qui relèvent du Fonds spécial; directives et assistance aux experts de l'assistance technique et évaluation de leurs rapports.

21-08 Assistance aux gouvernements pour susciter une coopération à l'échelon sous-régional dans le développement des industries

Activités : Assistance fournie aux gouvernements pour susciter, dans l'expansion des industries, une coopération à l'échelon sous-régional, fondée sur les principes de la spécialisation internationale, afin d'harmoniser, lorsqu'il y a lieu, les plans nationaux de développement industriel, au moyen d'études et d'enquêtes à pied d'oeuvre.

Observations : On prépare actuellement des études et des enquêtes sur le terrain qui seront exécutées en 1963 en Afrique de l'ouest et en Afrique de

l'est et le plus tôt possible en Afrique du nord. A entreprendre en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées et en liaison avec le projet 03-01.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

21-10 Etudes approfondies des industries

Activités :

Etudes approfondies des industries suivantes, couvrant les tendances probables de la demande, les possibilités d'échanges commerciaux en Afrique et hors d'Afrique et les perspectives de développement de la production dans les divers pays d'Afrique, à l'échelle sous-régionale ou régionale selon le cas; ces études seront suivies de réunions d'experts :

- a) Sidérurgie.
- b) Métaux non-ferreux, y compris les opérations successives du traitement.
- c) Industries mécaniques.
- d) Produits chimiques, notamment les produits de base nécessaires à de multiples industries, les engrais et les produits chimiques destinés à l'agriculture, les produits tannants, les colorants et les produits dérivés du pétrole; examen des possibilités de développer les industries secondaires tributaires des produits chimiques précités.
- e) Industries textiles, du point de vue des possibilités à long terme de remplacer par la production intérieure les importations,

en s'efforçant d'éliminer les facteurs qui font obstacle au développement de la production.

- f) Industries productrices d'énergie; les renseignements dans ce domaine doivent être obtenus par l'organisation d'une conférence sur le développement de l'énergie électrique.

Observations :

Ces études seront menées à bien en 1963 et en 1964. On espère que celles qui portent sur le fer et l'acier et certains produits chimiques, notamment les engrais, seront prêtes en temps utile pour les réunions d'experts qui se tiendront vers la fin de 1963. Celles qui portent sur les métaux non ferreux, les industries mécaniques et les textiles, ne seront vraisemblablement pas terminées avant 1964; les réunions d'experts auront donc lieu cette année-là. La réunion sur l'expansion de l'énergie électrique se tiendra en automne 1963.

21-11 Financement des industries

Activités :

Etude des problèmes du financement de l'industrie en Afrique, comportant notamment une analyse des méthodes d'auto-financement, l'orientation de l'épargne privée vers l'industrie, grâce à l'expansion des marchés des capitaux, le financement intérieur de la vente des biens d'équipement, le financement international réalisé par l'intermédiaire d'organismes internationaux et par d'autres voies, la fourniture de crédits pour l'exportation

d'articles manufacturés, en coopération avec le Centre de développement industriel des Nations Unies, la banque africaine de développement, lorsqu'elle aura été fondée, d'autres organismes internationaux de financement et les banques privées.

Observations : On ne prévoit pas que les contributions africaines à ces études puissent être prêtes avant la fin de 1963.

21-12 Législation industrielle, commerciale, monétaire et fiscale

Activités : Etude des entraves à l'industrialisation causées par les législations industrielles, commerciales, monétaires et fiscales, en vue de formuler des propositions tendant à l'harmonisation de ces législations ces propositions devant être soumises à l'examen d'une conférence qui sera convoquée en temps opportun.

Observations : On ne prévoit pas que les études à soumettre à la conférence envisagée puissent être prêtes avant 1964. Ce projet est à exécuter en liaison avec le projet 01-07.

21-13 Cycle d'étude sur les zones industrielles

Activités : Travaux préparatoires pour un cycle d'étude sur les zones industrielles prévu pour 1964, avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes.

22 Transports

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

22-01 Transports

Références : Rapport sur la première session et résolutions 18(II), 35(III) et 60(IV), de la Commission.

- Activités :
- a) Etude des problèmes de transport, sur une base sous-régionale, lorsqu'il y a lieu; cette étude doit servir de document de référence pour les réunions de fonctionnaires et experts des transports, organisées au niveau régional et sous-régional. Examen de la demande future de services de transport, fondé sur les perspectives d'expansion industrielle, agricole et commerciale d'après des études effectuées sur place, examen des méthodes les plus rationnelles de coordination de tous les modes de transport, selon les coûts relatifs, compte tenu de l'utilisation des moyens de transport actuels, afin de réduire au minimum les coûts des transports.
 - b) Etude du financement des transports, par la mobilisation des ressources humaines, l'épargne intérieure, les emprunts extérieurs, les dons ou les subventions.
 - c) Amélioration de la portée et de la précision des statistiques sur les transports africains, y compris celles qui portent sur le tourisme, en vue notamment de leur rassemblement et de la publication régulière d'un bulletin sur les statistiques des transports en Afrique.

- d) Etude des problèmes législatifs et administratifs, comprenant l'adoption éventuelle d'un code uniforme de la circulation et d'un sens de conduite uniforme, l'établissement d'un minimum de normes routières acceptables, l'unification des signaux routiers et des règlements de sécurité. Publication de cartes indiquant la classification administrative et le genre de revêtement des routes. Elaboration de rapports sur l'état d'avancement des travaux des projets de transports. Evolution des réglementations douanières les plus libérales pour le mouvement des passagers, des marchandises et des véhicules d'un pays à l'autre, afin de proposer aux gouvernements des mesures de simplification des formalités aux frontières et de normalisation des documents.
- e) Etude des problèmes du transit, afin d'aider les gouvernements intéressés à les résoudre et, en particulier, ceux des pays dépourvus de mer, afin de définir les droits et devoirs des messagers qui assurent le transport des marchandises d'un pays africain à l'autre et d'assurer un minimum de protection légale aux pays dont l'existence, du fait de leur situation géographique, dépend d'un ou de plusieurs voisins.
- f) Etude des problèmes des télécommunications, en collaboration avec l'UIT et les autres institutions internationales intéressées,

en premier lieu grâce à la préparation en collaboration avec l'UIT d'un rapport sur les problèmes que poserait la création d'un système satisfaisant de télécommunications en Afrique.

- g) Etude, en coopération avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) de la manière de développer et de coordonner tous les moyens de transport en Afrique, et de la possibilité de centraliser des services techniques communs dans les domaines suivants : navigabilité aérienne, octroi de brevets au personnel, enquêtes sur les accidents, centralisation des services aériens, normalisation et mise en commun des pièces de rechange, des moteurs et équipements, services d'aéroport, etc.; opportunité de convoquer une conférence sur l'aviation civile en Afrique et possibilités d'utiliser de plus en plus les services aériens pour le transport de denrées périssables.
- h) Examen de la possibilité de créer dans un proche avenir un centre de formation pour les cadres des industries du tourisme, de l'hôtellerie et des entreprises de transport; collaborer avec les gouvernements pour instaurer des cours à l'intention du personnel local des autres catégories; encourager les gouvernements à faire passer un test aux guides, à les classer en catégories et à leur délivrer un permis officiel.

i) Assistance aux gouvernements pour la solution de problèmes particuliers d'investissements dans les transports, pour l'organisation de cycles d'études techniques, l'élaboration et la mise en oeuvre ultérieure de projets de l'Assistance technique et du Fonds spécial; mise à la disposition des gouvernements, à leur demande, de services consultatifs.

j) Organisation et direction d'activités de formation professionnelle dans le domaine des transports en collaboration avec les autres organismes gouvernementaux intéressés.

Observations : S'agissant de l'activité mentionnée sous a), une importante étude sur la coordination des transports sera entreprise au début de cette année; elle couvrira en premier lieu la sous-région ouest-africaine et sera suivie de l'activité décrite au point b). Au stade initial, les activités énumérées au point d) seront incorporées dans celles du point a), pour être ultérieurement élargies sur une base régionale. Sous le point e), une étude sur les pays dépourvus d'accès à la mer, dans la sous-région est-africaine, a été entreprise. Dans le domaine des transports aériens, point g) et du tourisme, point h), les travaux préparatoires ont commencé. Pour les questions de tourisme, la sous-région est-africaine sera étudiée tout d'abord. La plupart des activités mentionnées aux points a) - j) ont été

approuvées par la conférence des transports d'Afrique de l'est. Ces projets seront entrepris, s'il y a lieu, en liaison avec le projet 13-01.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

22-10 Réunion des chefs de service des transports et communications d'Afrique Occidentale

Référence : Résolution 60(IV) de la Commission

Activités : Cette réunion dont les préparatifs sont en cours et qui doit se tenir au printemps 1964, a pour objectif d'examiner les études sur le développement des transports, entreprises sous les projets 22-01 a) et b), d'élaborer un programme d'activités permanentes comme l'a recommandé la Conférence des transports d'Afrique Occidentale d'octobre 1961, et, dans la mesure du possible, d'organiser des travaux similaires pour les autres sous-régions de l'Afrique.

22-11 Cycle d'étude sur les ports et les transports maritimes des pays africains

Référence : Mandat de la Commission

Activités : Cycle d'étude sur l'administration des ports, à entreprendre avec le concours de l'IMCO et du Département des affaires économiques et sociales.

Observations : Doit avoir lieu vers la fin de 1963 ou au début de 1964.

22-12 Etude des transports à travers le Sahara

Référence : Résolution 61(IV) de la Commission

Activités : Etude et évaluation des problèmes économiques et techniques et du financement des moyens de transport à travers le Sahara.

Observations : On a préparé une étude préliminaire qui sera approfondie et on réunira avant la fin de 1963 une réunion des pays en bordure du Sahara

23 Ressources naturelles

Groupe 1. Projets et activités de caractère permanent et de haute priorité

23-01 Ressources minérales

Référence : Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles (E/CN.14/192).

- Activités :
- a) Poursuivre l'établissement d'un inventaire des ressources minérales africaines et une analyse des possibilités de développement, en s'attachant notamment au développement, à l'échelon sous-régional, des industries, surtout de celles qui font l'objet d'une étude approfondie sous le projet 21-10.
 - b) Etablir d'étroites relations de travail au sujet des ressources minérales, avec les grandes organisations régionales, ainsi qu'avec les services géologiques et les services des mines.
 - c) Insister auprès des gouvernements sur les nécessités immédiates et à long terme des services de relevés géologiques, qui

constituent une base essentielle pour la recherche de minéraux, et la création de nouveaux services de relevés géologiques, là où la nécessité s'en fait sentir; insister également sur l'importance que présentent pour le développement industriel, les recherches minières systématiques à long terme et sur l'intérêt que revêt, pour le public en général et pour les sociétés minières, la publication rapide de cartes et d'informations sur ces recherches.

- d) Encourager la collaboration entre les services géologiques et les universités pour l'établissement de cartes géologiques et l'étude de problèmes particuliers.
- e) Octroyer une assistance aux divers gouvernements, à leur demande, pour les aider à résoudre les problèmes de recherche et de développement que posent les recherches de ressources minérales, et d'enrichissement des minerais, etc., et les aider également à mettre au point des projets relevant de l'assistance technique et du Fonds spécial.
- f) Encourager les procédés économiquement rentables de prospection minérale, de recherches et de production réalisées par de grandes entreprises; promulguer à cet effet, d'une législation minière simplifiée. Encourager également la prospection par des particuliers ou de petites entreprises et leur donner à cet effet une assistance et des conseils.

- g) Prendre les mesures préparatoires pour la formation de nouveaux géologues, assistants géologues et spécialistes des disciplines connexes, en collaboration avec les universités, l'UNESCO etc., et encourager l'étude de la géologie et des disciplines voisines.
- h) Recommander aux universités africaines, par des voies appropriées, de créer des chaires de géologie et des mines, là où il n'en existe pas encore.
- i) Préparer en collaboration avec l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées, la création d'un centre régional chargé de l'interprétation des enquêtes aériennes et d'un centre de formation de photogrammétrie et de prospection géophysique aérienne.
- j) Susciter, grâce aux organisations existantes, l'organisation de conférences techniques d'intérêt régional et sous-régional.

Observations :

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorités et d'échelonnement des travaux.

23-02 Hydrologie et ressources naturelles

Référence :

Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles (E/CN.14/192).

Activités :

- a) Rassembler, diffuser et analyser, en collaboration avec la FAO et d'autres institutions spécialisées, des renseignements sur les ressources en eau de surface et en eau souterraine dont dispose l'Afrique, pour augmenter chaque fois que possible les possibilités et l'utilisation des ressources en eau, grâce à des accords sous-régionaux.
- b) Recommander par les voies appropriées l'établissement de sections d'hydrologie dans les universités africaines.
- c) Déterminer les besoins en programmes de formation hydrologique à l'échelon sous-régional, pour le personnel des cadres intermédiaires et subordonnés, et établir de tels programmes en coopération avec des institutions spécialisées telles que l'UNESCO et autres organismes.
- d) Prévoir des bourses d'étude pour des administrateurs, ingénieurs, géologues, etc., afin qu'ils aient l'occasion de se documenter sur place au sujet des activités d'autres pays dont les problèmes d'approvisionnement en eau sont comparables aux leurs; organiser des voyages d'étude pour que ces spécialistes puissent visiter des installations dans d'autres pays.
- e) Encourager, en collaboration avec d'autres organisations intéressées, des réunions et des colloques à l'échelon sous-régional, pour l'examen de problèmes hydrologiques d'intérêt commun.

- f) Susciter, en collaboration avec les institutions intéressées, des recherches sur le développement des voies navigables et des bassins importants qui présentent un intérêt international, et encourager la coopération et la coordination internationales pour le développement des transports et de l'énergie hydro-électrique, par exemple.

Observations : Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorités et d'échelonnement des travaux. A entreprendre en liaison avec le projet 02-03.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

23-10 Ressources minérales

Référence : Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles (E/CN.14/192).

- Activités :
- a) Rassembler la documentation nécessaire sur la forme des publications et des cartes.
 - b) Envisager la publication d'un bulletin traitant des activités consacrées aux ressources minérales, dans le cadre des activités industrielles en Afrique, et ultérieurement la publication d'un journal publiant des études scientifiques et techniques dans ce domaine.
 - c) Susciter une action pour l'établissement d'un centre chargé de déterminer l'âge des roches et des minéraux, par des méthodes radio-actives et autres.

- d) Examiner la possibilité de recruter des économistes spécialistes sur les problèmes des minéraux, qui pourraient être consultés sur l'utilisation, les coûts d'exploitation et la commercialisation, etc., ainsi que d'ingénieurs de l'industrie, qualifiés pour donner des avis sur l'utilisation et les possibilités d'application des minéraux industriels nécessaires aux petites industries, telles que celles des matériaux de construction, de la céramique, de la verrerie etc.
- e) Etudier la création au siège de la Commission, d'une réserve commune de géologues et d'autres spécialistes disposant d'équipements techniques appropriés.
- f) Susciter une action pour la création d'un institut de formation professionnelle pour l'industrie du pétrole et du gaz naturel.

Observations : Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorités et d'échelonnement des travaux.

23-11 Hydrologie et ressources hydrauliques

Référence : Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles (E/CN.14/192).

Activités : a) Tenir à jour, en collaboration avec l'UNESCO, une bibliographie sur l'hydrologie en Afrique.

- b) Envisager la publication d'un bulletin sur le développement des ressources en eau et favoriser la publication d'un journal d'hydrologie.
- c) Poursuivre l'étude de l'hydrologie des petits et moyens bassins africains, pour réunir une documentation qui puisse être rattachée aux données recueillies sur les grands bassins fluviaux.
- d) Organiser, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés, un cycle d'étude à l'intention des administrateurs chargés du développement des eaux souterraines, et d'autres cycles sur la construction de petits ouvrages de retenue des eaux et sur les aspects sanitaires des eaux destinées à la consommation humaine.

Observations :

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorités et d'échelonnement des travaux.

23-12. Conférence cartographique régionale pour l'Afrique

Référence :

Rapport de la Commission sur sa troisième session (E/3452/Rev.1, paragraphes 230-236) et résolution 816(XXXI) du Conseil économique et social.

Activités : Cette Conférence sera chargée des tâches suivantes : examen général des activités cartographiques en Afrique; expansion des services cartographiques actuels; organisation d'une collaboration entre les pays africains d'une part et entre la région africaine et les autres pays; étude des problèmes techniques qui se posent.

Observations : A entreprendre avec la collaboration du Département des affaires économiques et sociales.

23-13 Conférence sur la recherche et la formation de personnel dans le domaine des ressources naturelles

Référence : Résolution 34(III) de la Commission et rapport sur la cinquième session de la Commission (paragraphe 261 b)).

Activités : Le Secrétariat de la Commission participera à l'organisation d'une conférence sur la recherche et la formation de personnel dans le domaine des ressources naturelles, que l'UNESCO convoquera en 1964.

24 Habitat et aménagement

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

Référence : Rapport de la réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique (E/CN.14/191).

24-01 Documentation générale

Activités : a) Rassembler, mettre au point et distribuer des extraits des rapports préparés par les experts de l'Assistance technique et du Fonds spécial sur les questions relatives

à l'habitat, la construction et l'aménagement du territoire en Afrique^{10/}.

- b) Rassembler et distribuer les renseignements les plus récents sur les principales sources de l'aide financière extérieure en matière de logement et d'aménagement, qu'elles soient de caractère bilatéral, multilatéral ou international, en mentionnant particulièrement les points suivants : portée de cette aide, modalités, conditions des prêts ou subventions et autres conditions administratives ou techniques^{10/}.

Commentaire : En collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies : BIT, FAO, OMS.

24-02 Politique en matière de logement

Description :

- a) Proposer les grandes lignes d'un modèle d'enquêtes générales et détaillées sur les besoins en matière de logement, en se fondant sur l'expérience de certains pays et en s'attachant notamment aux conditions prédominantes dans les pays africains en voie de développement rapide^{10/}.
- b) Rassembler des renseignements et comparer les normes actuelles des logements économiques et de coût moyen dans certains pays africains en mentionnant notamment les normes minimales à respecter et, le cas échéant, les normes maximales compatibles avec le bénéfice d'une aide financière publique.

^{10/} La réunion a recommandé que les projets marqués d'une astérisque (24-01 a) et b), 24-02 a), 24-03 c), 24-04 a) et 24-05 a) bénéficient d'une haute priorité.

Commentaire : En collaboration avec l'OMS

24-03 Aspects économiques de l'habitat

Description:

- a) Rassembler et analyser les renseignements fournis par certains pays africains sur l'ampleur des investissements totaux consacrés au logement et installations connexes, à la fois en valeur absolue et par rapport au revenu par habitant.
- b) Rassembler des renseignements sur les critères utilisés pour rattacher la dimension, le coût ou le loyer du logement à la composition du ménage et au revenu familial considérant particulièrement les programmes de logements économiques entrepris de caractère public.
- c) Rassembler et analyser, sur une base comparable, les renseignements sur le coût réel des logements actuellement construits dans certains pays africains, ventilé de manière à faire ressortir les principaux postes des dépenses de construction et les facteurs susceptibles d'influencer chacun d'eux^{10/}.
- d) Rassembler et analyser, sur une base comparable, les renseignements sur le coût réel des principaux services et prolongements de l'habitat, exprimés en termes adéquats (par exemple coût par hectare, par pièce habitable, par logement) et tenant compte de leurs normes.

^{10/} Voir page 215, (note de bas de page).

- e) Entreprendre une étude et une analyse des coopératives dont l'objectif est la production et la vente de matériaux de construction aussi bien que l'achat de terrains et la construction de logements et d'installations annexes.

Commentaire : En collaboration avec l'OMS d) et le BIT e).

24-04 Ressources

Description : a) Entreprendre une enquête sur les ressources actuelles de certains matériaux de construction de base en Afrique afin de formuler des recommandations sur l'utilisation plus efficace de l'actuelle capacité de production, sur le développement et l'amélioration de la production, sur l'implantation de nouvelles industries et sur l'amélioration de la coordination, à l'échelon sous-régional, des politiques nationales d'investissement suivies à cet égard^{10/}.

- b) Entreprendre ou faire entreprendre une enquête sur les besoins en main-d'oeuvre dans le secteur de la construction en vue de formuler des recommandations pour une utilisation plus efficace et d'orienter les programmes à long terme de formation professionnelle et d'enseignement supérieur.

Commentaire : En collaboration avec la FAO a), le BIT, l'OMS et l'UNESCO b).

^{10/} Voir page 215, (note de bas de page).

24-05 Aménagement

Description :

- a) Entreprendre une étude sur la mise au point de méthodes et de techniques adaptées aux pays d'Afrique pour l'élaboration et la réalisation de plans d'aménagement, en mettant notamment l'accent sur les méthodes d'enquête et d'analyse et sur l'intégration, dans l'établissement des plans généraux d'aménagement, de toutes les ressources disponibles^{10/}.
- b) Entreprendre une étude visant à déterminer le rôle des plans d'aménagement dans le cadre du développement économique et social.

^{10/} Voir page 215, (note de bas de page).

IV. AGRICULTURE

31. Situation et évolution dans l'agriculture

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

31-01 Examen et analyse des progrès accomplis en Afrique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture (activité à développer progressivement pendant plusieurs années avec le concours du siège de la FAO).

Référence : Rapport sur la première session, paragraphe 6.

Activités : La division mixte CEA/FAO de l'agriculture fournira une documentation sur les questions alimentaires et agricoles et contribuera à l'établissement d'une documentation pour :

- a) les études et les enquêtes de la CEA sur l'alimentation et l'agriculture, y compris la documentation constituée à l'intention des sessions et autres réunions de la CEA;
- b) les conférences et réunions régionales du Bureau régional et du Siège de la FAO, notamment la deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et la sixième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient.

Observations : Divers documents ont été préparés pour la cinquième session de la Commission et pour d'autres réunions. Les travaux se développent au fur et à mesure que s'accroissent les effectifs et la documentation, l'objectif étant de réunir, sur une base régionale, sous-régionale et nationale, une collection suffisante d'informations d'actualité qui devront servir de références pour la préparation d'une documentation à long terme et sur la période en cours.

31-02 Plans et programmes de développement agricole^{11/}

Références : Rapport sur la 1ère session, paragraphes 61 et 63; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolutions 1, 3 et 6; résolution 1426 (XIV) de l'Assemblée générale; centre FAO/CEA sur les politiques agraires en Afrique orientale et centrale.

Activités : Examen des plans et des mesures propres à hâter le développement agricole et à augmenter la productivité dans l'agriculture :

- a) Rassemblement et analyse de renseignements sur les programmes de développement agricole, pour constituer la documentation mentionnée dans le projet 31-01 ci-dessus et organiser les programmes et activités d'assistance technique.
- b) Analyse et élaboration de projets de développement agricole, y compris la formation professionnelle et autres mesures d'assistance aux gouvernements.
- c) Analyse de problèmes particuliers au développement agricole, notamment :
 - i) diversification de l'agriculture;
 - ii) facteurs intervenant dans la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture monétarisée.
- d) Rôle des institutions dans le développement agricole, y compris les politiques agraires, le crédit agricole, les coopératives et les services de vulgarisation.

Observations : Ces activités constituent, en grande partie, le travail permanent de la Division mixte CEA/FAO

^{11/} En liaison avec les projets 01-02 et 01-03, les projets de la FAO et le Département des affaires économiques et sociales.

de l'agriculture. La partie a) est également comprise dans les activités élargies destinées à recueillir les informations mentionnées au projet 31-01, qui doit être entrepris, s'il y a lieu, en liaison avec les projets relatifs au développement communautaire, (en vue de chercher la possibilité d'appliquer les techniques de développement communautaire à l'agriculture), à la protection sociale et aux activités connexes. On a commencé la publication du Bulletin de l'économie agricole en Afrique, qui doit paraître deux ou trois fois par an.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

31.10 Etudes et réunions sur le développement agricole

Références : Rapport sur la deuxième session de la Commission (E/3320, paragraphe 118); rapport sur la troisième session (E/3452/Rev.1, paragraphe 175); quatrième session: résolutions 46 (IV) relative au bois et 56 (IV) relative au cheptel.

Activités :

- a) Etude des ressources et des besoins en bois, et réunions sous-régionales sur ce sujet.
- b) Centre sur la politique agraire en Afrique occidentale (co-patronné par la FAO).
- c) Conférence régionale consacrée aux conditions sanitaires du cheptel et à la production animale (co-patronnée par la FAO).
- d) Action liée à l'étude à long terme sur la situation économique de l'Afrique et à l'Enquête de la FAO pour l'Afrique.
- e) Diverses enquêtes à court terme sur l'irrigation, la mécanisation, la lutte contre l'érosion, les engrais ou autres sujets

spéciaux suivant le personnel dont on dispose; réunions spéciales sur l'économie agricole. On envisage de convoquer, en Afrique, une réunion de spécialistes de l'économie agricole.

- f) En collaboration avec la FAO et le Siège de l'Organisation des Nations Unies sur l'application en Afrique de la réforme agraire, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Observations : Tous ces projets sont nouveaux, à l'exception de celui qui est repris au point a). Le sous-projet d) est à entreprendre en liaison avec le projet 11-10.

32. Répartition et consommation des produits agricoles

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

32-01 Echanges et commercialisation des produits agricoles 12/

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 62 f); résolution 18 (II) de la Commission; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolution 10.

Activités : Etude des échanges des principaux produits agricoles dans les sous-régions et des mesures propres à améliorer la commercialisation :

a) Etudes des tendances récentes dans le niveau et l'orientation des exportations de produits agricoles sur le plan régional et sous-régional.

b) Commercialisation des produits agricoles : poursuite, en liaison avec le Siège de la FAO, des enquêtes sur la nature des projets relatifs à la commercialisation de la viande

et du bétail sur pied; extension de ce projet à d'autres problèmes de la commercialisation.

c) Tendances des cours et prix relatifs des produits agricoles.

Observations : Comme on l'a déjà signalé pour le projet 31-01, des mesures sont actuellement prises pour élargir la portée du projet a). L'examen des tendances des cours et des prix relatifs des produits agricoles est repris comme sous-projet c) toujours conformément à la résolution 25 (III).

32-02 Niveau de consommation des produits alimentaires et excédents alimentaires 13/

Références : Résolutions 18 (II) et 54 (IV) de la Commission. Campagne mondiale contre la faim de la FAO.

Activités : Etude des niveaux de la demande et de la consommation des produits alimentaires et autres produits agricoles, et collaboration aux activités du Programme alimentaire mondial appelé à contribuer, par l'utilisation des excédents alimentaires, au développement économique.

Observations : Jusqu'à présent, les activités ont été les suivantes : travaux d'experts, participation, en 1961, à la quatrième Conférence inter-africaine sur l'alimentation et la nutrition, à des missions effectuées sur le terrain en 1962 pour le Programme alimentaire mondial; collaboration à la Campagne mondiale contre la faim de la FAO.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

32-10 Stabilisation du marché des produits de base

Références : Résolution 25 (III) de la Commission; rapport

de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205) et du Comité permanent du commerce de la Commission (E/CN.14/174).

Activités :

Enquêtes sur la nature, l'organisation et le fonctionnement des organisations nationales de commercialisation, portant par exemple sur les offices de commercialisation et les caisses de stabilisation, afin de déterminer les dépenses d'exploitation et les autres éléments qui influent sur la qualité de la gestion et le rendement des opérations.

Observations :

Collaboration avec la FAO pour la préparation d'un manuel consultatif dans la série des guides publiés par la FAO sur les organisations officielles de commercialisation, leur établissement et leur fonctionnement. A entreprendre en liaison avec le projet 13-04.

33. Industries agricoles

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

33-01 Rassemblement, analyse et diffusion de renseignements sur la transformation des produits agricoles.

Référence :

Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles de la Commission sur sa première session, 1962.

Activités :

Entreprendre des recherches et rassembler de la documentation sur la transformation des produits agricoles, portant notamment sur le perfectionnement des méthodes de ramassage, de nettoyage des champs, la construction d'entrepôts et de marchés, la préparation des produits alimentaires et la transformation des matières

premières, le perfectionnement des méthodes d'emballage, des outils et de l'équipement, les méthodes de construction de bâtiments agricoles et l'utilisation de l'énergie dans l'agriculture. Etudier les mesures propres à susciter l'insertion de ces activités dans les programmes de développement.

Observations : Cette nouvelle activité a été insérée dans le programme de travail, en raison de la collaboration étroite qu'il est nécessaire d'instaurer entre la FAO, la Commission et le Centre de développement industriel des Nations Unies. A entreprendre conjointement avec les projets 21-01, 21-02, 21-03 et 32-01.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

33-02 Etudes, réunions et assistance directe concernant les industries agricoles.

Référence : Comme pour 33-01.

Activités : Etudes et notes de travail sur le développement agricole à préparer en collaboration avec le Siège de la FAO; organisation de réunions et offre de conseils directs aux gouvernements; voir projet 34-01.

34. Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture.

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

34-01 Assistance technique aux gouvernements

Références : Rapport sur la première session, paragraphe 54; résolutions de la Conférence de la FAO.

Activités : Collaborer avec les gouvernements et avec les institutions qui fournissent une assistance technique et économique; collaborer avec les

experts de l'assistance technique de la FAO dans les domaines de la planification et de la commercialisation agricoles en Afrique; aider les gouvernements à présenter leurs demandes d'assistance technique dans le cadre du Programme élargi et d'autres formes d'assistance prévues par les accords internationaux; aider directement les gouvernements à mettre en oeuvre les projets nationaux et régionaux (activités de caractère permanent qui doivent prendre plus d'extension au fur et à mesure qu'augmente l'aide accordée à l'Afrique).

Observations :

C'est surtout la FAO qui s'occupe de ce domaine. La contribution de la Division mixte de l'agriculture se limite à coordonner, à susciter des demandes, à présenter des observations sur les projets de demandes adressées au Fonds spécial des Nations Unies et à fournir une assistance directe limitée par l'intermédiaire de son personnel et des conseillers engagés sur le budget temporaire d'assistance de la Commission. Un contact étroit est maintenu avec le service de coordination de l'assistance technique du secrétariat de la Commission.

V. STATISTIQUE

Groupe 1. Travaux permanents de haute priorité

41-01 Enquête statistique sur l'Afrique

Références : Résolutions 12 (II) et 59 (IV) de la Commission; rapport sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités : Etablissement d'un plan global de développement des statistiques de la région, destiné à harmoniser les activités des bureaux statistiques et les besoins de la planification économique et sociale. La tâche incombant au secrétariat dans le cadre de ce plan serait ainsi conçue :

- a) Examiner avec les différents pays leurs besoins respectifs d'assistance technique en rapport avec leurs programmes nationaux de développement des statistiques; donner les instructions requises aux experts et stagiaires titulaires de bourses d'étude et surveiller leurs travaux, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales.
- b) Planification et direction d'un service consultatif régional chargé d'apporter une assistance directe aux pays de la région, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales de la FAO.

Observations : Les besoins d'assistance technique pour les années 1963-1964 ont été examinés avec les divers pays. Le Service consultatif régional comprend maintenant cinq experts dans les domaines suivants : démographie, statistiques, finances publiques, comptabilité nationale, sondage et

enquête sur le terrain. Quatorze missions sur le terrain ont été faites en 1962. On a créé une section du développement des statistiques; elle est chargée des projets 41-01, 41-02 et 41-03, c'est-à-dire qu'elle doit notamment contrôler le service consultatif et les centres de formation et suivre les programmes d'assistance technique en Afrique. Trente-neuf statisticiens des Nations Unies sont actuellement en mission en Afrique.

41-02 Coopération régionale pour le développement des statistiques

Références : Résolutions 12 (II) et 59 (IV); rapports des première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités : Etablissement et exécution de programmes régionaux de coopération, selon les besoins spécifiques indiqués par chacun des pays en vue du développement de leurs statistiques. Les activités prévues pour 1963 et 1964 sont les suivantes :

- a) Courtes réunions sous-régionales de chefs de bureaux statistiques et de directeurs de centres de formation en vue de coordonner les activités consacrées à la formation pour chaque année scolaire (pour la description de ces activités de formation, voir projet 61-05).
- b) Un voyage d'étude à organiser en 1964 sur la coordination des activités en matière de statistique et de planification.
- c) Un programme de bourses d'études qui permettent aux jeunes statisticiens de recevoir une formation en cours d'emploi dans les bureaux statistiques de la région.

Observations : Les Nations Unies apportent leur appui qui comprend quatre centres de formation sous-régionaux et deux centres nationaux en Afrique. Des détails complémentaires sur le programme d'activités en 1962 figurent dans le document E/CN.14/220.

41-03 Coopération régionale pour l'exploitation des données

Référence : Rapport sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités :

- a) Utilisation de l'atelier de mécanographie installé au siège de la Commission pour entreprendre des recherches et des démonstrations, et pour venir en aide aux pays dénués d'équipement ou dont les possibilités d'exploitation sont insuffisantes.
- b) Préparation d'un rapport sur les progrès réalisés dans l'exploitation des données dans les pays africains, à l'intention de la troisième Conférence des statisticiens africains.

Observations : L'atelier de mécanographie installé au siège de la Commission à la fin de 1962 a mené à bien un certain nombre de tâches en 1962, telles que le dépouillement des résultats du recensement effectué à Addis-Abéba; le dépouillement ordinaire des statistiques du commerce extérieur et la préparation de tableaux statistiques régionaux sur le commerce africain.

41-04 Echange de renseignements sur les activités statistiques

Référence : Rapport sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités : Etablissement d'un système organisant entre les pays africains un échange général de renseignements sur les activités et les méthodes statistiques qui comprennent en 1963-64 :

- a) La publication des Informations statistiques.
- b) La préparation et la publication de manuels méthodologiques exposant les résultats des enquêtes sur les ménages, de la comptabilité nationale et des recensements de population en milieu africain.
- c) La traduction de rapports consacrés aux méthodes utilisées pour divers genres d'enquêtes et notamment les enquêtes sur les ménages et les enquêtes démographiques.
- d) La publication, de temps à autre, de données bibliographiques sur les publications statistiques des pays africains.

Observations :

En 1962, les Informations statistiques ont été publiées chaque trimestre. Les rapports sur la comptabilité nationale sont en cours de préparation; ils seront soumis à la troisième Conférence des statisticiens africains. Un volume de références bibliographiques a déjà été publié.

41-05 Elaboration de normes statistiques pour la région

Références :

Rapports des première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités :

Organisation de groupes de travail d'experts chargés de procéder à des échanges de vues sur les méthodes et d'examiner l'adaptation à l'Afrique des normes internationales, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales du Siège et des institutions spécialisées. Le programme pour 1963-1964 comprendra des réunions sur les sujets suivants :

- a) En 1963 : Troisième Conférence des statisticiens africains, à organiser en commun par la Commission, la FAO et l'OIT.

- b) En 1963 : Groupe de travail sur la formation de capital et, de groupes de travail mixtes associant la FAO pour les statistiques de l'alimentation et de l'agriculture et le FMI pour la balance des paiements.
- c) En 1964 : Calendrier de réunions d'experts à préparer par la troisième Conférence des statisticiens africains.

Observations : Les rapports des réunions de 1962 sur les statistiques industrielles et la comptabilité nationale sont soumis à la cinquième session, sous les cotes E/CN.14/173 et E/CN.14/221.

41-06 Dépouillement et publication des données statistiques

Références : Rapports des première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

- Activités :
- a) Compilation et analyse des données statistiques à l'intention :
 - du Bulletin économique pour l'Afrique (Statistiques africaines du commerce extérieur);
 - des bulletins statistiques, (série A, trimestriel et série B, semestriel);
 - d'un bulletin des statistiques industrielles africaines (un volume en préparation pour 1963).
 - b) Compilation et analyses des données statistiques nécessaires aux services de recherches du secrétariat de la Commission, notamment pour les projections et programmations, (projet 01-04), l'étude sur la situation économique de l'Afrique (projet 11-10), les travaux de recherche industrielle (projet 21-02) et le commerce inter-africain (projet 13-01).

- c) Publications statistiques portant sur le rassemblement, l'évaluation, l'analyse et la publication de données statistiques tirées de l'enquête statistique sur l'Afrique: recueil démographique à paraître en 1963, recueil de comptabilité nationale à paraître en 1964.

Observations :

Cette publication de statistiques du commerce extérieur a pris une extension considérable en 1962. Des statistiques commerciales uniformes et détaillées pour les années 1960 et 1961 ont été publiées en deux séries de recueils. Quant au paragraphe b) ci-dessus, une équipe de deux statisticiens et de cinq calculateurs secondera le groupe d'économistes chargés de la préparation de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique. Un service mécanographique spécial a été établi en 1962 pour le dépouillement des statistiques industrielles et des autres statistiques économiques. Quant au paragraphe c) ci-dessus, la préparation du recueil démographique et du recueil de comptabilité nationale a été retardée par l'insuffisance d'effectifs.

VI. ADMINISTRATION PUBLIQUE 14/

Groupe 1. Projets permanents et activités de haute priorité

51-01 Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'administration publique à la demande des gouvernements

Référence : Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

14/ La mise en oeuvre du projet relatif à l'administration publique implique la collaboration des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales.

- c) Publications statistiques portant sur le rassemblement, l'évaluation, l'analyse et la publication de données statistiques tirées de l'enquête statistique sur l'Afrique: recueil démographique à paraître en 1963, recueil de comptabilité nationale à paraître en 1964.

Observations :

Cette publication de statistiques du commerce extérieur a pris une extension considérable en 1962. Des statistiques commerciales uniformes et détaillées pour les années 1960 et 1961 ont été publiées en deux séries de recueils. Quant au paragraphe b) ci-dessus, une équipe de deux statisticiens et de cinq calculateurs secondera le groupe d'économistes chargés de la préparation de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique. Un service mécanographique spécial a été établi en 1962 pour le dépouillement des statistiques industrielles et des autres statistiques économiques. Quant au paragraphe c) ci-dessus, la préparation du recueil démographique et du recueil de comptabilité nationale a été retardée par l'insuffisance d'effectifs.

VI. ADMINISTRATION PUBLIQUE 14/

Groupe 1. Projets permanents et activités de haute priorité

51-01 Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'administration publique à la demande des gouvernements

Référence : Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

14/ La mise en oeuvre du projet relatif à l'administration publique implique la collaboration des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales.

Observations : Ce Groupe de travail serait convoqué pour la première fois en 1964 et ensuite tous les deux ans; les travaux préparatoires commenceront en 1963.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

51-10 Aspects administratifs de la planification nationale du développement

Références : Paragraphe 6 b) II de la résolution 907 (XXXIV) du Conseil économique et social et rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Activités : La planification ne peut être efficace, que si l'on dispose du mécanisme adéquat pour rassembler les renseignements de base, formuler des politiques et des programmes, coordonner les divers éléments du plan, contrôler les progrès de la mise en oeuvre et évaluer les résultats en fonction des objectifs fixés. Ce projet a pour but d'identifier les problèmes fondamentaux liés à la création et au fonctionnement du mécanisme et des procédures nécessaires pour la planification du développement et pour suggérer des solutions de rechange. Etude préparatoire à effectuer au milieu de 1963 et réunion d'experts à convoquer à la fin de 1963, suivie d'un cycle d'étude en 1964. Les principaux sujets à étudier seraient les suivants :

- a) Organisme central de planification; attributions et méthodes d'exécution.
- b) Nature et degré de décentralisation et de la mise en oeuvre; planification aux niveaux central (Département ministériel), régional et local; rôle des organismes publics autonomes dans la planification sectorielle.

- c) Aspects juridiques et législatifs de l'organisation et des procédures de planification.
- d) Incidences de la planification du développement sur les besoins du personnel et la formation.
- e) Utilisation de l'assistance technique et financière pour la planification.
- f) Aspects administratifs du développement des échanges commerciaux par rapport à la planification du développement.

Observations : A exécuter en liaison avec le projet Ol-11

51-11 Structure administrative

Références : Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180) et besoins exprimés par des fonctionnaires, experts et organismes internationaux.

Activités : Renseignements à fournir à la Commission par chaque gouvernement africain sur l'organisation et les attributions du gouvernement central des administrations provinciales, de district et municipales. Ces renseignements devraient faire partie d'un programme mondial visant à rassembler systématiquement une documentation sur la structure des pouvoirs publics. Le Siège des Nations Unies se chargerait des aspects interrégionaux de ce programme.

Observations : Ce projet permettrait aux gouvernements africains de se familiariser avec la structure administrative d'autres pays, faciliterait les contacts entre fonctionnaires des divers gouvernements assumant des responsabilités analogues et serait utile à toutes les institutions des Nations Unies. Le Secrétariat enverra des questionnaires aux gouvernements après consultation avec le Siège afin d'assurer la présentation uniforme de la documentation.

51-12 Achats et approvisionnements des pouvoirs publics

Références : Une étude spéciale sur les achats et approvisionnements effectués par les pouvoirs publics est actuellement en cours en Amérique latine; elle précède un cycle d'étude qui doit avoir lieu en mai-juin 1963. L'expérience latino-américaine permettra d'établir d'utiles comparaisons avec les méthodes et pratiques suivies en Afrique pour les achats et approvisionnements.

Activités : Enquête à mener en 1963 dans plusieurs pays africains qui comprendra les points particuliers suivants :

- a) Dispositions législatives et réglementations en vigueur pour les achats des pouvoirs publics,
- b) Procédure adoptée pour les achats et approvisionnement des pouvoirs publics,
- c) Administration des magasins de l'Etat et plus particulièrement, problèmes relatifs à la rotation, à la commande et à l'entretien des stocks,
- d) Moyens de contrôle de la qualité,
- e) Problèmes de centralisation et d'uniformisation, d'entreposage et d'approvisionnement,

Observations : Les résultats de cette enquête amèneront peut-être à réunir un cycle d'étude sur ce sujet en 1964-1965.

51-13 Rapports juridiques et administratifs entre l'Etat et les institutions ou entreprises autonomes du secteur public

Références : Cette question est mise en vedette dans la résolution 907 (XXXIV) par laquelle le Conseil économique et social appelle l'attention du Secrétaire général et des chefs des institutions

spécialisées sur d'importants problèmes d'intérêt commun. Le Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains appelle lui aussi l'attention sur le danger que présente une multiplication indue des institutions et entreprises autonomes du secteur public.

Activités :

Une enquête préliminaire à effectuer en 1964 dans un certain nombre de pays africains serait suivie en 1965 d'un cycle d'étude consacré aux sujets suivants :

- a) Base constitutionnelle et juridique des institutions et entreprises autonomes du secteur public,
- b) Ressources financières de ces institutions et entreprises,
- c) Organes directeurs et structures de ces institutions et entreprises,
- d) Droit de regard de l'Etat et vérification des comptes de ces institutions et entreprises.

Observations :

Les institutions et entreprises autonomes du secteur public jouent un rôle de plus en plus important dans les pays en voie de développement où les pouvoirs publics doivent non seulement assurer les services d'intérêt général dont la responsabilité leur incombe traditionnellement, mais aussi participer largement à de nombreuses activités de caractère économique. Les relations entre les pouvoirs publics et ces institutions ou entreprises constituent désormais l'un des grands problèmes de l'administration publique.

51-14 Assistance aux gouvernements africains dans le domaine de la formation de personnel de la fonction publique

Références : Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180); résolution 77 (V) de la Commission.

Activités : a) Aider les gouvernements intéressés à établir leurs besoins dans le domaine de la formation de personnel de la fonction publique afin de renforcer les facilités de formation existantes ou d'en créer de nouvelles. Une ou plusieurs enquêtes doivent être entreprises pour déterminer les besoins en programmes et en moyens de formation à l'échelon régional, sous-régional, national et local et pour élaborer des programmes pratiques, aux niveaux appropriés, afin de faire face aux besoins pressants et continus, notamment à ceux qui touchent les priorités en vue du développement accéléré. Ces efforts permettraient de commencer l'application immédiate de programmes convenus pour lesquels on dispose des ressources nécessaires. A la demande d'un ou de plusieurs gouvernements, on entreprendrait notamment pour la mise en oeuvre de ce projet les démarches nécessaires suivantes :

- i) Des études préliminaires sur la formation et la structure de la fonction publique ou sur les rôles de personnel, en utilisant les renseignements de toutes sources complétés par divers moyens en tant que de besoin.

- ii) Conférences sous-régionales ou séries de réunions de fonctionnaires des gouvernements intéressés des sous-régions ayant des problèmes d'intérêt commun, en vue de faire une étude approfondie et d'évaluer avec précision les renseignements, de procéder à des échanges de vues et d'étudier les programmes qui permettraient aux divers niveaux de répondre aux besoins dans leur ensemble. A ces conférences, on pourrait examiner des propositions particulières visant à améliorer l'administration publique par la création de nouveaux moyens de formation à l'échelon sous-régional et national ou en renforçant ceux qui existent déjà.
- b) Une étude des moyens et des besoins dans le domaine de la formation des cadres techniques nationaux sera menée en Afrique en 1963.

Observations :

Organisation des conférences

L'organisation et la mise en train de ces enquêtes et conférences s'effectuèrent en consultation et en collaboration avec d'autres organismes tels que: les gouvernements intéressés, les divers services du Département des affaires économiques et sociales, les institutions spécialisées des Nations Unies, les institutions fournissant une assistance technique bilatérale et les organisations sous-régionales qui exercent une activité dans des domaines connexes de l'administration publique - à entreprendre en coordination avec le projet 61-01 (alinéa b)) des observations. Le rapport sur l'étude relative à la formation des cadres techniques nationaux sera présenté à la sixième session de la Commission.

51-15 Tournée d'étude de l'administration locale à l'intention de
hauts fonctionnaires africains

Références : Selon une recommandation d'un groupe de travail des Nations Unies mentionnée dans le document sur la décentralisation du développement national et local - (62.11.H.2, para.282 b) - des tournées d'étude devraient être organisées pour permettre à de hauts fonctionnaires des ministères chargés de l'administration locale de visiter les collectivités locales de pays d'autres régions qui ont une vaste expérience de la décentralisation des services techniques.

Activités : Les gouvernements de l'Inde et de la Yougoslavie ont prié l'Organisation des Nations Unies de prévoir vers la fin de 1963 un voyage d'étude pour huit ou dix hauts fonctionnaires africains qui pourraient, par des visites et des échanges de vues avec des fonctionnaires responsables à divers niveaux, bénéficier directement de l'expérience acquise par ces pays dans la décentralisation, au bénéfice des autorités locales, des attributions intéressant le développement.

51-16 Cycle d'étude sur les services centraux pour les autorités locales

Références : Rapport sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

Activités : Cycle d'étude à organiser à la fin 1963 ou au début 1964 pour rechercher quels sont les organes et établissements centraux nécessaires au plan national (ou dans un système fédéral, sur le plan de l'Etat ou de la province) à l'amélioration du gouvernement local (par exemple ministère ou département de l'intérieur, institutions de formation; organisme de prêts opérant pour

les autorités locales et associations des pouvoirs locaux et associations professionnelles et de cadres administratifs groupant le personnel d'administration locale.

Observations : Ce cycle d'étude pourrait aussi jeter les bases d'une étude plus poussée de certains aspects de l'administration locale.

VII. FORMATION PROFESSIONNELLE

Groupe 1. Projets permanents de haute priorité

61-01 Moyens de formation en Afrique

Références : Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités : Consultations avec les universités, les instituts de recherches et d'autres organismes appropriés en Afrique sur les dispositions à prendre pour la formation de personnel africain.

Observations : Conformément aux principes de ce projet et à la suite des consultations qui ont eu lieu en 1960, 1961 et 1962, on a l'espoir de poursuivre l'assistance aux activités de formation professionnelle :

- a) En maintenant une étroite collaboration avec les organisations qui s'occupent de la formation des employés des cadres intermédiaires, y compris l'OIT et la CCTA, afin de coordonner les activités qui s'exercent dans ce domaine;
- b) En entamant des négociations pour l'élaboration de programmes de formation du personnel de l'administration publique, et en faisant une étude sur l'extension des institutions et services existant en Afrique;

- c) En collaborant à une étude sur l'opportunité d'élaborer un programme de formation à l'intention de diplomates africains en Afrique; ce programme serait destiné à remplacer celui que les Nations Unies ont lancé en Europe et aux Etats-Unis en 1962. Il ne serait mis en oeuvre qu'en 1964 et coordonnerait toutes les activités qui s'exercent dans ce domaine;
- d) En comparant et centralisant les informations et la documentation relatives aux programmes de formation professionnelle actuellement mis en oeuvre en Afrique, dans tous les domaines, qu'il s'agisse de programmes à long ou à court terme pour les diffuser auprès des gouvernements intéressés, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; le Service de formation des cadres pourrait donc faire office de service de consultation et de documentation pour les questions de formation professionnelle en publiant des renseignements et en décolant les lacunes qui susciteraient de nouvelles mesures.

61-02 Formation dans le domaine de la planification économique et sociale

- Références : Résolution 16 (II) de la Commission.
- Activités : Programmes d'étude et de formation destinés à pourvoir au besoin croissant d'économistes et autres spécialistes capables de traiter des problèmes sur la programmation du développement et d'en utiliser les techniques.
- Observations : Pendant toute l'année 1962, on a poursuivi les négociations sur la création d'un institut africain de développement économique et de planification. Un Comité permanent a été constitué,

qui s'est réuni pour la première fois en juin 1962 pour examiner le programme d'activités, les problèmes financiers et les demandes à adresser au Fonds spécial des Nations Unies. Les travaux se poursuivent pour le recrutement du personnel, tant de l'administration que du corps professoral, et la sélection des étudiants qui, en octobre 1963, suivront les premiers cours à Dakar. De nouveaux efforts seront faits en collaboration avec les pays membres, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en vue d'obtenir l'équipement nécessaire à l'institut et, éventuellement, une aide financière supplémentaire et en particulier des fonds pour les bourses d'études. Des contacts étroits sont maintenus avec les institutions spécialisées qui collaborent à toutes les phases des activités orientées vers la création de cet institut.

61-03 Formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens africains

Références : Résolution 16 (II) de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 - paragraphe 51 et E/CN.14/174 Add.2).

Activités : Formation en cours d'emploi au siège de la Commission et à ceux des commissions économiques pour l'Europe et pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Observations : Un rapport a été soumis à la cinquième session (document E/CN.14/223).

61-04 Cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques et statistiques

Référence : Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités : Cours d'été à l'intention d'étudiants qui commencent leur dernière année d'université.

Observations : Un rapport sur la deuxième série de cours organisée pendant l'été 1962 a été soumis à la cinquième session de la Commission (document E/CN.14/122).

61-05 Formation de statisticiens

Références : Résolutions 12(II) et 59(IV); rapport de la quatrième session, paragraphes 284 et 285; rapport des première et deuxième conférences des statisticiens africains.

- Activités :
- a) Enquête sur les besoins en cadres supérieurs de statisticiens et sur les progrès réalisés dans la formation de ces cadres. Prochain rapport à établir en collaboration avec l'UNESCO et à soumettre à la troisième Conférence des statisticiens africains en 1963.
 - b) Coordination des programmes de formation au niveau des cadres supérieurs de statisticiens dans la région. Cela comprend des négociations avec les responsables des programmes internationaux et bilatéraux d'assistance, afin d'obtenir un programme de bourses d'étude et une assistance, sous forme de conférences destinées aux étudiants des instituts de statistiques nouvellement créés dans les universités africaines.
 - c) Contribution à l'organisation d'un réseau de centres permanents sous-régionaux de formation pour des cadres intermédiaires de statisticiens. Coordination des activités de tous les centres de formation à ce niveau et normalisation des programmes.

Observations : L'ONU soutient actuellement cinq centres sous-régionaux et deux centres nationaux de formation de statisticiens. En 1961-62, le nombre d'étudiants inscrits à ces centres était d'environ 65 pour les cadres intermédiaires et de 40 pour les cadres supérieurs. Durant l'année scolaire 1962-63, le nombre d'inscriptions dans ces centres s'est élevé à 200. Le document E/CN.14/224 donne des détails complémentaires à ce sujet.

61-06 Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes

Références : Rapport du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (document E/CN.14/138, paragraphe 32); rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, paragraphe 37.

Activités : Organisation de cours de formation sur l'administration des douanes.

Observations :

- a) Un cours de formation à l'intention des fonctionnaires des douanes dans les pays de l'Afrique de l'ouest d'expression anglaise a eu lieu en 1962.
- b) Un cours analogue pourrait être organisé en 1963.

61-07 Cours de perfectionnement pour familiariser le personnel administratif et technique des différents pays avec les méthodes et techniques du développement communautaire

Références : Rapport du cycle d'études sur le développement communautaire, recommandation No 5 a).

Activités : Des stages d'entretien seront organisés à l'intention du personnel national : administrateurs provinciaux du développement communautaire, directeurs de centres de formation, etc. Ce programme d'études doit porter notamment sur

les aspects économiques, sociaux et éducatifs du développement communautaire. On projette d'organiser en 1963, sur le plan sous-régional, un troisième cours pour les pays de l'Afrique de l'est.

61-08 Formation professionnelle pour le service social

Références :

Résolution 36 (III) de la Commission, dont la mise en oeuvre est recommandée par le Cycle d'étude d'Accra sur l'extension des services de protection de la famille et de l'enfant, dans le cadre des programmes de développement communautaire, et dans le rapport du Comité permanent sur sa première session (section IX (31)), et réaffirmée par le Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services sociaux à Abidjan en 1962.

Activités :

Une Conférence sur la formation professionnelle pour le service social sera organisée au printemps de 1963, à l'intention de certains administrateurs des services de protection sociale, de directeurs d'écoles sociales officielles, de directeurs des services de formation professionnelle dans les départements ministériels et de hauts fonctionnaires des services sociaux employés par les gouvernements ou les organisations bénévoles. Cette conférence aura pour objet d'examiner les méthodes propres à améliorer la formation et l'efficacité du personnel des services de protection sociale, à tous les échelons et notamment :

- a) La création et l'extension de cours de formation avancée, au sein des pays ou des zones:

- b) Les cours de formation pour personnel auxiliaire;
- c) Les programmes de formation en cours d'emploi.

On insistera surtout sur la formation professionnelle pour le travail social de groupe et l'organisation communautaire et sur les relations existant entre le travail social et les sciences sociales, l'économie domestique et les autres domaines techniques.

Observations :

Des questionnaires ont été envoyés aux gouvernements pour obtenir des renseignements préliminaires destinés à faciliter la préparation de la conférence. Une analyse des réponses sera insérée dans un document de travail destiné au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire. Après cette conférence sur la formation professionnelle, une assistance sera accordée aux gouvernements, sur leur demande, pour l'élaboration des plans et l'exécution de programmes de formation professionnelle.

61-09 Le mouvement coopératif en Afrique

Référence :

Résolution 9 (II) de la Commission.

Activités :

Travaux explicatifs ou recherches sur les possibilités de création de centres de formation pour les Africains qui se destinent à l'extension et à la gestion des coopératives.

Observations :

Une étude de l'évolution actuelle du mouvement coopératif en Afrique a été soumise en 1962, à titre d'information, au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire (document E/CN.14/133). Ce rapport

contient des suggestions sur les possibilités d'établir des centres pour la formation des Africains qui veulent collaborer au mouvement coopératif. Si des études de ces possibilités doivent être faites, elles pourraient être entreprises en consultation avec le directeur de l'institut africain de développement économique et de planification.

61-10 Démographie

Référence :

Résolution 820 B (XXXI) du Conseil, en date du 28 avril 1961.

Activités :

Fournir une assistance aux centres démographiques régionaux dont la création a été proposé à Accra et au Caire dans les travaux qu'ils entreprennent sur la formation professionnelle et les recherches connexes.

Observations :

Le Secrétaire exécutif sera représenté auprès des organes de direction de ces centres; il sera donc en mesure de les aider à organiser leurs activités qui doivent être coordonnées avec les projets de la Commission.

61-11 Cours de formation pour petits commerçants

Référence :

Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174, paragraphe 51 et E/CN.14/174/Add.2).

Activité :

Formation des détaillants dans les pays africains.

Observation :

On préparera une étude sur les moyens par lesquels la Commission peut aider à organiser cette formation.

ANNEXES

ANNEXE I

Liste des délégations et observateurs à la cinquième session
de la Commission

MEMBRES

Algérie

Représentant : MM. Yaker Layachi
Directeur des affaires économiques et financières
au Ministère des affaires étrangères
Chef de la délégation

Suppléants : Aïdi Boufeldja
Adjoint au Chef de la Division Afrique-Asie-
Amérique latine
au Ministère des affaires étrangères
Secrétaire de la délégation

Baba-Ahmed Abdelkader
Représentant du Ministère de la reconstruction,
des transports et des travaux publics

Houhde Ahmed
Présidence du Conseil
Direction générale du plan et des études économiques

Khoury Mohamed
Attaché de Cabinet
au Ministère de l'industrialisation et de l'énergie

Meddahi Djilali
Chef des exploitations agricoles
à l'Institut agricole de Maison-Carrée (Alger)

Menasseri Hocine
Attaché à la Direction presse
au Ministère de l'information

Oualitsen Mohamed
Attaché au Cabinet de la
Direction du commerce extérieur

Tacouti Seddik
Chef de la Section technique de la
Direction de la formation professionnelle
et promotion des cadres.

Burundi

M. Marc Manizakiza

Cameroun

Représentant : MM. Alfred Ngando Black
Directeur de la Division Amérique-Asie-ONU
Ministère des affaires étrangères

Suppléant : Tagne Simo
Chef du Service de la statistique
et de la documentation au
Secrétariat d'Etat au développement rural

Congo (Brazzaville)

Représentant : S.E. M.A. Massamba-Debat
Ministre du plan

Suppléants : MM. A. Bayonne
Directeur des affaires économiques

P. Lissouba
Directeur du Service de l'agriculture

H. Bounsana
Contrôleur financier

Paul Kaya
Commissaire au plan

Congo (Léopoldville)

Représentant : S.E. M. Jacques Massa
Ministre du plan et de la coordination économique
et du développement communautaire

Suppléants : S.E. M. J.P. Dericoyard
Ministre des affaires économiques

S.E. M. J. Bomboko
Ministre des affaires étrangères
(ou ses remplaçants MM. les Secrétaires
d'Etat Matiti ou Lengema)

S.E. M. A. Kabangi
Ministre de la fonction publique

Congo (Léopoldville) (suite)

MM. M. Sami

Secrétaire général au Ministère du plan

A. Sita

Secrétaire général au Ministère des affaires sociales

M. Tshilumba

Secrétaire général

Ministère du commerce extérieur

J. Mbeka

Ambassadeur auprès de la C.E.E.

J. Kasongo

Directeur

Ministère des affaires étrangères

A. Nzeza

Directeur du Service des statistiques

Ministère du plan

S. Kini

Chargé d'affaires

Ministère des affaires étrangères

Experts :

MM. A. Kazadi

Directeur, Ministère du plan

A. Lawrence

Conseiller économique

Ministère du plan

De Roover

Technicien

Ministère des affaires économiques

Gossens

Technicien, Ministère du commerce extérieur

Schumacher

Technicien, Ministère des affaires économiques

Secrétariat :
de la délégation:

MM. S. Tshimbalanga

Directeur des organisations internationales

Ministère des affaires étrangères

J. Simon, Technicien, Ministère du plan

J. Bongoma

Ministère des affaires étrangères

Dahomey

Représentant : M. François Aplogan
Commissaire général au plan

Suppléant : M. Jacques Adande
Directeur aux relations économiques
et accords commerciaux
Ministère des affaires étrangères

Conseillers : MM. Nicephore Soglo
Inspecteur des finances

Loko Raffet
Ministère du commerce, de l'économie
et du tourisme

Etienne Koudogbo
Directeur du Service de l'agriculture

Espagne

Réprésentant : Francisco J. Elorza
Marquis de Nerva
Directeur général des organisations internationales
Ministère des affaires étrangères

Suppléants : M. Miguel Solano
Directeur des Nations Unies
Ministère des affaires étrangères

M. Rafael Cossio
Commissaire du plan et du développement

M. Wilwardo Jones
Procureur au Parlement espagnol
Maire de Santa Isabel

M. F. Esono
Procureur au Parlement espagnol

M. C. Cabrera James
Procureur au Parlement espagnol

M. E.M. Maho Sicacha
Directeur de l'Hôpital Santa Isabel

M. J.M. Cisneros
Représentant du Ministère du commerce

Espagne (suite)

Suppléants : (suite) M. Jesus Gascon Brieva
Directeur de la santé

M. Manuel Porto Lopez
Ingénieur agronome

M. F. Bartolomé Masià
Directeur de l'enseignement

Ethiopie

Représentant : H.E. Ato Araya Ogbaegzy
Vice-Minister of the Imperial Ministry
of Commerce and Industry

Suppléants : Ato Kifle Wodajo
Deputy Permanent Representative to the
United Nations

Ato Tekle-Haymanot Gebre-Mariam
Director-General
Ministry of Commerce and Industry

Ato Assefa Leggese
Director-General
Ministry of Foreign Affairs

Ato Ashenafi Shiferraw
Expert in the Imperial Ethiopian Planning Board

Secrétaire : Ato Gebre-Michael Paulos
Assistant
Ministry of Commerce and Industry

France

Représentant : M. Joanes Dupraz
Ancien Ministre

Suppléants : MM. Raymond Gastambide
Ministre Plénipotentiaire
Direction des Nations Unies

Maurice Viaud
Conseiller financier
chargé des questions économiques
à la Mission permanente à New York

France (suite)

Conseillers : MM. Français
Directeur-Adjoint du Cabinet
du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

A. Georges
Administrateur à la Direction des finances extérieures
Ministère des finances et des affaires économiques

Gintrand
Inspecteur de la France d'Outre-mer
Ministère de la coopération

Janin-Reynaud
Administrateur au Service des
affaires économiques d'outre-mer

A. Jouanin
Conseiller au
Ministère des affaires étrangères

Van Grevenynghe
Direction des Nations Unies

Marchat
Chef de la Mission d'aide
à Brazzaville

Secrétaire : Mlle. Garito

Gabon

Représentant : S.E. M. André G. Anguile
Ministre de l'économie nationale,
plan et mines

Suppléants : MM. Boniface Mombey
Directeur-Adjoint aux finances

Gabriel Essonghe
Adjoint technique de la statistique

Simon Pither
Inspecteur central des douanes,
chargé des relations économiques extérieures

Simon Oyyono
Secrétaire des affaires étrangères

Ghana

Représentant : Rev. S.A. Dzirasa
Deputy Minister
Ministry of Foreign Affairs

Suppléant : Mr. J.H. Mensah
Executive Secretary

Conseillers H.E. A.Y.K. Djin
Ambassador Member of the Parliament

Mr. P. Tagos
Member of Parliament

Mr. David Acquah
Deputy Director
Department of Social Affairs

Mr. F.A.Y. Jaisey
Chargé d'Affaires of Ghana, Léopoldville

Mr. J.D.K. Appiah
First Secretary of the
Permanent Delegation of Ghana
to the United Nations

Mr. J.A. Asem
Ministry of Agriculture

Mr. J.A. Asmah
Secretary
Secretariat of African Affairs

Mr. I.K.B. Ansah
Secretary
Ministry of Foreign Affairs, Accra

Mr. E. Lomotey
Second Secretary

Grèce

M. C. Lyberopoulos
Consul Général de Grèce à
Léopoldville

Guinée

Représentant : S.E. Alioune Drame
Ambassadeur pour la République de Guinée
en Côte-d'Ivoire

Suppléants : MM. Mohamed Kassory Bangoura
Directeur des affaires économiques et sociales
Ministère des affaires étrangères

M'Bemba Bangoura
Directeur des affaires politiques
Ministère des affaires étrangères

Thomas Curtis
Administrateur des statistiques
au Ministère du plan

Haute-Volta

Représentant : S.E. André Gustave Anguilé
Président du Conseil

Libéria

Représentant : Mr. J. Milton Weeks
Director-General
Office of National Planning

Suppléants : Mr. A.M. Massaquoi
Director of Natural Resources and Survey

Mr. A. Romeo Horton
President, Bank of Liberia

Mr. P. Clarence Parker
General Manager of Liberia
for Development and Industrial Investment

Mr. James Bush
Research Officer, Office of National Planning

Conseiller : Mr. Turner Stewart
Chargé d'affaires, Liberian Embassy, Léopoldville

Libye

Représentants : Mr. Salem Omeish
Director of Trade and Economic Affairs
Ministry of National Economy

Libye (suite)

Représentants : Mr. Kassem M. Sherlala
Research Officer
National Bank of Libya

Suppléants ; Mr. Mohamed Ayoub
Economist
Ministry of National Economy

Mr. Ben Amer Othman
Assistant Director of Social and Labour Affairs

Mr. Milad A. Schmeyla
Economist
Ministry of Development Affairs

Madagascar

Représentant : M. Miandrisoa Milavonjy
Secrétaire d'Etat à la fonction publique

Suppléants : MM. Armand Razafindrabe
Ministre plénipotentiaire
Ambassade de Madagascar à Paris

Pradion
Chef, Division des études
économiques et transports

Ralison Rakotovo
Contrôleur général
Institut d'émission malgache

Mali

Représentant : M. Oumar Baba Diarra
Secrétaire d'Etat à la fonction publique

Suppléant : M. Alamamy Sylla
Directeur, Département économique
Affaires étrangères

Conseillers : S.E. M. Abdoul Thierno Diallo
Ambassadeur du Mali à Léopoldville

M. Mboulaye Ba
Secrétaire d'Ambassade, Léopoldville

Maroc

Représentant : S.E. M. Medhi Mrani Zentar
Ambassadeur, Directeur des affaires politiques

Suppléants : MM. Doukkali Ahmed
Chargé de mission au Cabinet du
Ministre de l'agriculture

Zerrad
Chef de division
Ministère des finances

Bennani
Chef de Service crédit
Ministère des finances

Mauritanie

Représentant : S.E. M. Bâ Madou Lamine
Ambassadeur de la République islamique
de Mauritanie à Dakar

Suppléant : M. Salem Ould M'Khaitirat
Directeur de Cabinet du Ministre de la planification

Niger

Représentants : S.E. M. Maidah Mamoudou
Ministre de l'éducation nationale

M. R. Nacoeur
Directeur de la Banque d'Etat

Nigéria

Représentant : H.E. M. Waziri Ibrahim
Minister of Economy and Development

Suppléants : Mr. Baba Gana
Permanent Secretary
Ministry of Economic Planning
Northern Region

Mr. O. Jolaso
Counsellor of Embassy, Léopoldville

Mr. S.O. Baba-Lola
Senior Assistant Secretary
Ministry of Economic Planning and Community Development
Northern Region

Nigéria (suite)

Suppléants : (suite) Dr. E.O. Iwuagu
Senior Assistant Secretary
Federal Ministry of Economic Development

Mr. G.I. Anyia
Assistant Secretary
Federal Ministry of Commerce and Industry

Assistante : Miss Dephine King

Secrétaire : Mr. J.A.O. Banjo

Ouganda

Représentant : H.E. The Hon. J.S. Mayanja-Nkangi
Minister without Portfolio
within the Ministry of Economic Affairs

Suppléant : Mr. N.H. Whitworth
Assistant Secretary
Ministry of Economic Affairs

République Arabe Unie

Représentant : Dr. Mahmoud Amin Anis
Director-General of Banking Dept.
Ministry of Economy, Cairo

Suppléants : Mr. Mansour Fahmy
Director of African Department
Ministry of Economy, Cairo

Mr. Moustafa Hanafi
Counsellor
Embassy of the UAR, Léopoldville

Mr. Adel Kheir El Dine
Second Secretary
Embassy of the UAR, Léopoldville

Mr. Mohamed Abdel-Hamid Er Shourbagy
Second Commercial Secretary
Embassy of the UAR
Lagos, Nigeria

Mr. Farag Mohamed Abdel Rahman
Commercial Secretary
Embassy of the UAR
Accra, Ghana

République Centrafricaine

Représentant : S.E. M. Auguste Mboe
Ambassadeur de la République
Centrafricaine à Brazzaville

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant : Mr. J.A.M. Marjoribanks
Assistant Under-Secretary of State
at the Foreign Office

Suppléant : Mr. D.M. Riches
Ambassador in Léopoldville

Conseillers : Mr. J.A. Molyneux
Assistant Secretary
Commonwealth

Brigadier E.J. Gibbons
Department of Technical Co-operation

Mr. B.L. Barder
Colonial Office

Mr. R.J. Stratton
Assistant, West Central Africa Department
Foreign Office

Mr. W. Bentley
First Secretary

Assistante : Miss J. Hunneybun

Secrétaire : Miss J. Kingsford

Rwanda

Représentant : M. Fr. Shumbusho
Directeur de l'économie
Ministère des finances et de l'économie

Suppléant : M. Alphonse-Marie Kagenza
Chargé d'affaires de la République rwandaise auprès
du Gouvernement du Congo Brazzaville, du Congo
Léopoldville, et de l'Union africaine et malgache

Sénégal

Représentant : S.E. M. Karim Gaye
Ministre de l'économie rurale

Suppléants : M. Lam Amadou
Chef Adjoint de la Division économique
Ministère des affaires étrangères

M. Sow Baila
Inspecteur Principal des Douanes
Ministère des finances et des affaires économiques

M. Louis Kande
Directeur de la banque sénégalaise du développement

M. Mahante Fall
Directeur des études du plan

Sierra Leone

Représentant : The Hon. Maigere Kallen
Government Whip and Leader of the House

Suppléants : Dr. David Carney
Economic Adviser

Mr. Olu Wright
Secretary and Town Planning Officer

Somalie

Représentant : H.E. The Hon. Abdulcadir Mohamed Aden
Minister of finance

Suppléants : Mr. Hussen Nur Elmi
Consul General in Nairobi

Said Mohamed Ali
Secretary, Planning Committee

Mr. Ali Essa Farah
Ministry of Finance

Conseiller : Dr. Aldo Bottai
Economic Consultant

Soudan

Représentant : S.E. Dr. Beshir El Bakri
Ambassadeur de la République du Soudan au Nigéria

Soudan (suite)

Suppléants : Sayed Babiker Suliman
Chef Adjoint à la Section économique
Ministère des finances

M. Abdel Wahab Tamin
Inspecteur en Chef au Ministère du
commerce, industrie et approvisionnements

M. Mohamed Ali Hussni
Inspecteur à la Banque centrale du Soudan

M. Osman el Sheik
Inspecteur au
Ministère des finances et de l'économie

M. Hassan Ali Salim
Inspecteur au
Ministère des finances et de l'économie

M. Ali Mohamed
Troisième Secrétaire
Ambassade du Soudan à Léopoldville

Tanganyika

Représentant : H.E. the Honorable P. Bomani
Minister for Finance

Suppléant : Hon. J.D. Namfua
Junior Minister
Treasury

Conseillers : Mr. G. M. Rugarabamu
Deputy Secretary to the Treasury

Mr. J. G. Scott
Senior Economist to the Treasury

Togo

Représentant : S.E. M. Herman Messawussu
Ministre de la Justice,
du Commerce et de l'Economie

Suppléants : M. Georges Apedo-Amah
Chargé de mission à la
Présidence de la République

M. Jean Tevi
Directeur du Service de financement des programmes

Togo (suite)

Conseiller : M. Vu Van Tai
Expert des Nations Unies
Conseiller économique du Gouvernement

Tunisie

Représentant : S.E. M. Béchir M'Hedebi

Conseiller : M. Sadok Bouzaiane

Experts : M. Houssine Zghal
Chef de Service au plan

M. Zime Hajeri
Plan et finances

M. Ben Youssef
Ingénieur du S.E.A.

M. Mohsen Liman

Tchad

Représentant : M. L. Godian
Ambassadeur de la République
du Tchad à Brazzaville

Suppléant : M. F. Titinabaye
Premier Conseiller
Ambassade du Tchad à Brazzaville

MEMBRES ASSOCIES

Bassoutoland

Représentant : Mr. Sakia Macfarlane Lepolesa
Member of Executive Council

Betchouanaland

Représentant : Mr. Quett Ketumile Johny Masire
Member of Legislative Council

Conseiller : Mr. Robert Hazard Edwards

Gambie

Représentant : The Hon. Sheriff Sisay
Minister of Finance

Kénya

Représentant : The Hon. J.G. Kiano
Parliamentary Secretary
Ministry of Constitutional Affairs
and Economic Planning

Suppléants : The Hon. M.A. Alamoody
Parliamentary Secretary
Ministry of Finance

Mr. P.M. Rees
Director
Economics and Statistics

Mr. R.J. Ouko
Assistant Secretary
External Affairs Branch
Governor's Office

CONSULTATIF

Suisse

S.E. Monsieur E. Bucher
Ambassadeur Suisse en Nigéria

M.P. Jaccaud
Chargé d'affaires p.i. de Suisse
Léopoldville

OBSERVATEURS

Autriche

M. Gustave Damnig
Consul d'Autriche à Léopoldville

Belgique

S.E. le Comte de Kerchove de Denterghem
Ambassadeur de Belgique à Léopoldville

M. Cracco
Conseiller financier
Ambassade de Belgique, Léopoldville

M. Massonet
Conseiller commercial
Ambassade de Belgique, Léopoldville

OBSERVATEURS

Belgique (suite)

M. Cahen
Premier Secrétaire
Ambassade de Belgique, Léopoldville

M. Nothomb
Attaché
Ambassade de Belgique, Léopoldville

Brésil

Mr. Joao Clemente Baena Soares
Second Secretary of Embassy and
Head of Division for Africa
Ministry of External Relations

Bulgarie

M. Luben Avramov
Chargé d'affaires de Bulgarie
Ambassade de Bulgarie
Léopoldville

Canada

M. Michel Gauvin
Chargé d'affaires p.i.
Ambassade du Canada
Léopoldville

M. Lyon Weidman
Troisième Secrétaire
Ambassade du Canada
Léopoldville

Chine

S.E. M. Chin-Ting Shen
Ambassadeur de la République de Chine au Congo
Léopoldville

M. Teng Siang Yun
Conseiller économique
Ambassade de Chine, Léopoldville

Danemark

- S.E. M. J. Paludan
Ambassadeur du Danemark au Congo
Léopoldville
- M. Poul Rasmussen
Chargé d'affaires a.i.
Ambassade du Danemark
Léopoldville
- Mr. A. Rosenstand Hansen
Head of Department
Ministry of Foreign Affairs

Etats-Unis d'Amérique

- H.E. Mr. Walter Kotschnig
Minister
Deputy US Representative on the Economic and
Social Council of the United Nations
- Mr. Claude G. Ross
Deputy Director
Office of African and Malagasy Union Affairs
Department of State
- Mr. Edward L. Marks
Deputy Director
Office of Central African Affairs
- Mr. Martin Jacobs
Second Secretary of Embassy
- Mr. Michael P.E. Hoyt
Second Secretary of Embassy

Hongrie

- S.E. M. Peter Kos
Ambassador
- Mr. Peter Veress
Chef Adjoint au Département
Ministère du commerce extérieur

Inde

- Mr. C.R. Charekhan
Second Secretary
Embassy of India, Léopoldville

Israël

- Mr. Moshe Leshem
Counsellor
Chargé d'affaires a.i.
Embassy of Israel
Léopoldville
- Mr. Shimeon Amir
Deputy Director, Economic Department
Ministry of Foreign Affairs

Japon

- M. Nagaharu Odo
Conseiller d'ambassade
Ambassade du Japon, Addis-Abéba
- M. Akira Kadowaki
Conseiller d'ambassade
Ambassade du Japon, Léopoldville

Liban

- M. Malek Chehab
Conseiller économique pour l'Afrique Occidentale
et Equatoriale
Ambassade du Liban, Dakar

Pays-Bas

- Mr. F.R.A. Walraven
Head Economic and Social Affairs Division
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
- Mr. W. Roosdorp
Secretary, Royal Netherlands Embassy
Léopoldville

Pologne

- S.E. M.J. Katz-Suchy
Ambassadeur de Pologne
- Mr. Stanislaw Parzymies
Secrétaire d'ambassade

Roumanie

S.E. M. M. Nicolaescu
Ambassadeur de Roumanie au Caire

M. Ion Bota
Premier Secrétaire
Agence économique de Roumanie à Beyrouth

Suède

Mrs. Inga Thorsson
Expert Adviser
Ministry of Foreign Affairs

Tchécoslovaquie

H.E. Dr. Jaromir Vrla
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

Dr. Vaclav Hradec
Chargé d'affaires p.i.
Léopoldville

Dr. Frantisek Korbek
Chief of Division
Ministry of Foreign Trade

Union des Républiques socialistes Soviétiques

H.E. Mr. S. Nemtchina
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Republic of Congo

Mr. Lavritchenko
Department of the USSR
Ministry of Foreign Affairs

Mr. N. Tarassov
Head of Section of the African Department
Ministry of Foreign Affairs

M. Zaloutskyi
Head of the Department of the State Committee on the
Economic Co-operation with Foreign countries

Mr. J. Oufimov
Head of Section of the Department of Foreign Trade Ministry

Union des Républiques socialistes Soviétiques (suite)

- Mr. M. Yunakov
Counsellor
Embassy of the USSR in Ethiopia
- Mr. A. Oustinov
Second Secretary of Embassy
Embassy of the USSR in Léopoldville
- Mr. Y. Sidelnikov
Second Secretary of Embassy
Embassy of the USSR in Léopoldville
- Mr. Y. Miakotnykh
Attaché of Embassy
Embassy of the USSR in Léopoldville
- Mr. S. Ivanov
Second Secretary
Ministry of Foreign Affairs

Yougoslavie

- H.E. Mr. Perisic Zvonimir
Ambassador of Yugoslavia in Ghana
- Mr. Tomasevic Zorco
Counsellor in the State Secretariat
Ministry of Foreign Affairs.

Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies et non-
membre de la Commission économique pour l'Afrique

République fédérale d'Allemagne

- Dr. K. Erdmann
Chief of African Section
Ministry of Economic Affairs, Bonn
- Dr. Blumenfeld
Chief of African Section
Ministry of Foreign Affairs, Bonn
- Mr. W. Lamby
Chief of Section for International Co-ordination
Ministry for Economic Co-operation, Bonn

République fédérale d'Allemagne (suite)

Dr. Boettcher
ECA Adviser
German Embassy, Addis Ababa

Dr. Wachter
First Secretary of Embassy
Léopoldville

INSTITUTIONS SPECIALISEES

Organisation Internationale du Travail (OIT)

Mr. J. Reynaud

Mr. Sten O. Doos

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'a-
griculture (FAO)

M. P. Terver
Special Assistant to the Director-General

Chief O. Akin Deko
Regional Representative for Africa

Mr. A.E. Chinbuah
Deputy Regional Representative for Africa

Mr. K.C. Abercrombie
Chief Near East and African Section
Economic Analysis Division

Mr. S. Mazumdar
Regional Statistician for Africa

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science
et la culture (UNESCO)

Mr. P. Terenzio
Chief, UNESCO Mission, Congo

Mr. P.D. Ewers

Mr. Pierre Henquet
Department of Social Sciences

Mr. Alain Gille
Department of Natural Sciences

Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)

Mr. A.M. Lester
Chief Economics and Statistics Branch

Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

Dr. E. Akwei
Regional Adviser
Communicable Diseases

Dr. G. Glynn
Regional Adviser
Maternal and Child Health

Dr. C. Norman-Williams
Director of Health Services

Mr. L. Orinhuela
Regional Adviser
Environmental Health

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)

Mr. Aron Broches
General Counsel

Fonds Monétaire International (FMI)

U. Tun Wei
Adviser in African Department
of the Fund

Union Internationale des Télécommunications (UIT)

Mr. Gerald C. Gross
Secretary-General

Mr. Santiago Quijano-Caballero
Chief of Mission
Léopoldville

Organisation Météorologique Mondiale (OMM)

Mr. J.W. O'Byrne
Senior Representative in the Congo

Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)

Dr. Remy Gorge
Senior Officer

AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (FISE)

Mr. Stewart Sutton

Mr. M. Fombrun
Chief of Mission, Léopoldville

Bureau de l'Assistance Technique (BAT)

Mr. Peter Aylen
Resident Representative of the TAB
Office in Addis Ababa

Fonds Spécial des Nations Unies

Représentant : Mr. Georges Dumontet

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Commission de Coopération technique en Afrique (CCTA)

Mr. M. Toure
Secretary-General

Commission Intérimaire de l'Organisation Internationale du
commerce / Accord général sur les tarifs douaniers
et le commerce (ICITO/GATT)

Mr. Constat Shih
Counsellor
Trade Policy Division

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Catégorie A

Chambre de commerce Internationale

Mr. Vanderlinden

Mr. Hubert

Mr. Muzard

Confédération internationale des syndicats libres

Mr. Irving Brown

Confédération internationale des syndicats libres (suite)

Mr. A. Kthima

Mr. R.M. Nwilu

Mr. M. Ognamy

Mr. Z. Mukwakami

Confédération internationale des syndicats chrétiens

Mr. Gilbert Pongault
Vice-Président

Fédération syndicale mondiale

Mr. Mustapha Sarr

Fédération mondiale des anciens combattants

Mr. Jean Juttel
In charge of African Affairs
at Headquarters in Paris

Catégorie B

Union Catholique internationale de service social

- M. Atunda
Président de l'Association congolaise de l'Institut d'enseignement
- M. Ngombi
Assistant social chargé de cours de l'Institut
- M. J. Van Berkel
Directeur de l'Institut

Conseil international des femmes

Mlle. Woodcock
Secrétaire adjoint du Conseil
national des femmes congolaises, Léopoldville

Fédération internationale des femmes juristes

Miss Dorothy G. Turrel
Attorney

Fédération routière internationale

Mr. K.E. Boome
Chief Executive

Union internationale des transports routiers

M. André Ollivier
Centre international UITR, Genève

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge

Mr. N. Abut
Under-Secretary General

Mr. C. Norredan

Fédération internationale des journalistes libres

Mr. I. Ratiu

Organisation internationale des employeurs

M. Fernand De Pooter
Représentant général
Fédération des associations provinciales
des entreprises du Congo

Mr. Crabbe
Directeur de la Fédération des
associations provinciales des entreprises du Congo

Mr. H.R. Moulton
Technical Secretary
Northern Rhodesia Chamber of Mines

ANNEXE II

Liste des publications et des principaux documents parus depuis
la quatrième session de la Commission

E/3586 - E/CN.14/168	<u>Rapport annuel (19 février - 3 mars 1962)</u> <u>Documents officiels du Conseil économique</u> <u>et social, Trente-quatrième session, Sup-</u> <u>plément No 10).</u>
E/CN.14/169	Rapport du Colloque d'experts sur l'orga- nisation et l'administration des services de protection sociale.
E/CN.14/170 et Add. 1	Rapport du cycle d'étude sur l'urbanisa- tion en Afrique.
E/CN.14/171	<u>Bulletin économique pour l'Afrique, Vol. II,</u> <u>No. 2.</u>
E/CN.14/172	Rapport de la première réunion du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification.
E/CN.14/173	Rapport du colloque sur les statistiques industrielles.
E/CN.14/174 et Corr.1, et Add.1 et 2	Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session.
E/CN.14/175	Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
E/CN.14/176/Rev.2	Ordre du jour provisoire révisé.
E/CN.14/177	Comités permanents
E/CN.178 et Add.1	Rapport du Secrétaire exécutif sur les me- sures prises en application de la résolu- tion 42(IV).
E/CN.14/179 et Add.1 et Corr.1 (an- glais seulement) et Corr.2	Projet de rapport du Secrétaire exécutif sur les travaux de la Commission entre la quatrième et la cinquième session.
E/CN.14/180	Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.
E/CN.14/181 et Corr.1	La situation alimentaire et agricole en Afrique.

E/CN.14/182	Rapport de la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale.
E/CN.14/183	Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution recommandés par la Commission à sa quatrième session.
E/CN.14/184	Note du Secrétaire exécutif sur le contrôle et la limitation de la documentation.
E/CN.14/185	Organisation des travaux de la session.
E/CN.14/186	Rapport du Cycle d'étude des Nations Unies sur les problèmes de population en Afrique.
E/CN.14/187 et Corr.1 (français seulement) et Add. 1	Rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur les travaux de sa deuxième session.
E/CN.14/188	Rapport sur les activités du développement communautaire de la Commission économique pour l'Afrique en 1962.
E/CN.14/189 et Corr.1 (anglais seulement)	Les dépenses publiques et la discrimination raciale.
E/CN.14/190	Note sur la résolution 57(IV) de la Commission.
E/CN.14/191	Rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique.
E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1	Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles.
E/CN.14/193	Rapport de la Conférence des transports d'Afrique Orientale.
E/CN.14/194 et Add.1	Rapport sur d'autres activités relatives aux transports.
E/CN.14/195	Programme alimentaire mondial - rapport à la Commission économique pour l'Afrique.
E/CN.14/196	L'énergie atomique en Afrique.
E/CN.14/197 et Add.1	Rapport d'activité sur l'étude des tendances du bois en Afrique.

- E/CN.14/198 Rapport d'avancement sur l'amélioration de la production animale.
- E/CN.14/199 et Add.1 Rapport sur la lutte contre le criquet pèlerin.
- E/CN.14/200 Rapport sur le Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique.
- E/CN.14/201 Rapport résumé sur les programmes d'irrigation en Afrique.
- E/CN.14/202 Bulletin économique pour l'Afrique, Vol.III, No.1
- E/CN.14/203 Rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de l'institut africain de développement économique et de planification.
- E/CN.14/204 et Add.1 Rapport sur les progrès vers la création d'une banque africaine de développement.
- E/CN.14/205 Rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base.
- E/CN.14/206 et Add.1 Rapport du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'ouest.
- E/CN.14/207 Document d'information sur l'évolution récente des groupements économiques de l'Europe occidentale.
- E/CN.14/208 Développement de l'enseignement en Afrique - Mise en oeuvre du plan d'Addis-Abéba.
- E/CN.14/209 Assistance économique internationale à l'Afrique.
- E/CN.14/210 Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la CEA, au titre du programme élargi et du programme ordinaire.
- E/CN.14/211 Banque internationale pour la reconstruction et le développement - activités d'assistance technique en Afrique, 1961-1962.
- E/CN.14/212 Activités d'assistance technique du Fonds monétaire international en Afrique.
- E/CN.14/213 Contribution du FISE aux projets d'hygiène et de protection de l'enfance en Afrique.

- E/CN.14/214 et Add.1 Document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique.
- E/CN.14/215 Organisation météorologique mondiale -- activités d'assistance technique en Afrique.
- E/CN.14/216 Activités de l'Union internationale des télécommunications en matière d'assistance technique en Afrique au cours de l'année 1962.
- E/CN.14/217 Organisation mondiale de la santé -- activités internationales d'assistance en Afrique.
- E/CN.14/218 Le rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique.
- E/CN.14/219 Note sur le développement statistique.
- E/CN.14/220 Rapport sur les consultations régionales de 1962.
- E/CN.14/221 Rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains.
- E/CN.14/222 Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques.
- E/CN.14/223 Formation en cours d'emploi.
- E/CN.14/224 Rapport sur les centres de formation statistique.
- E/CN.14/225 et Add.1 (français seulement) Rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire.
- E/CN.14/226 Rapport sur le stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'ouest.
- E/CN.14/227 Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général pour appliquer la résolution 50(IV).
- E/CN.14/228 Rapport sur les bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1,
2 et 3

Programme de travail et priorités pour
1963-64.

E/CN.14/231

Rapport du Comité du programme de travail
et des priorités à la cinquième session.

E/CN.14/232 et Add. 1 et Add.1/Corr.1

Résolutions et décisions intéressant la
Commission adoptées par le Conseil écono-
mique et social à ses trente-troisième et
trente-quatrième sessions, à la reprise de
sa trente-quatrième session et par l'As-
semblée générale à sa dix-septième session.

E/CN.14/233

Rapport de la deuxième Réunion du Comité
permanent d'orientation pour l'institut
africain de développement économique et
de planification.